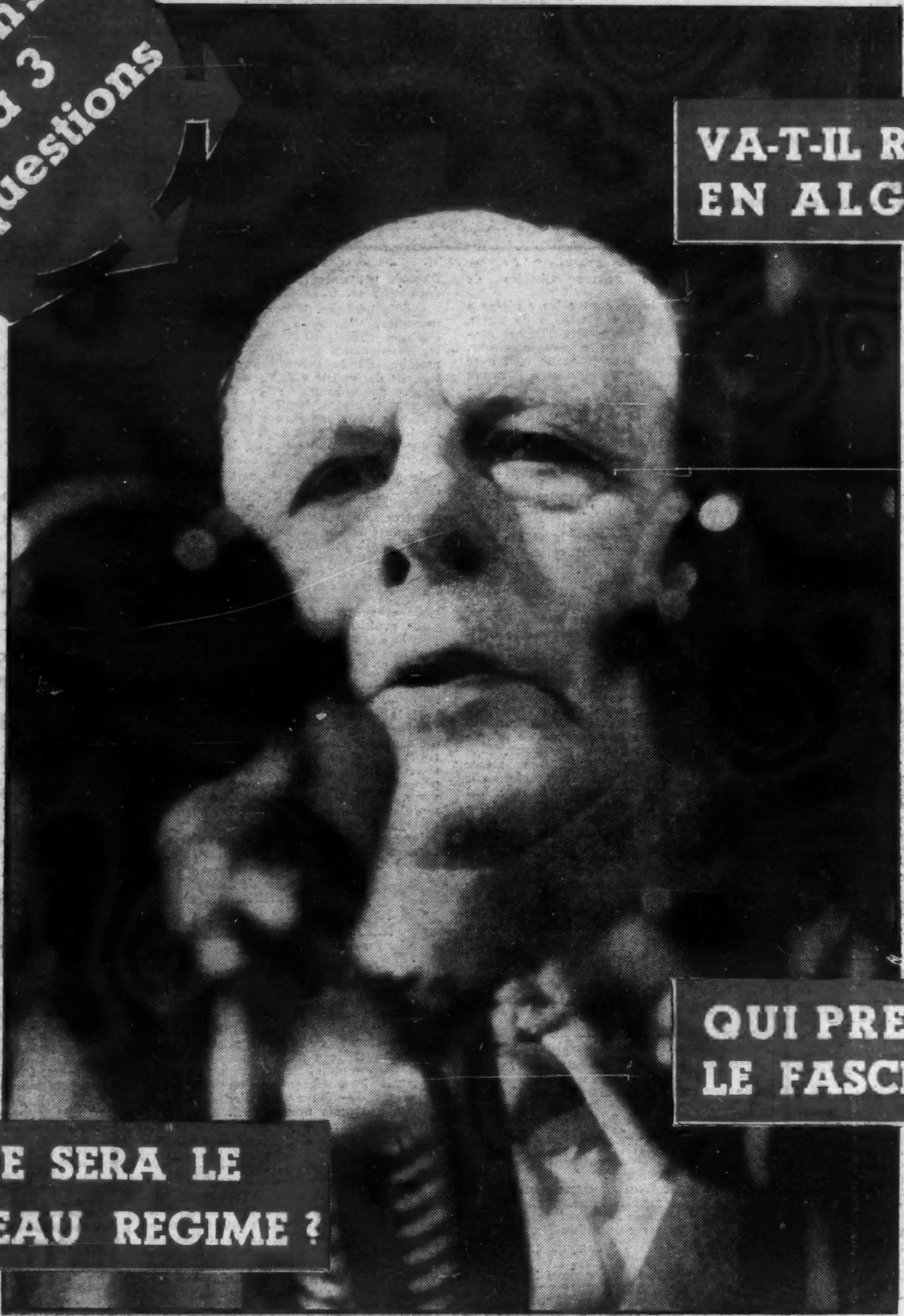
L'EXPRESS

12 JUIN 1958. — N° 365 — 100 FR.

Réponse à 3 questions

VA-T-IL REUSSIR EN ALGERIE ?



QUI PREPARE LE FASCISME ?

QUE SERA LE NOUVEAU REGIME ?

(Rodrigues)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL CHARLES DE GAULLE

« Donner des ordres est la moindre chose ; ce qui importe, c'est d'en assurer l'exécution. »

(Napoléon Ier.)

★★★★★

La lettre de « L'Express »

— J'ESPERE que maintenant vous avez compris !

— Compris quoi ?

— Qu'il faut l'aider.

— Aidons-le.

— Enfin !... Merci. Adieu, je vais évangéliser ailleurs.

— Un instant, voulez-vous ? L'aider, à quoi ? Pas à prendre le pouvoir, il l'a.

— A le conserver.

— Ce n'est pas ici que pour l'heure il est menacé de le perdre.

— A refaire l'union des Français.

— C'est au général Massu qu'il faut vous adresser. Rome n'est plus dans Rome...

— A poursuivre la réconciliation franco-musulmane.

— C'est le F.L.N. qu'il faut convaincre.

— Convenez du moins que le moment n'est pas de lui nuire, mais de le soutenir.

— Sans doute. Par quels moyens ? Il y a la prière... Vous voyez autre chose ?

— Je vois que s'il est balayé, nous courons à la catastrophe.

— Possiblement. Mais par qui pourrait-il être balayé ?

— Par ses ennemis.

— J'aurais plutôt pensé que c'était par ses amis.

— C'est ce que je voulais dire.

— Alors, c'est une affaire entre eux et lui. Que voulez-vous que nous y fassions ?

— Il faut que la nation s'y oppose...

— Avec quelles armes ?

— On en trouve quand on veut se battre.

— Encore faudrait-il savoir contre qui.

— Il me suffit à moi de me battre pour... la Répu... Ciel ! Excusez-moi... Ce sont là les arguments que j'avais préparés pour vous engager à soutenir, le 14 mai, le président Pflimlin. C'est une horrible confusion... Tout cela est complètement dépassé.

— Non. L'étrange est que ça ne l'est pas. Simplement : la situation était grave ; ce soir elle est tragique parce que nous ne pouvons plus nous dire : si de Gaulle prenait publiquement position, tout s'éclairerait...

Françoise Giroud.

Une lettre de Jean-Jacques Mayoux

On s'étonne moins de certains ralliements de la Casbah au Forum lorsque l'on voit à l'œuvre parmi nous la naïveté en matière politique. (...) Il n'est pas permis de prendre à ce point ses désirs pour des réalités, de raisonner à ce point hors des situations. Robert Barrat choisit d'espérer l'intégration sur le plan local algérien. C'est à Paris que les ultras la veulent, pour épauler de dix millions de Beni-Oui-Oui retrouvés l'assaut donné aux libertés et à la démocratie française. Il est clair qu'un gouvernement autoritaire serait bien sot de ne pas voir que là aussi est son intérêt. Sur le plan local, l'intégration qui, dans le rêve doré de Barrat, aboutirait à l'indépendance, qui, en tout cas, serait démocratique, a les mêmes chances sous le présent régime que la démocratie en France même.

C'est, dira-t-on, indémontrable. C'est à mes yeux une évidence. En tout état de cause, Robert Barrat poursuit par une affirmation proprement scandaleuse : si nous avions tenté, dit-il, une résistance à l'espagnole, « le fascisme l'eût emporté, et le déshonneur que nous voulons précisément éviter à ce pays. »

Ainsi, la République espagnole, parce qu'elle a été écrasée après trois ans de lutte, et les trahisons et les abandons que l'on sait, se serait déshonorée, tandis que la prudente Quatrième République, ayant installé le pouvoir autoritaire dans ses meubles sans coup férir, se serait sauvée du déshonneur. Il faudra que je réfléchisse à certaines correspondances imprévues des mots aux réalités qui m'avaient déjà échappé en 1940 et qui, apparemment, sont en train de m'échapper de nouveau.

JEAN-JACQUES MAYOUX

Un espoir profond

Je suis, ainsi que mes amis, surpris et déçu de l'attitude que vous avez cru devoir prendre envers Charles de Gaulle. (...)

Continuez à lutter contre les « ultras » d'Alger, contre les « malins » de Paris, mais tâchez de comprendre l'espoir profond qui a saisi notre peuple entier, espoir d'en finir avec le mensonge, avec l'hypocrisie, cette sensation qu'à nouveau tout devient possible : la paix, le redressement économique, l'union et l'amitié retrouvée avec les nations d'Afrique, ce même sentiment éprouvé lors de l'arrivée de P.M.F. au pouvoir. C'est précisément parce qu'alors rien n'a été tenté pour remédier à l'instabilité politique française et pour imposer aux partis une abdication au moins provisoire que l'expérience Mendès-France a avorté si rapidement. Ne croyez-vous pas que l'expérience de Gaulle va dans le même sens et qu'un échec conduirait cette fois-ci à la déchéance ou à la catastrophe ?

J'espère, malgré tout, dans votre clairvoyance.

Plus de cinquante de mes amis, médecins, professeurs, artisans, sont prêts à contresigner cette lettre si vous le désirez.

PIERRE LÉVY

Une vraie patrie

Se peut-il que les Français ne comprennent pas que cette offre d'une patrie, qui n'est pas la sienne, à un peuple dont le seul désir est de retrouver, dans l'indépendance, sa dignité en même temps que sa vraie patrie, est le signe de la plus basse vanité de la France. (...)

Si les nations sont multiples, le patriotisme est un.

PIERRETTE DUMONT

Résister avec quoi ?

Vous êtes de ceux qui ne veulent pas céder : en bon français, cela veut dire qu'il faut résister. Je vous demande donc avec quoi ; et je vous demande surtout de ne pas me répondre que la grève des maîtres d'école va mettre en déroute des régiments de parachutistes. (...)

P. FLEURY
Toulouse.

L'œuvre de tous

Voilà une bien étrange aberration que de croire qu'un seul homme pourra sauver la France, et plus étrange encore que cet homme puisse y croire lui-même.

Sauver la France ? N'est-ce pas ce qu'il faudrait d'abord définir ? Si la France est perdue, ce fut l'œuvre de tous ; nous payons l'incroyable indifférence du peuple à tous problèmes.

La réforme d'un pays ne saurait être le fait d'un seul homme, mais l'œuvre de chaque individu, menant le dur combat de sa réforme individuelle.

JACQUES LUTINIER

Tant pis pour nous !

Pour moi et pour beaucoup, soyez-en sûrs, qui nous estimons de gauche, le gouvernement de Gaulle peut amener le salut de notre pays et le début d'une Confédération française.

Mais nous sommes déçus par nos représentants de gauche. Nous aurions voulu que ceux-ci se groupent autour du général de Gaulle pour le soutenir contre les ultras d'un autre âge.

Cela n'a pas été, au contraire, tant pis pour nous et aussi tant pis pour eux.

Si la gauche libérale ne sait pas s'élever pour soutenir le dernier atout du pays, il n'y a rien à espérer d'elle, et je n'en espère plus rien... et j'irai à la pêche.

CASENAVE
Savigny-sur-Orge.

Moi aussi j'ai été gaulliste

Je ne suis pas communiste, mais il faut être sot ou de mauvaise foi pour prétendre que le régime républicain et les libertés peuvent être défendus sans les communistes. (...)

Quelle tristesse de voir tant de gens se précipiter vers de Gaulle par peur de quelque chose. J'ai vécu intensément les événements de 1934 et 1936 (j'étais membre de la commission administrative de la vieille C.G.T., qui s'est alors unifiée dans l'action) ; tant d'événements se sont produits depuis. (...) Quelle que soit son appellation, un Front commun de tous les républicains, y compris les communistes, n'aurait pas le visage du Front populaire de 1936.

Je pense plutôt que la meilleure façon d'éviter une démocratie populaire, d'une nature qui effraye M. François Mauriac et d'autres hommes de grande bonne volonté, c'est de cesser d'avoir peur. Chacun sait que les six millions d'électeurs qui votent communiste ne sont pas des communistes ; les communistes leur apparaissent comme les ardents défenseurs de la République, comme des militants sans peur et sans reproche, et cela est vrai pour ceux que j'ai approchés dans ma province, en particulier pour les délégués ouvriers dans les usines.

J'ai été, moi aussi, gaulliste, pendant la Résistance et après, je n'en rougis pas. (...)

Mais si le pouvoir établi s'engage, comme je le crains, dans la voie de la dictature, je démissionnerai de mes fonctions de maire et cesserai toutes fonctions publiques. D'autres que moi s'opposeront alors, quand le moment sera venu, à l'avènement d'une démocratie populaire. Ceux qui, depuis les élections de 1956, ont peu à peu trahi la République, auront cassé tous les ressorts de la démocratie à la mode occidentale.

M. CHOLTUS
maire de Saint-Max
(Meurthe-et-Moselle).

Nos institutions ont moins à craindre...

En raisonnant froidement et en toute objectivité, nous constatons que nos institutions républicaines ont beaucoup moins à craindre du gouvernement présidé par le général de Gaulle que d'un gouvernement de Front populaire au sein duquel le parti communiste — le plus nombreux et le mieux organisé — mettrait immédiatement en cause les principes de démocratie véritable et de liberté auxquels nous attachons tant de prix en France. (...)

G. EVRARD

Enfin un programme d'action

Il faut que très vite, de Mendès France à Defferre, en passant par Mitterrand, André Philip, Bourdet, peut-être même des M.R.P., se constitue un vaste Rassemblement républicain. Que l'unité se réalise au sommet, la base ne demande qu'à suivre. Il faut employer les moyens modernes de propagande et de maniement des masses. Que soient utilisés tous les organes de presse contrôlés par la gauche et ceux où elle a accès. Que soient publiés des manifestes, des slogans uniques. Que soit, enfin, élaboré un programme d'action, un programme positif, susceptible de séduire, de convaincre, d'enthousiasmer...

H. B.
Marseille.

Et encore dans notre courrier :

MM. LAURENT THIERRY, 118, rue de l'Hôpital-Militaire, à Lille ; JEAN-MARIE CHAUMONT, 35, avenue Bonin, à Choisy-le-Roi ; PAUL PEZANT, 4, rue de Cîteaux, à Paris, sont, cette année, les responsables du Centre de formation sociale pour étudiants, qui organise en septembre des stages en usine pour les étudiants cherchant un contact vrai avec le monde ouvrier.

Mise au point

A la suite de l'enquête de « L'Express » sur le rôle de l'U.S.R.A.F. dans le complot d'Alger, M. Alexandre Sanguinetti nous a adressé une mise au point précisant que s'il a été impliqué dans une affaire de banqueroute en février 1954, ce fut à titre de plaignant et que, poursuivi par les contributions directes en 1953, il bénéficia par la suite d'un non-lieu. M. Sanguinetti indique qu'il est membre du Comité de l'U.S.R.A.F. avec 60 autres éminentes personnalités, et qu'il ne s'est jamais occupé des organisations de rapatriés d'Afrique du Nord. Il affirme ne pas connaître M. Mellero, et qu'il n'a pu prendre aucune part de ce fait à l'assassinat de M. Lemaigre-Dubreuil. Secrétaire général du groupement « Comité d'action des Associations Nationales des Anciens Combattants », M. Sanguinetti, qui est décoré de la Légion d'honneur, se propose de faire de ces derniers les « mainteneurs du patrimoine national dans tous ses aspects ». M. Sanguinetti dément qu'il ait eu un rôle personnel dans la préparation des complots d'Alger et de Paris.

[*Rappelons que M. Soustelle affirmait de son côté, en mars dernier : « J'ignore tout du Comité de Salut public et autres révélations funambulesques. Il s'agit là de toute évidence d'une provocation politico-policière. »*]

M. Edmond Lanier, directeur général de la Transat

M. Edmond Lanier vient d'être nommé directeur général de la Compagnie générale transatlantique, en remplacement de M. Pierre Lavre.

Entré en 1932 à la Compagnie générale transatlantique, M. Lanier y a gravi tous les échelons de la hiérarchie. Il est chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la médaille militaire et de la croix de guerre 1939-1945.

LES AMOUREUX

Font de jolis rêves...

Pourtant, une fois mariés, 80 % d'entre eux découvrent qu'ils ne sont pas faits l'un pour l'autre !

Saviez-vous que « l'Orientation Nuptiale », prestigieuse réalisation scientifique française, vous donne des possibilités de choix inconnues jusqu'ici ? Qu'elle vous permet de découvrir dans un temps record l'être qui est **vraiment « fait pour vous »**, de faire le mariage d'amour dont vous rêvez dans une liberté totale, d'éviter la plupart des risques habituels « d'incompatibilité d'humeur », enfin de connaître aujourd'hui le merveilleux romantisme des amours de demain ?

« **Monumentale** » (*Constellation*, mars 1953).

« **Digne d'intérêt** » (*Le Figaro*, 3 février 1955).

« **Plus fort que l'Amérique** » (*Marie-France*, 22 septembre 1952).

« **Rien au monde d'équivalent** » (*Paris-Presse*, 4 juin 1954).

GRATUIT. Demandez aujourd'hui-même la passionnante brochure illustrée sur « l'Orientation Nuptiale ».

L'Institut d'Orientation Nuptiale (ES 5), 94, rue Saint-Lazare, PARIS, vous l'offre gracieusement, sous pli discret et sans aucun engagement.

Joignez seulement 3 timbres pour frais d'envoi.

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

S.A. « L'EXPRESS »
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS

29, rue de Marignan - PARIS (8e)

Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces

Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)

Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS

ANIMATEUR

Age [illegible] ans environ. Excellente présentation. Expérience pratique de la vente

Bacc. minim. pour organisation et supervision SECTEUR COMMERCIAL Importante Société Française. Domicilié REGION PARIS. Cadre apr. 3 mois. Fixe import. voit. Avantag. Ne retenons candidatures qu'avec C. V. manuscrit et photo.

Ecrire n° [illegible] CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er) qui transmettra.

Recherchons pour nouveau magasin jeunes femmes, bonne présentation, très sérieuses, désirant recevoir formation de vendeuse meubles modernes, situation d'avenir. Se présenter de 10 h. à 11 h. : MEUBLES EFA, 66, r. de Rennes, Paris-6e

DEMANDES D'EMPLOIS (cadres)

CHEF D'ENTREPRISE grosse expér. très dynam. anglais parf., organis., ventes, représentat., prés. impecc., référ. Banques U.S.A.-France-Suisse, suite événem. libre pr situat. respons. France-Etranger. Ecr. n° 1896 L'Express, 29, r. Marignan ou Tro.69-78

OCCASIONS

CABINET DE TRAVAIL ET SALON **EMPIRE** à vendre. M. SCHMITT, rue du Bastberg, à SAVERNE (Bas-Rhin) - Tél. 594

LOCAUX COMMERCIAUX

MADELEINE Rez-de-chaussée sur cour entrée voit. 70 m2 en 2 parties, état nf, chauff., électr., gaz, cession bail nég. ts commerces. ANJ.28-48 et 95-63 heures bur.

APPARTEMENTS (Vente)

4 PIECES Cuisine, w.-c., salle de bains. Etat neuf 1er étage sur rue, bel immeuble, à M 5. 93, rue Lamarck. Voir concierge.

CONSTRUCTIONS NEUVES

MONTROUGE
Rue Carvès
3 et 5 PIECES Tout confort Primes et prêt
Gros œuvre terminé. Livraison septembre 58
TRAKTIR 22, avenue Victor-Hugo POI. 21-70

DIVERS

DANSE Apprenez SEUL chez VOUS ou en notre studio
Méthode R du Professeur PASCAUD
Ecrire : 60, rue Saint-Antoine - PARIS (4e)

DANS CE NUMÉRO :

- Qui prépare le fascisme ? par Jean Cau (p. 5)
- De Gaulle va-t-il réussir en Algérie ? par Jean Daniel (pp. 6 et 7)
- Quel sera le nouveau Régime ? par Maurice Duverger (pp. 10 et 11)
- Un entretien exclusif : OPPENHEIMER et PERRIN à "l'Express" (pp. 16 et 17)

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

De Gaulle à l'épreuve

LA scène est émouvante et frappe les observateurs. Le grand homme est là, il écoute patiemment : il ne veut pas heurter. En face de lui les délégués, civils et militaires, du « Comité de Salut Public », les vainqueurs de la République, les mutins glorieux du 13 mai. Il va bientôt quitter cette terre d'Algérie. Relisez aujourd'hui — une semaine plus tard, déjà ! — le texte de la dépêche de presse qui décrivit cette ultime scène. C'est de Gaulle qui parle.

— *Chacun dans son domaine, pour sauver la baraque, doit respecter la discipline* (le mot claque soudain). *C'est notre premier devoir. Je compte sur vous pour cela, pas pour autre chose... Il faut donner l'exemple, l'exemple de chacun à sa place.*

Un silence.

— *Voilà, je vous appelle mes Compagnons, car vous l'êtes à partir d'aujourd'hui ; voilà, mes Compagnons, ce que j'attends de vous. Vous m'avez compris, n'est-ce pas ?*

La voix étranglée, les membres du C.S.P. répondent :

— *Oui, mon général !*

— *C'est bien*, conclut celui-ci d'un ton bonhomme, *je vais vous serrer la main.*

C'est dans ce ciel rose, ce climat serein et cet attendrissement qu'éclate, moins de quatre jours plus tard, le coup de tonnerre de la « motion du Comité de Salut Public », provocante, catégorique, intransigeante, qui dicte à de Gaulle, d'Alger, sa ligne de conduite. Le charme est rompu.

Il leur appartient

La réalité n'a pas attendu quatre jours pour faire craquer les illusions. C'est la force qui compte. Et même dans les cerveaux échauffés des insurgés d'Alger, même dans les têtes légères des colonels, l'analyse froide du rapport des forces a fait apparaître que le coup d'Etat ayant mis à la place du pouvoir démocratique celui de l'Armée d'Afrique, c'est à eux qu'en vérité le pouvoir appartenait, que le pouvoir détenu par de Gaulle appartient.

Le voyage d'Alger ne les a pas détrompés ; il les a renforcés dans cette conviction. Il leur a montré que s'ils étaient en mesure non plus seulement de faire céder M. Mollet et M. Pflimlin, mais de Gaulle soi-même, c'est qu'en effet ils détiennent bien *le pouvoir*.

Les concessions de de Gaulle, la prudence, les prévenances de de Gaulle envers eux, colonels et généraux qui tremblaient quelques jours plus tôt d'avoir à passer en Conseil de guerre, devant eux usurpateurs sans mandat et députés factieux qui jouaient leur va-tout — la reconnaissance par de Gaulle de leur légitimité a achevé de les éclairer sur leur force, et de débrider leurs ambitions.

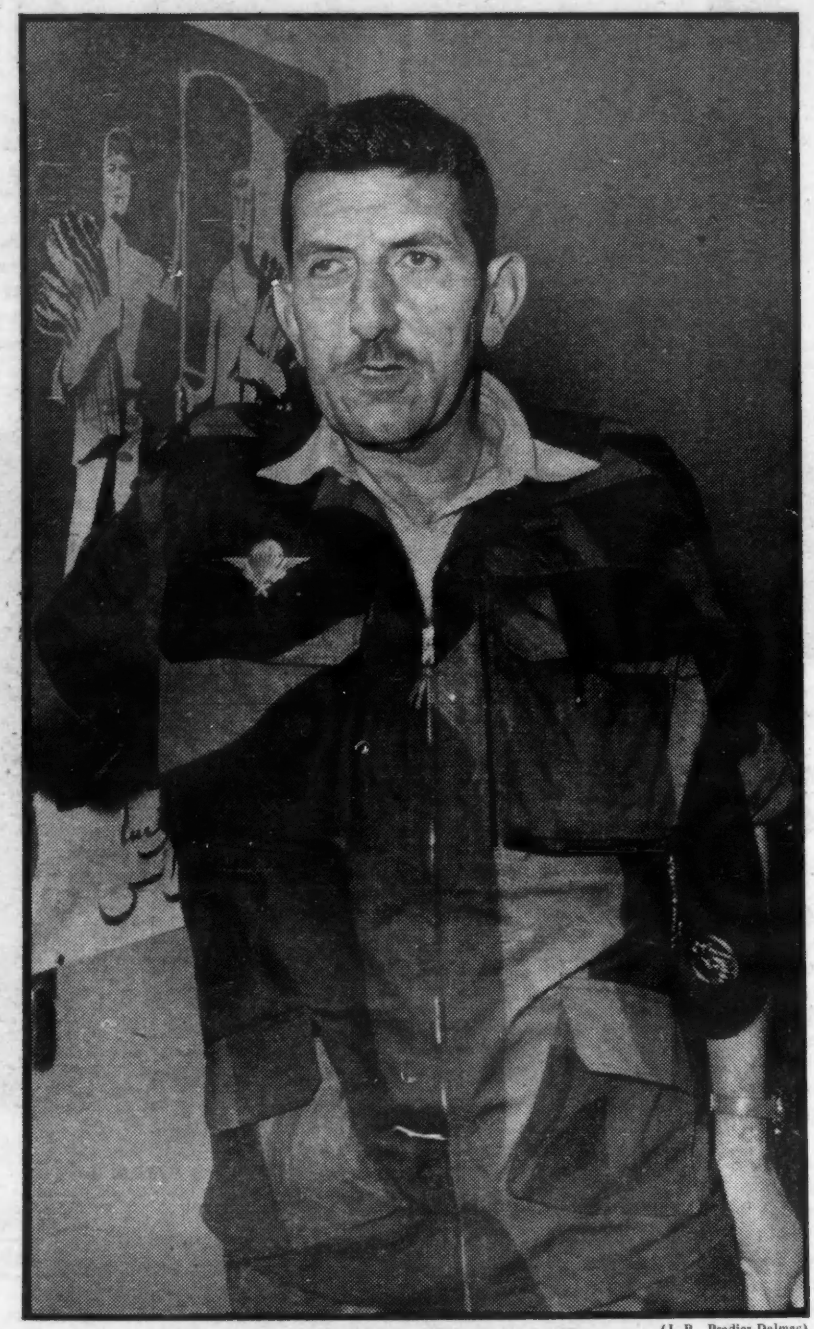
Leurs victoires

Ils avaient demandé que les Assemblées, les « rites » du système républicain soient écartés. Ils l'ont obtenu. Ils avaient réclamé un gouvernement de Gaulle : ils l'ont.

Ils proclament que l'Algérie doit être française et intégrée. De Gaulle sait que c'est une erreur politique décisive, mais il l'accorde. Ils revendiquent l'honneur, pour leur mouvement insurrectionnel, d'incarner le renouveau national ; de Gaulle, convaincu que le pouvoir de leur faction est une menace mortelle pour la Nation, leur rend publiquement l'hommage qu'ils souhaitaient. L'Armée, que l'égarement et la médiocrité de ses chefs ont conduite à une impasse, à l'échec militaire, à la mutinerie, ils veulent qu'elle soit reconnue comme l'instrument loyal, discipliné, du redressement patriotique : de Gaulle l'admet solennellement.

Et ces Comités insurrectionnels de Salut Public, que de Gaulle voulait dissoudre avant de quitter Paris, il repart d'Alger après leur avoir confié « *un grand rôle, celui d'intégrer les âmes... pour que le souffle qui s'est élevé en Algérie embrase tous les Français, où qu'ils soient* ».

En deux jours, le nouveau président du Conseil a confirmé, avec l'éclat exceptionnel dû à sa gloire, l'allégeance du pouvoir nominal au pouvoir réel, l'assujettissement de Paris à Alger, que MM. Guy Mollet, Bourgès, Gaillard et Pflimlin avaient l'un après l'autre reconnu. Quel triomphe !



(J.-P. Pradier-Dalmas)

LE GÉNÉRAL MASSU, PRÉSIDENT DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC
Le visage du Renouveau National

L'impatience

Jusqu'à mardi soir on pouvait craindre que les maîtres d'Alger, assurés de l'avoir emporté dans toutes leurs exigences de fond, n'aient la sagesse de faire ces concessions sur les formes que leur demandait le général de Gaulle. Le coup insolent de la motion a dissipé cette inquiétude : au lieu d'installer leur pouvoir, de profiter de la disparition du « système » et des dispositions de de Gaulle, pour consolider leurs positions au lieu d'être habiles, les voici qui veulent presser le pas, montrer que même sur la forme — et tout de suite — il faut que les autres cèdent, que Paris s'incline, que de Gaulle compose.

Il n'a pas fallu une semaine pour que de Gaulle, comme ses prédécesseurs, malgré ses concessions, comme eux malgré les leurs, soit plaqué le dos au mur.

Il va donc bien être contraint de lutter contre les factions, contre les mutins, l'homme de l'unité.

Va-t-il se battre, va-t-il lutter, ou bien, comme les autres, et comme lui-même depuis le début de cette crise, céder, céder encore ?

Quitte ou double

« *On aurait tort de dramatiser* » a tout de suite imprimé « Le Figaro » à la une. « *L'incident doit être considéré comme clos* », a indiqué « Combat ». Et toute la presse, suivant les indications données ce soir-là par la présidence du Conseil, a accueilli la décision du Comité de Salut Public « avec sang-froid », et l'a ramenée à « ses justes proportions ».

Alors de Gaulle ? De Gaulle qui a voulu le pouvoir, qui l'a accepté dans les pires conditions, qui a, contre son tempérament et contre l'honneur, admis l'intrigue et le mensonge pour être enfin en situation de mettre son prestige et son autorité au service du pays contre les forces de dislocation — de Gaulle va-t-il se renier, lui aussi, jusqu'au bout ou va-t-il combattre ?

Grâce au ciel, et à leur aveuglement, les chefs de la faction ont tout remis en question. Ils jouent quitte ou double dès le lendemain de leur victoire. Quelle occasion de relever, enfin, le défi et de mobiliser dans les profondeurs de la Nation les forces démocratiques qui ne peuvent pas accepter, qui n'admettront jamais le « renouveau national » d'Alger, celui des marchands de vin et des tortionnaires.

J.-J. S.-S.

SEPT SERVICES HEBDOMADAIRES
par
SUPER-CONSTELLATIONS
EUROPE-MOYEN-ORIENT-INDE
EXTRÊME-ORIENT
AUSTRALIE
AIR-INDIA International
7, RUE SCRIBE - PARIS OPEra 15-64

CORRESPONDANCES EXPRESS

LE COLONEL GODARD : « APRES NEGUIB, NASSER ! »

● « Maintenant, c'est la victoire ou le Conseil de guerre », déclarait le général Massu après le coup de force du 13 mai. Trop directement compromis dans les innombrables affaires de sévices pour être « récupérable » si le mouvement ne triomphait pas, ses adjoints, les colonels Godard et Trinquier estiment, en particulier, qu'ils n'ont pas le choix et doivent « aller jusqu'au bout ». Ils préparent donc la suite. En sablant le champagne à Alger la semaine dernière, après le voyage du général de Gaulle, en compagnie des membres du Comité de Salut Public, le colonel Godard s'écria : « Neguib triomphe, vive Nasser ! »

(A.P.)

Le colonel Godard
Compromis

(Agip)

M. Raymond Aron
Heurté

RAYMOND ARON JUGE L'EXPERIENCE DE GAULLE

● Dans l'article de conclusion d'une série parue dans le « Manchester Guardian », le journaliste français Raymond Aron — qui d'habitude livre ses commentaires politiques au « Figaro » — analyse ce qu'il appelle « les minces chances du général de Gaulle ». Il écrit :

« Si le général de Gaulle prolonge l'ancienne politique, s'il ratifie la décision d'intégration, il se trouvera d'ici quelques mois, lui-même et la France avec, dans une situation infiniment plus grave que celle qui préexistait avant l'orage. »

« Les officiers rebelles français sont sincèrement favorables à l'intégration parce qu'ils sont incapables de comprendre ce que cela signifie sur le plan économique et sur le plan politique. Mais les représentants des Algériens français qui ont empêché depuis un demi-siècle toutes les réformes, qui ont repoussé la loi-cadre et le collège unique, sont-ils sincèrement convertis à l'intégration ? On dira que celle-ci a au moins à leurs yeux l'avantage d'éviter l'autonomie et plus tard l'indépendance. Mais je ne pense pas que cet argument soit suffisant pour convaincre M. de Sérigny. Bien plus : l'intégration sous la forme proclamée par M. Soustelle est impraticable. »

« Les républicains dont je suis ont été heurtés par la manière dont le général de Gaulle a utilisé la rébellion militaire pour venir au pouvoir. (Pouvait-il accéder au pouvoir autrement ?) Ces républicains le soutiendront si, comme chef du gouvernement, le général se détache de ceux qui l'ont imposé au pays et rassure ceux dont il a éveillé l'hostilité. S'il échouait, il serait facile d'évoquer les dangers qui nous menacent. Les communistes sont sortis de leur isolement et une fraction importante de la gauche est prête à les rejoindre demain pour restaurer la République. Certains civils et soldats à Alger, eux, veulent élargir la brèche qu'ils ont faite dans la forteresse de la République. Un court délai d'exécution est accordé aux « hommes du destin » — mais quelquefois on le paie cher », conclut Raymond Aron.

DOCUMENT : LA NOTE DE L'INSURRECTION

● Au milieu du mois de mai, en Algérie, les commandants de secteurs, sous-secteurs et quartiers, reçurent — avec l'invitation impérieuse de la diffuser — une note du cabinet de la 29e D.I. (Xe région militaire) où il est écrit :

« Le sens général de la déclaration sur la politique algérienne faite le 10 mai par M. Pflimlin peut se résumer ainsi : Effort militaire accru pendant un certain temps, puis négociation avec nos « adversaires d'aujourd'hui » (...) Leurs cadres militaires qui, tant en raison de leurs efforts qu'en raison des résultats de leur action, ont acquis le droit d'éclairer l'opinion, se doivent de souligner qu'en pays musulman la négociation est impossible.

« Pour un musulman, l'offre de négociation est une marque de faiblesse. Avec les musulmans, elle conduit obligatoirement à la capitulation. Cette offre est donc une œuvre de trahison. »

QUELQUES CHOIX MINISTERIELS

● C'est pour ne pas choisir entre MM. Roland Pré (haut commissaire du Cameroun) et Messmer (haut commissaire en A.E.F.) — qui étaient tous les deux sur les rangs — que le général de Gaulle nomma M. Cornut-Gentille au ministère de la France d'Outre-Mer.

Le général s'est résolu à donner à deux sénateurs républicains sociaux, MM. Michelet et Debré, des postes ministériels, car s'il avait porté son choix sur des députés il aurait dû choisir les deux leaders du groupe : MM. Triboulet et Chaban-Delmas, dont il ne veut pas.

LES INSTITUTEURS S'ENGAGENT DANS LA LUTTE

● Le secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs et Institutrices, dont 165.000 membres (soit 85 %) ont fait grève le 30 mai, publie dans « L'Ecole Libératrice » à la date du 6 juin 1958 un éditorial où il déclare notamment : « Si le syndicalisme, si les syndiqués acceptaient dans les jours d'épreuve de se réfugier dans une attitude corporatiste étroite, ils n'auraient plus le droit, par la suite, les libertés sauvegardées, de se réclamer de celles-ci pour assurer la défense de leurs propres intérêts.

« Les libertés syndicales s'inscrivent dans un contexte de liberté dont elles sont inséparables et sans lequel leur libre exercice ne peut être garanti. »

DES PRECISIONS SUR LES PROJETS DE DE GAULLE

● M. Maurice Schumann, président d'honneur du M.R.P., est assez proche du nouveau président du Conseil avec lequel il a eu plusieurs conversations.

Or, M. Schumann vient de publier en Allemagne une déclaration, qui n'a pas été relevée en France. Il explique en particulier :

● Le général de Gaulle considère qu'il y a pour l'Algérie deux voies possibles : celle de l'intégration, qui fait des musulmans des citoyens français ; et celle d'un Commonwealth où l'Algérie aurait un gouvernement autonome. Le général préfère personnellement la seconde formule, mais il a été obligé de prendre position en faveur de la première.

● En politique étrangère le général de Gaulle aura pour premier objectif de faire rentrer la France dans le club des puissances atomiques (bombes A et H). Puis, ayant acquis cette position nouvelle, il cherchera un accord avec le président Eisenhower pour une ouverture diplomatique vers l'Est.

● Le général considère qu'il lui faudra deux ans pour faire aboutir ses différents projets ; c'est au bout de cette période qu'il pourrait se retirer.

(A.P.)

La générale Massu
Protectrice

(Keystone)

M. Maurice Schumann
Renseigné

« NOUS, MENDIANTS, GOSSES, VAGABONDS DE TOUTES SORTES... »

● Les petits « yaouleds » (les sciuscia musulmans algériens) appartenant à l'œuvre présidée par Mme la générale Massu ont, eux aussi, dû constituer, à la demande de leur protectrice, un « Comité de Salut Public » qui, reçu « fraternellement » (selon « L'Echo d'Alger ») par M. Jacques Soustelle, vient de remettre à celui-ci la motion suivante :

« Nous, yaouleds d'Alger, cireurs, porteurs de journaux, mendiants, gosses abandonnés et vagabonds de toutes sortes, voulons aussi participer au renouveau de l'Algérie et disons à M. Soustelle ceci : « Pour la première fois nous commençons à comprendre ce que veut dire être heureux. Mais nous ne sommes que cinquante et des centaines d'autres sont encore malheureux, en proie à la misère, à la rue, à la méchanceté et aux vices des grandes personnes. [...] Nous voulons être de bons Français dans une Algérie qui, au milieu de la joie, n'oublie pas sa misère. »

Signé : Le Comité de Salut Public (sic) des Yaouleds d'Alger.

A partir de jeudi dans

Libération

Le Quotidien républicain de Paris

Le vrai visage de la Révolution d'Alger

vu par Albert-Paul LENTIN

ET

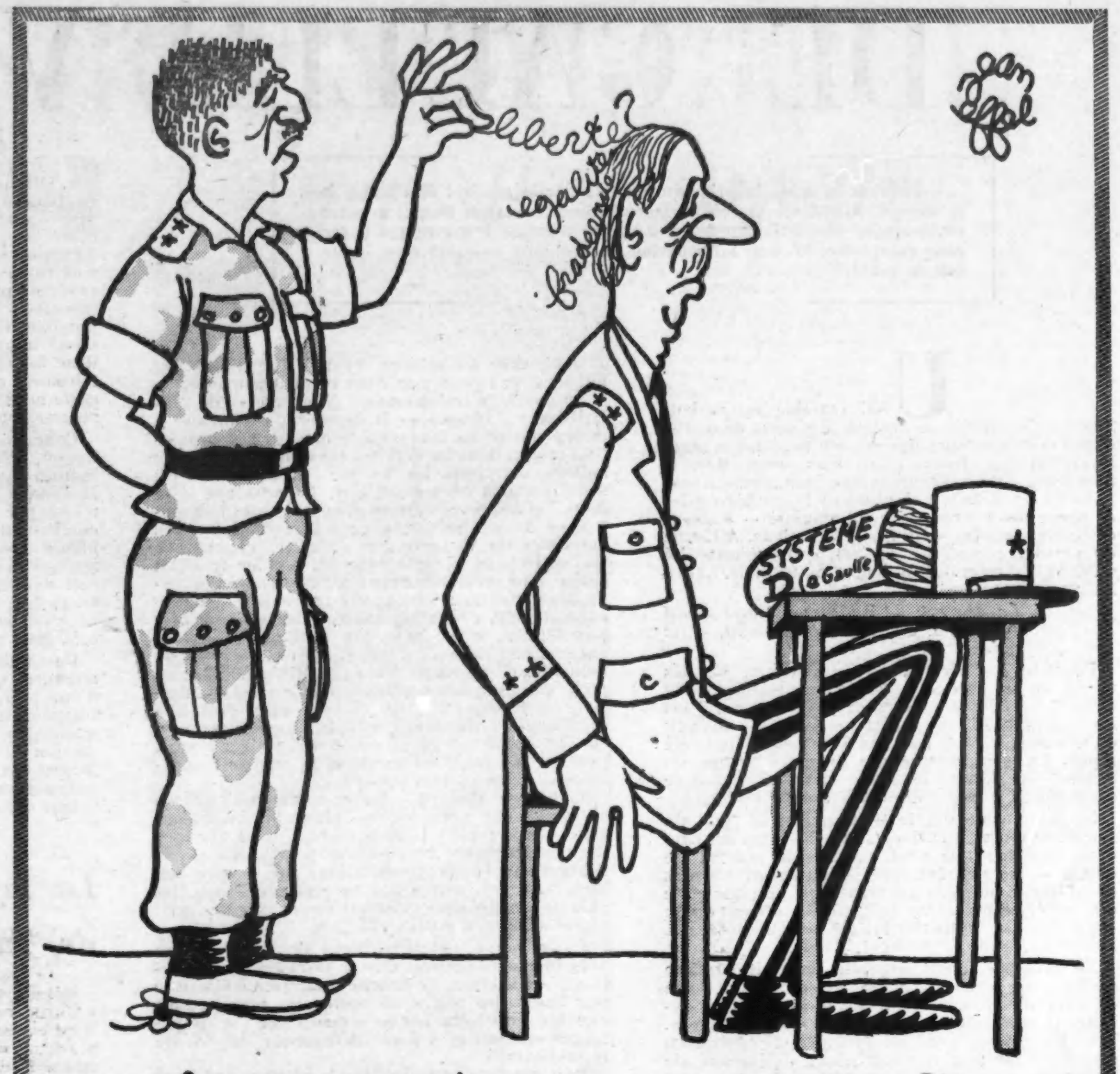
Ce que sera la Constitution De Gaulle

par François FONVIEILLE-ALQUIER

ENQUÊTE

Qui prépare le fascisme ?

● ***Les chefs du Mouvement d'Alger sont résolus à poursuivre leur action en métropole. Ils comptent sur des forces organisées déjà en place que révèle une enquête de Jean Cau.***



— Trop longues, ces idées-là pour un général de réserve !

Le général de Gaulle, qui a dénoncé l'impuissance de ses prédécesseurs, parce que prisonniers du « système », est-il à demi prisonnier d'un *autre système ?* L'insolence des chefs militaires et civils du Comité de Salut Public d'Alger, leur sentiment évident qu'ils sont forts, indiquent-ils que la « rénovation nationale » va maintenant se poursuivre en France même ?

Le gouvernement a chargé les services de police du ministère de l'Intérieur d'enquêter sur l'existence et l'activité des réseaux qui, depuis le 13 mai algérien, sont décidés, en Algérie comme en France « à aller jusqu'au bout » (et auxquels l'aide financière de l'U.S.R.A.F. de MM. Soustelle et Sérigny est acquise).

Ils sont nombreux, forts, groupés, ils attendent que le gaullisme leur permette de pénétrer progressivement dans la légalité ou que la reconnaissance officielle de Comités de Salut public métropolitains leur serve d'écrans derrière lesquels ils pourront exercer leur activité.

Les quatre fidèles du sous-préfet

Dès le 14 mai, le président de la Chambre de Commerce de Pau se présenta à la Préfecture à la tête d'une délégation de quatre personnes et déclara au préfet :

« C'est à moi que vous devrez remettre vos pouvoirs le jour où sera constitué le Comité de Salut public national pour la métropole. »

Après l'appel du général Salan, le 23 mai, dans une sous-préfecture du Sud-Est, le capitaine de gendarmerie, les militaires de la ville et les maires de l'arrondissement prévinrent le sous-préfet qu'il aurait bientôt à céder la place. Celui-ci voulut agir et compta ses fidèles. Il ne s'en découvrit que quatre, dont sa femme de ménage.

A Toulouse, à Tarbes, à Perpignan, d'autres « comités patriotiques » ont surgi. A Lyon, le 4 juin, « le C.S.P. de Lyon et du Rhône » (présidé par M. Chappas, ami personnel de M. Soustelle, et qui a pour secrétaire général M. Bernard Maguillat, ancien capitaine de parachutistes) fit connaître officiellement son existence et reçut la bénédiction du général Descours, gouverneur militaire de la ville.

Il a précisé ses buts : réaction contre la décadence due au pourrissement du système ; refus de tolérer l'existence du parti communiste, entreprise de trahison ouverte ; lutte contre le communisme international et les puissances apatrides, etc.

Les ordres de Paris déchirés

Ces impatiences — jugées d'ailleurs inopportunes par certains membres de la Centrale algéroise — s'expliquent : Lyon est un fief de M. Soustelle qui, député du Rhône, siège au Conseil municipal ; Toulouse est le siège de l'Association des Rapatriés et Expulsés d'Afrique du Nord qui groupe plus de 220.000 membres dont l'activité couvre douze départements du Sud-Ouest ; dans les Pyrénées-Orientales, à Perpignan, Collioure, Mont-Louis et Port-Vendres sont stationnés des groupes parachutistes qui appartiennent à un bataillon dont le colonel Godard, nouveau chef de la Sûreté d'Alger, fut le chef ; dans la région de Tarbes, Pau et Bayonne, sont également stationnées de très importantes unités parachutistes dont M. Jules Moch, au point culminant de la crise, demanda qu'elles fussent expédiées en Algérie (où rien ne pouvait plus être ni perdu ni sauvé), afin du moins d'éloigner de France la menace qu'elles y faisaient peser. On ne se soucia pas des adjurations de M. Jules Moch et les ordres de Paris furent, à Pau, déchirés au moment même où ils étaient reçus.

En bref, de la vallée du Rhône aux Basses-Pyrénées, dans plus de quatre-vingts villes, les C.S.P. (ou Comités de résistance, d'indépendance, d'action, etc.) étaient déjà en place et prêts, au jour J, à s'installer dans les mairies et préfectures.

Ce jour ne vint pas — le président Coty appela le général de Gaulle — mais les C.S.P. restèrent *et restent prêts,* en attendant, comme ils l'espèrent, d'être mis au travail aussi bien dans ces régions que dans celles, moins « noyautées », du nord de la Loire.

Qui groupent-ils ? Pêle-mêle, d'anciens vichystes, d'anciens combattants de Corée et d'Indochine, d'anciens parachutistes (comme les députés poujadistes MM. Le Pen et Demarquet) et, enfin, les éternels Français amoureux d'un *ordre* et d'un béret basque ; d'autres, dans un large secteur du Sud-Ouest, sont en majeure partie composés de Français expulsés ou rapatriés d'A.F.N. et de parachutistes ; d'autres sont surtout des noyaux militaires ; ex-paras et anciens d'Indochine ; d'autres, enfin, comptent une majorité de « bons gaullistes » (fidèles au général et prêts à rentrer dans le rang), à côté de parachutistes et de militaires.

Soixante-dix para-clubs

De tous, les paras sont le dénominateur commun... On compte maintenant, en France, 175.000 ex-parachutistes militaires ou nantis d'un brevet militaire. Ils sont groupés dans plus de soixante-dix para-clubs et associations de parachutistes distribués en dix régions militaires. Ils possèdent, à Paris comme en province, des locaux et éditent des bulletins et des revues dont la très officielle « Para-Presse » (organe de la Fédération nationale des Paras de France) qui prospère grâce à des « abonnements de soutien » parmi lesquels on remarque les Filatures Prouvost, De Wendel, le Crédit Foncier d'Algérie, la Compagnie des Phosphates d'Afrique du Nord, la Société Simca, Rhône-Poulenc, « Jours de France », « L'Echo d'Alger », la Société anonyme des Forges et Aciéries de l'Est, etc., etc.

Leurs éléments véritablement armés, encadrés, prêts à entrer *immédiatement* en action, hier comme demain, en liaison directe avec les colonels d'Alger et les chefs civils de l'U.S.R.A.F. et du « Mouvement du 13 mai », sont au nombre de 6.000 et relèvent de 150 cadres, eux-mêmes soumis à un directoire de dix membres.

Ils étaient préparés, dès le mardi 13 mai, à occuper les émetteurs radio, casernes, dépôts d'armes et autres points stratégiques dans la métropole. Il fallut que s'inscrivît dans les événements comme une certitude l'arrivée au pouvoir de de Gaulle pour que fût « suspendue » leur action.

Le dispositif reste en place

A côté de ces comités ou associations « sérieux » liés à Alger et alimentés régulièrement en fonds, on a vu, en ces dernières trois semaines, proliférer toute une série de comités souvent sans liaison entre eux et dont quelques-uns arrivent jusqu'à être le fait d'illuminés ou d'isolés fébriles qui se veulent à tout prix ouvriers de la première heure. Marginaux et désordonnés, ils lancent les mots d'ordre les plus confus : il est dans les intentions du Mouvement d'Alger de *trier* dans cette abondance, afin, comme

(*Suite page 8*) →

N 353
EVIAN
L'eau du sportif
FORTEMENT DIURÉTIQUE, FAIBLEMENT MINÉRALISÉE, DÉSINTOXIQUE ET EMPORTE LA FATIGUE
Si pure ! Si légère !

Sélection exclusive des plus beaux costumes légers :
Tergal, Alpaga, Airway, Lin

COSTUMES depuis..	24.900 fr.
VESTONS depuis....	14.900 fr.
PANTALONS depuis.	4.900 fr.

GARY
73, Champs-Élysées

DE GAULLE VA-T-IL

Pendant la crise, la prise du pouvoir par le général de Gaulle, puis le voyage officiel en Algérie, notre collaborateur Jean Daniel a parcouru l'Afrique du Nord. Au début de cette semaine il est rentré à Paris pour compléter, ici, son information. Après cette enquête d'ensemble il fait le point.

UNE semaine après leur triomphale tournée en Algérie, le général de Gaulle et ses collaborateurs ont encore dans les oreilles l'assourdissant fracas d'ovations exigeantes. A tous leurs interlocuteurs, à Matignon, ils décrivent mille et un détails qui révèlent la parfaite mise en scène des cadres ou la spontanéité — souvent éclatante, en effet — des manifestations. A l'issue du dernier conseil de cabinet, cette spontanéité a fait l'objet essentiel du communiqué de M. André Malraux :

« *Le général*, a-t-il dit, *ne soupçonnait pas qu'elle pût atteindre, à ce point, « les profondeurs* ».

Pourtant tout s'est très vite décanté. Et dès mardi on ne retenait plus, à la présidence du Conseil, que les exigences de ces ovations. Tous les autres problèmes, dont le général prévoyait qu'il aurait à s'occuper cette semaine, ont été remis. La « hiérarchie des urgences », vue du cabinet de Gaulle, implique qu'on se consacre entièrement à une seule difficulté : *l'Armée*.

Ni la réforme des institutions, ni le *fond* du problème algérien et nord-africain — qui sont les deux objectifs que s'est assignés le général de Gaulle — ne peuvent être sérieusement abordés avant que le nouveau gouvernement ne règle cette difficulté. Le président du Conseil convient qu'un « préalable » inattendu lui est ainsi imposé, qui l'empêche, pour le moment, d'agir.

En principe, cette difficulté pourrait paraître surfaite. Le général Ely est revenu à son poste de chef d'état-major. Les généraux les plus rebelles se sont ralliés au cri de « *Vive de Gaulle* ». Tous les pouvoirs ont été délégués en Algérie au général Salan ; et il s'agit d'une délégation de l'autorité directe du chef du gouvernement qui est aussi ministre de l'Algérie. Le général Massu enfin, dont certaines populations algériennes ont fait un Dieu, s'est soumis à l'autorité de l'ancien chef de la France Libre, dont il avait été l'un des premiers compagnons. Où est donc le problème ?

Les admirateurs d'Ho Chi Minh

En fait, tous ces éléments ne constituent pas les signes d'un accord profond entre l'armée et de Gaulle, ils traduisent des concessions tactiques du général pour reprendre en main une armée qui semble bien échapper à toute autorité.

Les informateurs sont évidemment intéressés, mais ils avancent, sur l'état d'esprit nouveau de l'armée, des faits aujourd'hui vérifiables : de Gaulle était déjà investi lorsque le général Agostini, commandant les troupes françaises au Maroc, faisait savoir « *qu'il n'évacuerait jamais l'Oriental* ». Le même jour, l'amiral Nomy refusait de signaler les mouvements des navires de guerre et un général commandant un régiment de parachutistes de la région de Bordeaux refusait d'obéir à un ordre lui demandant d'envoyer les deux tiers de ses hommes en Algérie et l'autre tiers en Allemagne. L'avènement de de Gaulle n'avait pas suffi : les militaires veulent, en outre, vérifier, surveiller, les conditions dans lesquelles le général entend gouverner.

L'armée n'est pas « gaulliste » : c'est à M. Jacques Soustelle que le général pense qu'il doit l'opération de convergence et de canalisation sur sa personne. Bien plus : tous ceux des cadres de l'armée qui se sont liés, dans des structures « parallèles », aux organisations ultras, gardent à l'égard de de Gaulle une méfiance vigilante. Ce sont eux qui ont fait crier partout « *Vive Soustelle* » ou « *Vive Massu* » sur le passage du général. Ce sont eux qui ont pris l'initiative d'enfermer MM. Max Lejeune et Jacquinot, hommes du « système » avec lequel on accuse de Gaulle de composer.

Il y a plus grave : l'ancien président du gouvernement provisoire n'a pas retrouvé l'armée française qu'il avait connue. Si attentif qu'il ait été à son évolution, pendant les dix dernières années, elle lui est soudain apparue étrangère, méconnaissable. Les entretiens qu'il a eus, les rapports qui lui ont été communiqués, lui ont révélé l'existence d'une sorte de « *société militaire* », au sens fort du terme, telle que l'auteur de « Pour une armée de métier » ne pouvait la prévoir. Et lorsque, prenant la parole à Alger il a déclaré « *Je vous ai compris* », il voulait dire « Je vous découvre ». Le colonel Trinquier, qui a remplacé, à la tête du premier régiment de parachutistes, le colonel Bigeard, et qui a animé le Mouvement du 13 mai, avec les milices civiques organisées par lui, n'est pas pour peu dans cette découverte.

Au cours de treize années de guerre — de l'Indochine à l'Afrique — la démocratie française a donné naissance à une caste que les responsabilités civiles dans les défaites constantes ont rendue anti-démocratique. La marque de l'Indochine est sans doute la plus indélébile. Ce sera une date dans l'histoire de l'armée française que l'affrontement de ses soldats avec les révolutionnaires marxistes du Vietminh. En Algérie, chacun de mes entretiens récents avec un officier français débouchait inéluctablement sur un exposé des méthodes vietminh : « *La guerre subversive* », « *psychologique* », « *révolutionnaire* », les « *hiérarchies parallèles* », « *l'organisation civile* ». Tous les anciens combattants d'Indochine ont été plus ou moins les admirateurs d'Ho Chi Minh. Comme, en plus, certains des meilleurs chefs rebelles algériens se trouvaient avoir été eux aussi d'anciens sous-officiers du corps expéditionnaire français en Indochine, et que souvent l'expérience avait profité aux deux adversaires, le transfert indochinois a été parfois total.

Le colonel Godard — autre leader militaire du 13 mai — qui dirige aujourd'hui la Sûreté à Alger est un expert : il y a deux mois, il faisait encore des conférences « avec travaux pratiques » sur la subversion et la rééducation. Au centre de Maison-Carrée, dirigé par la générale Massu, les enfants des rebelles prisonniers ou exécutés sont élevés selon ces méthodes...

En principe l'aboutissement de ce marxisme sans idéologie pouvait être le fascisme pur : l'action pour l'action, l'efficacité gratuite. Ce fascisme pur aurait pu naître de toutes les humiliations que les différents gouvernements de la République ont infligées à ces défenseurs de l'ordre républicain.

Mais alors qu'en Indochine le corps expéditionnaire vivait replié sur lui-même à 12.000 kilomètres de la métropole, et sans aucun sentiment de participation nationale, en Algérie, depuis trois ans et demi, l'armée d'active, à trois heures d'avion de Paris, nourrie du contingent, entourée par un million de compatriotes locaux, s'est installée, organisée, enracinée sur une terre « française » qu'ils ont résolu de garder à la France — non point avec les méthodes qui les avaient conduits à la défaite mais avec celles qui réussissent : les méthodes héritées des Viets et calquées sur le F.L.N. lui-même.

Certains de ces colonels et de ces capitaines empruntèrent au début leur idéologie aux groupes ultras. Mais les conflits avec les Français d'Algérie devinrent de plus en plus nombreux à mesure que les officiers étaient fascinés par la mystique du F.L.N. Jamais, probablement, on n'a parlé des rebelles comme l'ont fait le colonel Bigeard et les chefs parachutistes. L'admiration pour la foi révolutionnaire des chefs du F.L.N. éclatait dans leurs déclarations.

Si bien que lorsque, à Alger, le général de Gaulle, en termes particulièrement émouvants, a rendu hommage à ceux qui livraient un « *combat courageux* », bien que cruel et fratricide, non seulement il n'y avait pas cette suprême audace que l'on a parfois remarquée, mais il savait pertinemment exprimer les sentiments mêmes des plus totalitaires parmi les chefs parachutistes.

Sparte et Byzance

A mesure que la « Société militaire » s'affermissait en Algérie, elle assistait de loin à la dégradation des institutions en métropole. Selon le mot heureux d'un observateur américain, c'était comme si Sparte dépendait de Byzance. Si bien que lorsque des hommes politiques se mirent en tête de hâter l'écroulement de Byzance, ils trouvèrent toute prête une société spartiate pour le faire. Dans les derniers mois il n'y avait plus aucune autorité civile réelle en Algérie.

Et lorsque le général de Gaulle a dit « *Je vous ai compris* » c'est tout ce monde nouveau résolu et dangereux qu'il comprenait dans l'inquiétude. Qu'il ait appris tout cela — par des rapports directs et des émissaires discrets — bien avant, que ses collaborateurs aient pris des initiatives pour truffer de gaullistes sûrs les Comités de Salut Public et les formations para-militaires, cela ne fait aucun doute. Mais il ne s'attendait pas à ce que l'armée lui résistât : elle lui résiste.

La mesure de cette résistance c'est l'itinéraire d'Alger à Mostaganem, ville où, cédant aux instances, il a pour la première fois proclamé « *l'Algérie française* ». Pourquoi, puisque ce sont ses convictions, n'a-t-il pas répété ce qu'il avait dit en 1955, à sa dernière conférence de presse, à savoir que l'Algérie devait faire partie « *d'un ensemble plus vaste que la France* » ? Pourquoi même ne s'est-il pas contenté de répéter les termes vagues mais indicatifs de sa dernière conférence de presse à Paris, concernant « *les peuples associés* » ? C'était, dit-il depuis son retour, impossible. Celui dont on a dit que, ne s'étant pas laissé impressionner par Roosevelt et Churchill, il ne tolérerait aucune pression à Alger, a volontairement choisi d'admettre les exigences de cette caste militaire dont il est sorti et dont les drames résument pour lui les malheurs de la nation.

Concession inéluctable, assure-t-on à l'Hôtel Matignon, et surtout provisoire. C'est-à-dire qu'au lieu du choc psychologique qui devait réconcilier la France non pas avec ceux que l'on rallie — même par la douceur — mais avec ceux qui la combattent (ceux-là seuls qui ont posé le problème algérien) il a consenti à un « préalable » : il s'agit bien d'un autre 6 février — non pas cette fois devant les ultras, mais devant l'armée. Plus excusable, sans doute (et il faut ajouter aussi que ce n'est pas lui qui a conduit l'armée là où elle est). Mais plus grave aussi.

De Gaulle y a consenti en pensant qu'il peut attendre, que lui seul peut attendre parce que d'une part, tout de même, les « miracles » de la fraternisation en Algérie peuvent déboucher sur « quelque chose » ; et que d'autre part son accession au gouvernement de la République a bouleversé les conditions intérieures et les données internationales de toute l'affaire algérienne. Que valent ces deux atouts ?

La mystique de Tanger

Même artificielle au départ, la fraternisation des « Forums » n'est pas un phénomène négligeable. Il est certainement possible qu'elle provoque, dans plusieurs régions, des ralliements, chez les Musulmans. Elle a surtout transformé l'attitude des Européens. Il faut le reconnaître. Il n'y a pas si longtemps que des délégations — avec à leur tête la maréchale Leclerc — venaient protester auprès du président Coty, contre les mesures graciant des condamnés à mort algériens. Aujourd'hui, ce sont les tribunaux d'Alger qui évitent les condamnations à mort et « L'Echo d'Alger » y applaudit. En « captant leur énergie » pour une mission de « rénovation nationale », comme l'a dit de Gaulle, l'armée a fait oublier pour l'instant aux ultras leur mentalité de colonialistes et de privilégiés : l'intégration n'est pas l'exploitation coloniale, l'égalité ne peut se faire qu'au détriment des Algériens non musulmans. Enfin, dans l'hypothèse d'une pacification militaire victorieuse, on accepte que des représentants du peuple algérien décident ce que le général de Gaulle a appelé « le reste » — que l'on peut comprendre dans n'importe quel sens.

Mais tout cela suppose un F.L.N. neutralisé — militairement et politiquement — et que la Tunisie et le Maroc soient consentants. Est-ce possible ?

Les messages adressés par le général de Gaulle au roi du Maroc et à M. Bourguiba témoignent des intentions libérales de l'homme de Brazzaville. Il est probable que le principe de l'évacuation des troupes françaises sera accepté d'ici peu et que la souveraineté tunisienne sera reconnue sur Bizerte. On constate aussi que la presse occidentale a changé de ton à l'égard de la politique nord-africaine de la France. De Gaulle est l'homme que l'on craint d'irriter : les Américains en particulier font preuve aujourd'hui d'une circonspection remarquée. La raison essentielle, un observateur américain n'a pas craint de l'écrire :

« *Nous reconnaissons que le président Bourguiba est vraiment un de nos derniers amis dans le monde arabe. Mais les Etats-Unis, l'Angleterre et les autres puissances de l'OTAN sont dans l'engrenage d'une politique mondiale. Or sans la France l'OTAN n'existe plus. Je vois très difficilement comment les Etats-Unis et la Grande-Bretagne peuvent exercer une pression en ce moment sur la France. Si maintenant nous envoyons des armes à la Tunisie, si même nos leaders font des discours exprimant l'espoir d'en arriver à une autonomie interne ou à un compromis en Algérie, il y aurait une réaction très violente dans la France de de Gaulle qui pourrait mener à la rupture des alliances. Actuellement, la France, avec toute son armée massée en Afrique du Nord, ne présente pas un poids très important dans notre défense commune, mais toutes nos communications, nos lignes de ravitaillement traversent la France. J'ai terriblement peur, si nous brusquons trop les Français, qu'ils ne quittent l'OTAN. En ce moment ils en sont parfaitement capables et ce serait un péril terrible pour nous.* »

RÉUSSIR EN ALGÉRIE ?

par JEAN DANIEL

A cet exposé des positions du State Department qui jouent en faveur du général de Gaulle, il faut ajouter deux choses : les Etats-Unis ne comprennent pas très bien pourquoi les Algériens refusent « les avantages économiques » de l'intégration ; et, pour le moment au moins, ils ne croient pas qu'il y ait un « chantage à l'Est » possible de la part des Tunisiens ou du F.L.N. Ils pensent, en effet, que malgré les accords Kroutchev-Nasser les Russes feront tout pour ménager les tendances « neutralistes » qu'ils prêtent à de Gaulle. La concurrence américano-russe sur le monde arabe se serait plutôt transférée sur la France gaulliste.

Ce sont là sans doute d'importants atouts pour le nouveau gouvernement français.

Et cependant le 20 juin le Président de la République tunisienne et le chef du gouvernement marocain conféreront à Tunis avec les principaux leaders du F.L.N. Ils tenteront d'obtenir, contre la pression du colonel Nasser, que soit retardée la proclamation d'un gouvernement algérien en exil. Immédiatement reconnu par Tunis et Rabat, ce gouvernement provoquerait la rupture totale de l'Afrique du Nord avec la France.

Au mieux, le F.L.N. peut accepter un délai de quelques semaines. Mais l'irréparable sera commis quand le F.L.N. l'aura décidé, parce que depuis Tanger — cette conférence dont nos hommes politiques n'ont absolument pas compris le caractère décisif — une solidarité, une mystique maghrébines sont nées, qu'il est impossible de tourner par la ruse. On en revient donc toujours au même point : au F.L.N.

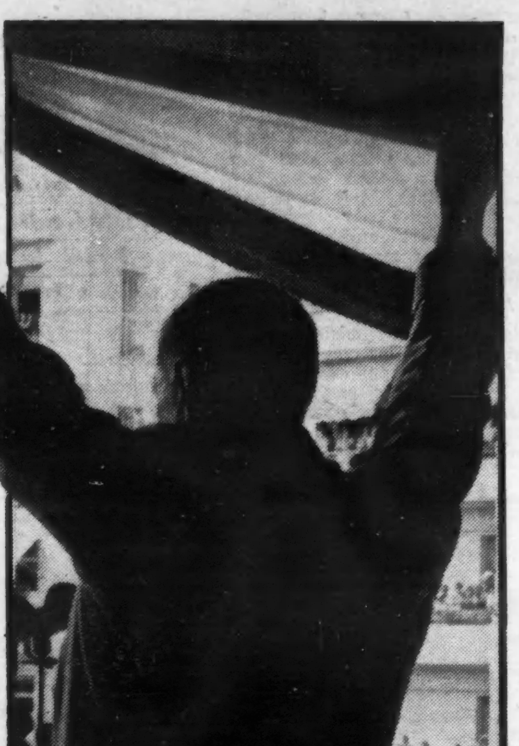
En cédant à Alger, le général de Gaulle a choisi de négliger le F.L.N. Peut-être ce choix a-t-il été d'autant plus facile que le chef du gouvernement a estimé que le F.L.N. allait s'affaiblir intérieurement et s'isoler diplomatiquement. Mais, même si cela était vrai (alors que les combats les plus meurtriers ont repris dans toutes les fameuses « régions pourries »), le général n'a pas pensé à la solidarité nord-africaine, qui est un élément fondamental. Celle-ci peut se révéler terriblement dangereuse. Le F.L.N. a gagné la partie sur ce point : il a commencé à rendre la coopération avec la France impossible en Tunisie, et coupable au Maroc. Les Tunisiens et les Marocains n'accepteront pas l'écrasement du F.L.N. Avant qu'il ne parvienne « aux affaires » le général de Gaulle déclarait savoir qu'il ne pourrait y avoir en Afrique du Nord qu'une solution d'ensemble. La réception d'Alger l'a contraint, semble-t-il, à l'oublier.

D'où vient la force du F.L.N. ? En particulier de ce que Germaine Tillion a très justement appelé « *l'Algérie extérieure* » (1) et dont elle nous prévenait que « *si nous obtenions cette victoire militaire promise depuis plus de trois ans, nous devrions nous attendre à voir cette Algérie extérieure s'enfler démesurément et se fixer dans une agressivité chronique.* » Elle ajoute : « *Que cela nous pèse ou non, cette Algérie extérieure formée par les exilés en Tunisie et au Maroc est inexpugnable là où elle est et elle est en mesure de détruire toute possibilité d'essor et de paix dans le continent africain et, à coup sûr, de ruiner nos espérances sahariennes.* »

Cette analyse est aujourd'hui la réalité. L'Algérie extérieure du F.L.N. est puissante, organisée, influente. Là où elle est, elle constitue un Etat dans l'Etat et imprègne de son esprit les milieux environnants. Forte du soutien du monde arabe, elle a réussi à donner un complexe de culpabilité et même à faire considérer comme « apostats » — « *traîtres à la religion islamique* » — tous ceux qui ne se solidarisaient pas avec le combat nationaliste algérien. Aujourd'hui les Tunisiens et les Marocains ont adopté les perspectives, les méthodes et jusqu'au langage même du F.L.N. J'ai assisté, à Rabat, à cette impressionnante évolution qui vient de se faire, un an après, selon les mêmes processus qu'en Tunisie.

Or, que veut le F.L.N. ? Toutes les expressions du général de Gaulle constatant la dignité bafouée, l'injustice sociale et le mépris montrent qu'il l'a parfaitement compris — en principe.

(1) Voir « L'Express » du 8 mai 1958.



(J.-P. Pradier-Dalmas)

DE GAULLE EN ALGÉRIE
« Je vous ai compris... »

Dans des conditions dramatiques, des formes irritantes, des méthodes outrancières le F.L.N. demande qu'on lui ouvre la voie vers un destin qui soit le sien. Il le fait *au nom* du peuple algérien, et aussi (pourquoi pas ? toutes les minorités révolutionnaires en sont là) *malgré* une partie de ce peuple. Il incarne ses aspirations profondes. Souvent avec irréalisme ou cruauté. Toujours avec authenticité.

Ce que l'on attendait du général de Gaulle, c'est qu'il éprouve ce F.L.N. dont chacun se plaît à déclarer qu'on ne peut pas s'entendre avec lui, pour justifier toutes les abdications devant le pouvoir d'Alger.

Dans un ensemble fédéral, sur un calendrier même long ayant au bout la constitution d'un Etat algérien, l'épreuve peut être faite et de la maturité politique du F.L.N. et de la bonne volonté des Tunisiens et des Marocains. Aucune autre voie ne peut conduire à la paix, ni surtout à la réconciliation.

Cela seul pourrait donner aux fraternisations — que personne évidemment ne peut songer à bouder après tant d'années de larmes et de sang — un avenir véritable. On n'aurait pas alors à réfréner un enthousiasme auquel on ne demande qu'à se laisser aller.

Il n'est pas possible que le plus noble des nationalistes français en ne comprenant pas le nationalisme des autres, fasse perdre à la France, à laquelle il s'identifie, sa dernière « chance historique ».

Logique de la société militaire

S'il fallait que le général perde cette chance et la fasse perdre à la France, il faudrait alors redouter aussi d'autres catastrophes. Car la logique de la société militaire française d'Alger, qui mène à l'intégration contrainte, c'est-à-dire à un despotisme indéfini sur l'Algérie, ne peut se concevoir que par une extension à la France entière de cette même société et de ce même despotisme.

Le nouveau, et incroyable, communiqué du Comité de Salut Public d'Alger donne sur ce point de cyniques précisions. Pour appliquer l'intégration de l'Algérie française, il faut renverser la République. Les positions sont donc tout à fait claires.

Le général de Gaulle est ainsi acculé à une épreuve de force qu'il avait cru pouvoir éviter. En suscitant l'hostilité du F.L.N., il n'a pas pour autant désarmé, au contraire, la violence des revendications sudistes.

Ainsi, comme un certain nombre de ses prédécesseurs, le général de Gaulle va être obligé de défendre contre les ultras une consultation électorale dont il ne pouvait pas croire qu'elle faisait avancer le problème algérien, tant que le F.L.N. s'y opposait. D'autres avaient essayé de défendre un statut ou une loi-cadre...

En vérité, à Alger, il y a des risques à prendre dont nous avions cru que le général de Gaulle était seul capable de les prendre. Il ne l'a pas fait. S'il lui faut à tout prix, ce qui est concevable, offrir à l'armée de spectaculaires réparations, pourquoi ne pas l'associer aussitôt à la mise en œuvre d'une politique qui soit autre chose qu'une impasse — et la guerre étendue à l'Afrique du Nord ? Il y aurait des résistances ; mais elles sont inévitables : en tout cas, la preuve vient d'en être administrée. Alors, épreuve de force pour épreuve de force, ne vaut-il pas mieux qu'elle ait lieu dans la clarté et la vérité ?

De Gaulle va-t-il réussir en Algérie ? Oui, peut-être, s'il décide de mettre l'immense capital de prestige, dont des années d'attente de la part des Africains l'avaient investi, au service d'une politique de risques, pour créer enfin la communauté franco-maghrébine. Non, mille fois non, s'il capitule, ne serait-ce qu'une seule fois encore, et fût-ce sur un détail.

JEAN DANIEL.

HOLMES
Coupés dans des tissus de classe français et importés, HOLMES vous propose sa collection de vêtements FRAIS et LEGERS
22, AVENUE VICTOR-HUGO - PARIS - PAS 57-03

J. et S. LACOUTURE
LE MAROC A L'ÉPREUVE
... de la décolonisation
1 vol. Coll. "ESPRIT" SEUIL

(Suite de la page 5)

l'indique le général Massu, de les organiser « *en supports de la révolution pacifique qu'ils vont conduire et comme l'armature civique du pays* ».

Pour s'opposer à cette mise en place d'un réseau para-militaire sur le pays, pour faire front aux paras, aux ligueurs, aux anciens d'Indochine, qu'appuie ouvertement et qu'organise l'armée d'active, peut-on compter sur l'autre force armée à la disposition des pouvoirs publics : *la police ?*

Le noyautage de la police

Celle-ci, en France, est, elle aussi, sévèrement « noyautée ». C'est ce que les enquêtes et les dossiers du ministère de l'Intérieur révèlent également.

Ce noyautage ne date pas d'hier. C'est dès 1952 que le préfet Baylot et le commissaire Dides montèrent de toutes pièces un Syndicat indépendant de la police — qui, comme par hasard, tint son congrès le 12 *mai*, sous la présidence de MM. Dides et Le Pen — pour faire échec à la F.S.P.P.P. (Fédération syndicale des personnels de la Préfecture de Police) groupant plus de 20.000 membres et qui, du 13 mai à l'abandon de M. Pflimlin, ne cessa, elle, d'affirmer son attachement à la République et sa volonté de la défendre. Au cours de la même année 52, les réseaux mis en place par le commissaire Dides furent appuyés par deux autres organisations : le Syndicat des Commissaires et une Amicale des Gradés qui groupe les épurés de la Libération.

Depuis cette date, le noyautage est allé s'intensifiant. La fin de la guerre d'Indochine a permis des recrutements et des reclassements massifs qui allaient dans le sens de l'orientation Baylot-Dides ; la F.S.P.P.P. a fait l'objet d'incessantes pressions, attaques ou épurations ; les officiers de police ayant appartenu aux brigades spéciales de l'occupation ont été réintégrés en nombre et ont maintenu le contact avec leurs collègues dont les dossiers de réintégration, trop lourdement chargés, sont encore en instance.

Les « conseils » du C.S.P.

Le 14 mai, un « Comité de Salut public de la Préfecture de Police » a été mis en place. Dans ses tracts et proclamations, distribués par des civils dans les postes et commissariats ou offerts de la main à la main dans la rue, aux gardes, C.R.S. et gardiens, il déclare que les policiers ont « *la charge de l'ordre national et non pas la défense d'un système périmé* ».

Aux agissements du « *Juif Jules Moch, ministre de la démocratie soviétique* », le C.S.P. de la police oppose « *l'accord spontané qui s'est réalisé entre les jeunes manifestants pour l'appel au général de Gaulle et les services de police* » et ajoute : « *Tant que le système aux ordres de Moscou ne sera pas complètement abattu, les Français clameront leur volonté. Nous, policiers, ferons tous ensemble que ces élans populaires soient non seulement ordonnés, mais protégés.* »

Par radio, le C.S.P. avait envoyé pendant la crise des instructions — ponctuées de « *Vive de Gaulle* » et de « *Moch au poteau* » — aux jeeps, cars, command-cars dont Paris était couvert. Sur ses « conseils », dans la nuit du 30 mai, les commissaires de police laissèrent les manifestants d'extrême droite escalader les grilles du Palais-Bourbon. Et c'est uniquement grâce à l'initiative d'un simple officier de paix ralliant quelques gardiens que celui-ci, malgré les commissaires, *in extremis*, ne fut pas envahi.

L'avènement d'un ordre

Noyauté et ébranlé par le travail de sape des réseaux fascistes, le syndicat C.F.T.C. de la police désavoue sa Centrale lorsque celle-ci s'associe au défilé de la Nation à la République. Bien que soutenu par la F.S.P.P.P. et dûment averti par elle de tout ce qui se passe ou se trame, M. Jules Moch, insulté, abandonné par les gradés et ne contrôlant ni les C.R.S. gagnés en totalité par la contagion, ni les gardes républicains, a vu ses ordres se perdre dans le vent...

Telle était la situation. *Telle elle demeure encore aujourd'hui.* Le C.S.P. de la Police n'a ni déposé les armes, ni prononcé sa dissolution. Bien au contraire, il refuse à la F.S.P.P.P. — pour s'être montrée trop fidèle à la IVᵉ — la qualité d'interlocuteur valable en face du général de Gaulle, « *qu'elle a combattu en se montrant hostile à sa venue au pouvoir* ». Il appelle les policiers à rejoindre les rangs d'un syndicat « *français propre et autonome* ».

A Bône, le général de Gaulle a déclaré :

« *Tout ce qui est à la tête du pays et de l'Etat doit être renouvelé.* »

Cette déclaration a comblé tous ceux qui, décidés à n'obéir qu'à un « devoir d'être Français » qu'ils définissent eux-mêmes, attendent impatiemment de de Gaulle qu'il précise ses idées de renouveau et de nouvelle France — et au besoin le bousculeront.

Le général est dans une situation difficile. S'il entre dans leurs vœux, ils l'aideront. S'il les déçoit, ils le combattront. Et, de l'accomplissement de leurs vœux ou de l'issue de l'éventuel combat, ils espèrent la même promotion : celle de leur *ordre* para-militaire qui, quels que soient ses masques ou ses pseudonymes, est le fascisme.

JEAN CAU.

REPORTAGE

Le voyage d'Alger

● ***Un observateur d'Alger a noté, jour par jour, incidents et impressions, pendant le voyage officiel du général de Gaulle en Algérie. Voici le récit qu'il nous a fait parvenir.***

(Rodriguez)

MM. DEMARQUET ET LE PEN A UN RASSEMBLEMENT PATRIOTIQUE
« Une armature civique pour le pays »

MERCREDI 4 JUIN.

IL y a quinze ans, à cinq jours près — le 30 mai 1943 — le général de Gaulle arrivait à Alger qui, à travers Giraud, s'efforçait de demeurer fidèle à Pétain, et les premières vraies difficultés du chef de la France libre allaient commencer.

Y songe-t-il alors que la « Caravelle » s'apprête à atterrir à Maison-Blanche et fait-il le compte de ses ennemis d'alors qui, présents au sein des comités de Salut public, l'appellent aujourd'hui ?

Avant-hier, dans le hall de l'hôtel Aletti, Roger de Saivres, ex-député d'Oran, et qui vient, comme capitaine des spahis, de passer dix-huit mois dans l'armée, déclarait :

— *Oui, j'ai été pétainiste, et je demeure fidèle à la mémoire du maréchal. Mais s'il était encore vivant, je sais qu'il me dirait : « Va, mon petit, avec le général de Gaulle ! »*

Combien cet enthousiasme d'Alger doit paraître neuf au général !

La forme et le fond

Autour de lui, toutes les présences ont une signification : Salan, Massu, Soustelle, Delbecque, Sérigny...

Les absences également. Hier, un officier de parachutistes envoyé par le colonel Godard, chef de la Sûreté algéroise, s'est présenté au domicile du maire Jacques Chevallier, lui demandant de se tenir à l'écart des manifestations.

— *Nous ne pourrions pas assurer votre sécurité*, a-t-il prétexté.

De Maison-Blanche au monument aux Morts — étape redoutable pour les présidents du Conseil — l'enthousiasme touche au délire. Pourtant, à peine de Gaulle est-il passé, que derrière lui, comme l'eau se refermant derrière la poupe d'un navire, reprennent toujours les cris : « *Soustelle... Soustelle... Massu... Massu... Algérie française...* » qui n'ont guère cessé depuis ce matin.

Après le déjeuner au Palais d'Eté, les premières conversations commencent. Massu présente les soixante-dix-huit membres du Comité de Salut public.

— *Eliminez les séquelles du système et les hommes déconsidérés. Reconnaissez les comités comme support de votre action*, demande Léon Delbecque que l'on surnomme déjà le « premier réticent d'Algérie ».

Le général ne répond pas.

— *Qui sera ministre de l'Algérie ?*

Il toise son interlocuteur :

— *Le ministre de l'Algérie, c'est moi*, dit-il. *Mais je délègue les pouvoirs civils et militaires au général Salan. Quant à Soustelle, qui est mon ami, il sera pourvu incessamment des pouvoirs importants qu'il mérite.*

La forme... et le fond.

Les entretiens privés commencent. Pendant ce temps, à l'extérieur du parc, plusieurs journalistes tentent de franchir les grilles. Ils montrent aux officiers de paras qui assurent le service d'ordre un « laissez-passer », émanant de la présidence du Conseil, leur donnant précisément accès au Palais d'Eté.

— *La présidence du Conseil, connais pas !* fait un capitaine.

Et il ajoute, s'adressant à ses hommes :

— *Après tout, si de Gaulle est ici, c'est bien grâce à nous.*

C'est ce que tous les autres pensent aussi.

Mandchourie japonaise

Tout à l'heure, quand Jean Mauriac, de l'A.F.P., a voulu se faire établir, au Gouvernement général, un autre « laissez-passer » mieux adapté aux circonstances, le fonctionnaire préposé lui a demandé :

— *Vous êtes parent de François Mauriac ?*

— *Oui, je suis son fils.*

— *Dans ce cas, j'écris votre nom de manière illisible. Sinon, vous n'iriez pas loin.*

Des voitures chargées d'enfants passent et repassent devant le portail, toujours hermétiquement clos, scandant de leurs klaxons : « *Algérie française... Algérie française* ». L'envoyé spécial de l' « Asahi Shimbun », quotidien japonais tirant à 7 millions d'exemplaires, susurre depuis ce matin :

— *Mandchourie japonaise... Mandchourie japonaise.*

Désespérant d'arriver à leurs fins, la plupart des journalistes redescendent vers le Forum où le général doit parler à 19 heures. Foule incroyablement dense, d'où les brancardiers ne cessent d'extraire des femmes et des jeunes filles évanouies.

Au balcon du premier étage, un certain Montini, du C.S.P., a pris possession du micro :

— *Ce que nous vivons aujourd'hui n'est qu'une première étape*, hurle-t-il. *Il reste des détritus à balayer. Nous voulons de Gaulle et lui seul, et vous lui ferez comprendre par vos cris qu'il existe autour de lui des salopards que nous ne pouvons tolérer. Acclamez de Gaulle, Soustelle et Massu ! Vive l'Algérie française !*

Les consignes seront fidèlement respectées.

Après que de Gaulle eut quitté le Forum, la foule paraît frappée de stupeur. Comme tout à l'heure, quelques orateurs se chargent de la reprendre en main, en lui lançant les motifs familiers de son exaltation, en faisant acclamer Soustelle, Massu, l'Algérie française, conspuer le système et ses représentants.

Messieurs les ministres

Quand le président du Conseil est de retour au Palais d'Eté, il apprend l'incident Jacquinot-Lejeune. Tout d'abord il ne dit rien, mais au moment où les voitures repartent pour se rendre au siège de la 10ᵉ Région militaire où aura lieu le dîner, il élimine d'un geste deux généraux qui allaient prendre place à ses côtés, et lance à voix haute :

— *Messieurs les ministres, avec moi.*

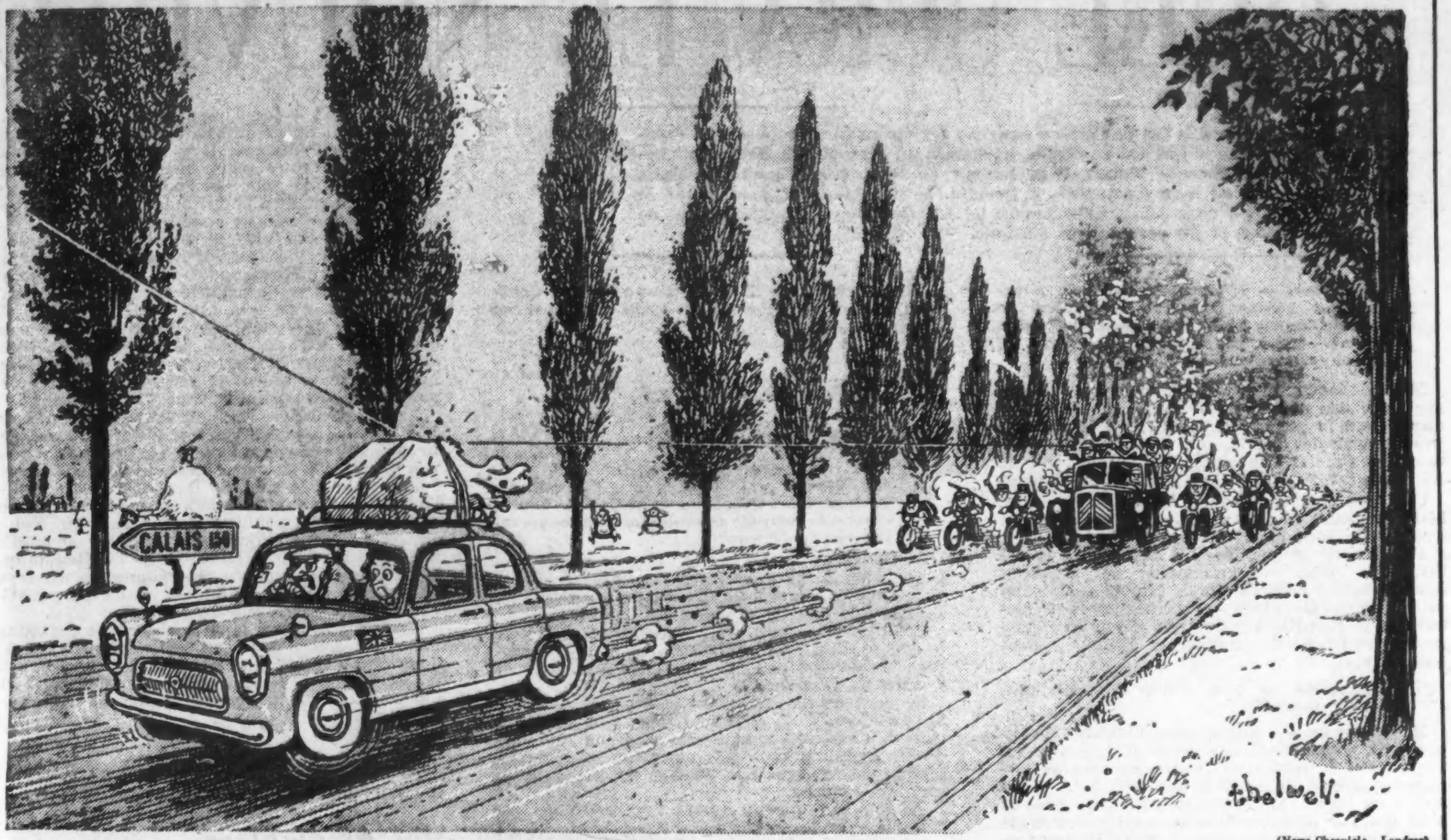
A l'issue du dîner, il s'approche de Massu :

— *Je vous ai souvent vu à mes côtés, aujourd'hui*, dit-il.

Une lueur de fierté envahit le visage du chef des paras.

— *Eh bien!* reprend de Gaulle, *à partir de maintenant, vous n'y*

LE DOCUMENT
qui montre comment
la politique des
fronts populaires
a vassalisé une
partie de l'Europe au communisme:
Il s'agit des notes prises à la
conférence de Szklarska Poréba par :
EUGENIO REALE
membre du parti communiste italien
qui siégeait aux côtés des communistes français
avec Jacques Duclos
au banc des accusés
22-27 septembre 1947
dans
la collection
MÉMOIRES
PLON
Dans
TRIBUNE LIBRE
un autre document capital sur l'évolution du communisme international : comment le Parti broie ses propres membres, et comment a réagi le chef de l'Insurrection Hongroise.
IMRE NAGY
un Communisme
qui n'oublie pas l'homme
avec une préface de F. FEJTO



— Je t'avais dit de crier : « Vive de Gaulle ! » « Vive la République ! », c'était la semaine dernière, idiot !

(News Chronicle - Londres)

serez plus que lorsque je vous le demanderai.

JEUDI 5 JUIN.

Dans la nuit, des instructions précises ont été adressées aux C.S.P. de Constantine et de Bône qui accueillent aujourd'hui le chef du gouvernement.

« Noyautez la foule et orchestrez les acclamations : priorité absolue à Soustelle. »

Le service d'ordre est plus intransigeant qu'hier encore avec les journalistes. L'un d'eux, Compagnon de la Libération, est violemment bousculé par un lieutenant de paras. Il sort sa croix, l'agrafe à son revers et lance au jeune officier :

— Maintenant, à six pas, et saluez-moi.

L'autre s'exécute devant ses hommes.

A Bône, le général s'adresse de nouveau aux combattants F.L.N.

— Que ceux-là viennent aussi faire connaître quels sont leurs sentiments, s'écrie-t-il. *La porte leur est ouverte. C'est moi, de Gaulle, qui le leur dis.*

Il appuie sur les mots, plus fort qu'hier à Alger. La foule paraît touchée de plein fouet. Ce sont deux secondes d'un silence terrible. Un mot de plus, semble-t-il, suffirait à déclencher l'orage.

Mais de Gaulle reprend :

— La France a fait beaucoup de grandes choses sur cette terre...

Pendant ce temps, sur le Forum et dans les rues d'Alger, on cherche en vain dans la presse locale la moindre analyse, le moindre commentaire sur le discours d'hier.

Au Gouvernement général, le colonel Lacheroy, chef des services d'action psychologique, donne une conférence de presse dans la salle des séances du C.S.P. En vérité, il s'agit plutôt d'une sorte de « proclamation aux troupes ».

— Avant que vous ne quittiez Alger, dit-il péremptoirement aux journalistes, *je voudrais dégager pour vous les éléments majeurs de ces journées afin que vous puissiez dire, vous aussi, en quittant l'Algérie : « J'ai compris ».*

Touchante prévenance.

Après un rapide exposé et une allusion au carnet intime de Marie-Antoinette, le 14 juillet 1789 (*« Qu'avez-vous écrit sur le vôtre, le 13 mai 1958 ? »*), il conclut :

— Je l'affirme ici, ce qui a été ne sera plus jamais. Quelque chose d'autre est venu. Ce quelque chose durera.

Il prend congé, précisant qu'il doit maintenant *« changer de tenue pour le dîner ».*

M. Neuwirth, porte-parole du C.S.P., profite de ce départ précipité et s'installe au fauteuil.

— Occuperez - vous encore longtemps les locaux du Gouvernement général ? demande un journaliste.

— Je n'aime pas entendre parler d' « occupation », fait Neuwirth. *Nous sommes l'émanation de la volonté populaire, donc notre présence au G.G. s'impose.*

A peine la conférence est-elle terminée que les journalistes apprennent la déclaration de Léon Delbecque à la radio d'Alger. Il y est question de *« nouvelles Bastilles à prendre »*, d'avertissements solennels aux *« princes du système »*, et comme Delbecque a des lettres fraîches, il affirme *« ne pas avoir franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne ».*

Sur le Forum, une foule de jeunes gens s'est rassemblée tandis que le soir tombe. Des cris retentissent :

— Mollet au poteau ! Pflimlin au poteau ! A mort le système !

Marché conclu

SAMEDI 7 JUIN.

Sur le Champ de Mars d'Oran, 300.000 personnes sont rassemblées. Du haut du podium, un orateur local donne des instructions à la foule.

— Détendez-vous vers le cimetière, il y a de la place... et aussi du côté de la prison.

De Gaulle arrive, gravit les degrés qui mènent au podium, suivi des généraux. Au moment où Jacquinot et Lejeune vont en faire autant, un officier s'interpose.

— Non, pas vous !

Au milieu du discours, quand le général prononce la phrase : *« La France est ici en ma personne qu'elle a mandatée pour la conduire »*, des cris retentissent :

— Soustelle, Soustelle !

De Gaulle s'interrompt, et s'adressant aux perturbateurs :

— Ah ! taisez-vous, je vous prie !

Son discours fini, il se tourne vers Soustelle. On ne peut entendre ce qu'il lui dit, mais l'expression de son visage et ses gestes suffisent à l'imaginer. A peine le général sera-t-il remonté dans sa voiture que les officiers qui l'accompagnent auront également droit, publiquement, aux mêmes remontrances.

A la préfecture, Carlin, vice-président du C.S.P. local, prend la parole. C'est un homme assez grand, au visage énergique, mais il semble curieusement étonné de sa propre audace. D'une voix presque mécanique, il réclame au chef du gouvernement de faire défiler les comités le 18 juin sur les Champs-Elysées, de s'appuyer sur eux pour *« liquider les restes du système »* et d'éliminer les *« ingérences étrangères ».*

Au milieu de la harangue du vice-président, de Gaulle s'est tourné vers le général Rethoré, commandant le corps d'armée d'Oran.

— Qui est encore celui-là ? lui a-t-il demandé d'une voix rogue.

Enfin il répond. Le ton est subitement redevenu presque affectueux.

— Mes amis... On ne fait pas la révolution tous les jours, sinon on la gâche, et on aboutit au désordre.

Puis, après avoir bien défini la tâche nouvelle des comités, il termine...

— Je vous demande de ne pas vous livrer à des vindictes personnelles.

Un silence...

— Vous n'êtes tout de même pas entrés dans les comités pour briguer des places. Ce serait indigne de vous.

A Mostaganem, l'après-midi, on note la présence de Max Lejeune et Jacquinot en tête du cortège. C'est la première fois qu'il en est ainsi depuis trois jours. Mais ce sera aussi la première fois que le général de Gaulle s'écriera :

— Vive l'Algérie française !

Au long de ces trois journées, tendues, difficiles, fiévreuses, une sorte de marché tacite semble s'être peu à peu conclu entre le chef du gouvernement et ses hôtes — civils et militaires : il a rétabli le respect des formes, ils ont obtenu sa caution sur le fond. Le caractère de de Gaulle est exceptionnel; la pression d'Alger l'est plus encore.

★★★

VERS **ISRAËL** par la

ZIM SHOHAM

COMPAGNIE ISRAÉLIENNE DE NAVIGATION

SERVICES RÉGULIERS

MARSEILLE - HAÏFA

5, avenue de l'Opéra - PARIS

QUEL SERA LE NOUVEAU

Avant la fin de l'été un nouveau régime va être proposé aux Français, par le général de Gaulle, et soumis au référendum. Notre collaborateur Maurice Duverger, professeur de Droit à la Faculté de Paris (dont un livre d'actualité, « Demain, la République », sera publié le 23 juin chez Julliard) examine ici les conditions du changement de régime et les perspectives d'avenir.

L'Express. — L'Assemblée nationale a accordé les « pleins pouvoirs » au général de Gaulle pour une durée de six mois. Quels sont exactement ces pouvoirs, et l'Assemblée en a-t-elle conservé certains ?

MAURICE DUVERGER. — Ce qu'on appelle la « loi sur les pleins pouvoirs » a confié au général de Gaulle tout le pouvoir législatif. Il a le droit de prendre par des décrets, qui s'appelleront « ordonnances », des dispositions qui auront force de loi et pourront modifier la législation en vigueur.

Quelques domaines sont réservés, cependant, bien que leurs limites ne soient pas clairement tracées. Ce sont ceux des libertés publiques et syndicales, de la qualification des crimes et délits, de la procédure criminelle, des garanties fondamentales accordées aux citoyens. Mais en dehors de ces domaines — protégés par le préambule de la Constitution de 1946 et par la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 — il peut tout faire.

L'Express. — Mais alors, quel rôle conserve l'Assemblée ?

M. DUVERGER. — Aucun pour l'instant. Juridiquement, cependant, elle n'est pas encore en vacances : la session ordinaire ne peut se terminer que sept mois après son ouverture, c'est-à-dire en juillet. Si l'Assemblée ne siège pas, ce n'est que par un accord tacite avec le gouvernement. Rien ne l'empêcherait — théoriquement — de se réunir.

L'Express. — Si elle se réunit, que peut-elle faire contre de Gaulle ?

M. DUVERGER. — Juridiquement, tout. Si le président Le Troquer la convoque, elle peut recommencer à voter des lois et même renverser le gouvernement. Dans ce cas, la révision constitutionnelle tomberait d'elle-même puisque c'est au gouvernement de Gaulle et à lui seul qu'a été expressément donné le pouvoir de faire une nouvelle Constitution. Mais, politiquement, le renversement de de Gaulle par l'Assemblée actuelle est impensable.

Comment seront transformées les institutions

L'Express. — Quels sont, par ailleurs, les pouvoirs constitutionnels de de Gaulle ? Dans quelle mesure peut-il transformer la structure des institutions françaises ?

M. DUVERGER. — Il peut réviser la Constitution dans toute son étendue et sur tous les points. Il n'y a que certaines limitations de principe :

1° C'est du suffrage universel, ou des instances élues par lui, que doivent dériver le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Le général de Gaulle a promis, à cet égard, qu'une Assemblée élue au suffrage direct subsisterait ; mais cette condition ne figure pas dans le texte de la loi constitutionnelle. C'est un engagement verbal qui ne le lie pas juridiquement.

2° Les pouvoirs doivent être séparés.

3° Le gouvernement doit être responsable devant le Parlement.

4° L'autorité judiciaire doit être indépendante.

5° La Constitution doit permettre d'organiser les rapports de la République avec les peuples associés.

Tous ces principes sont très vagues et il y a mille façons de les appliquer. La seule véritable limitation, c'est la nécessité du référendum. Le gouvernement prépare un *projet* qui sera soumis au pays par voie de référendum. La loi constitutionnelle n'indique pas si ce projet devra obtenir la majorité simple ou une majorité qualifiée, mais il est probable qu'on admettra — comme pour la Constitution de 1946 — que la majorité simple suffit.

On ne sait pas non plus qui participera au référendum. Rien ne s'oppose, par exemple, à ce que les populations de l'Afrique Noire soient invitées à se prononcer en même temps que les Français de la métropole et les Français d'Algérie. La Constitution de 1946 elle-même n'est pas précise sur ce point. Son article 3 stipule simplement : « La souveraineté nationale appartient au peuple français. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Le peuple l'exerce en matière constitutionnelle par le vote de ses représentants et par le référendum ».

L'Express. — Mais les habitants des territoires d'outre-mer ne sont pas des « citoyens français ».

M. DUVERGER. — Si. Il n'y a rien dans la Constitution qui empêche de les faire participer au référendum.

Les idées gaullistes sur la Constitution

L'Express. — D'après ce que l'on sait actuellement des intentions du général de Gaulle, en quoi la nouvelle Constitution se distinguera-t-elle de l'ancienne ?

M. DUVERGER. — Le seul élément dont nous disposions vraiment pour juger des idées constitutionnelles du général de Gaulle, c'est son fameux discours de Bayeux prononcé en juin 1946.

Les principes qu'il avait alors énoncés étaient, je dois le dire, assez affligeants. Ils ne correspondent visiblement pas aux nécessités françaises ni à celles de l'époque.

Le discours de Bayeux développait deux idées. La première, c'est qu'il faut deux Chambres : à côté de l'Assemblée nationale élue au suffrage direct, il doit y avoir une autre Chambre représentant les collectivités locales, les professions, les élites sociales.

La deuxième idée, c'est que l'exécutif doit être consolidé par le renforcement des pouvoirs et du prestige du Président de la République. Celui-ci serait élu par un collège électoral élargi comprenant le Parlement, les collectivités locales, les Conseils généraux, les assemblées territoriales, etc. Il aurait le droit de dissoudre l'Assemblée nationale. Il exercerait « une sorte d'arbitrage ».

C'est un schéma constitutionnel classique appelé « parlementarisme orléaniste » parce qu'il était en vigueur sous Louis-Philippe. Il représente une étape normale de l'évolution de tous les régimes parlementaires, mais une étape tout à fait dépassée aujourd'hui et qui n'a jamais duré longtemps parce qu'un tel système ne peut pas fonctionner.

Le Président du Conseil, en effet, est obligé, dans une Constitution de ce genre, d'obtenir à la fois la confiance de la Chambre et celle du Président de la République. Alors de deux choses l'une : ou bien le Président de la République est un personnage faible et il ne fait rien malgré les immenses pouvoirs que lui donne la Constitution ; ou bien, il est un homme énergique qui veut gouverner lui-même et c'est le Président du Conseil qui en supporte les conséquences et se trouve dans une situation impossible. Ce système ne fait que diviser le pouvoir exécutif, et que l'affaiblir, en le divisant.

La seule Constitution récente qui ait essayé de l'appliquer a été celle de la République de Weimar. Cela a donné exactement ce que je viens de vous dire : à certains moments, le Président du Reich ne faisait rien et tout se passait comme dans la III^e^ ou la IV^e^ République Française ; à d'autres moments, certaines puissances s'agitaient autour du Président de la République et montaient des intrigues contre le cabinet ministériel : l'instabilité ministérielle était alors plus grande encore que dans la République française. Quant aux interventions du Président de la République, elles étaient loin d'être toujours heureuses : la dernière en date fut le renversement du cabinet von Schleicher et la nomination d'un certain Adolf Hitler à la présidence du Conseil.

Il n'y a plus aucun pays aujourd'hui qui possède ce genre de Constitution.

En fait, la seule solution, si l'on veut renforcer l'exécutif, c'est de renforcer la présidence du Conseil. La présidence de la République n'est qu'un résidu historique qui vient de ce que le régime parlementaire s'est développé au début, dans un cadre monarchique.

L'Express. — Mais on pourrait imaginer de renforcer le pouvoir du Président de la République et d'en faire le chef de l'Exécutif comme aux Etats-Unis ?

M. DUVERGER. — Bien sûr, mais alors il faut qu'il n'y ait plus de président du Conseil. Or ce n'est pas l'intention, d'après ce que l'on sait, du général de Gaulle et cela, d'ailleurs, n'est même plus possible dans la mesure où la loi constitutionnelle précise que la responsabilité devant le Parlement sera maintenue. De plus, de Gaulle a promis devant l'Assemblée que la présidence du Conseil et celle de la République seront séparées.

La seule voie ouverte, et efficace, est donc de renforcer les pouvoirs du président du Conseil.

Il y a plusieurs façons de le faire. Il y a d'abord toutes les voies qui ont été étudiées par les parlementaires de la IV^e^ République. Depuis trois ans, on a beaucoup pensé à ce problème et il y a eu plusieurs projets intéressants. Il y a eu l'idée de la dissolution automatique de la Chambre et du renvoi devant les électeurs, en cas de renversement du gouvernement. Il y a eu celle — lancée par le M.R.P. — de l'impossibilité de renverser un président du Conseil tant qu'un successeur ne lui a pas été désigné. Il y a eu enfin le plan Leenhardt, inspiré du système suisse, qui prévoyait l'élection pour deux ans, par l'Assemblée, d'un président du Conseil automatiquement remplacé à l'expiration de cette période.

Dans tous ces cas, le président du Conseil reste élu par l'Assemblée. L'autre méthode consiste à le faire élire au suffrage universel tout en maintenant sa responsabilité devant le Parlement. Dans ce cas, c'est très simple : le président, élu au suffrage universel, peut poser la question de confiance ; s'il est battu, l'Assemblée retourne *avec lui* devant les électeurs. Il y a liaison absolue entre le président et l'Assemblée, qui ne se présentent jamais séparément devant le pays.

Le grand danger de tout système de dissolution automatique, du système M.R.P., du système Leenhardt, qui maintiennent un homme au pouvoir pendant une longue période tout en laissant à l'Assemblée le soin de le choisir, c'est que si l'Assemblée sait qu'elle a à supporter un président du Conseil pendant deux, trois ou quatre ans, elle choisit toujours un Queuille ou un Laniel. L'histoire de la III^e^ et de la IV^e^ République le prouve ; les hommes énergiques ne viennent au pouvoir que lorsqu'on est assuré de pouvoir s'en débarrasser rapidement.

Le seul moyen de faire accéder une personnalité de premier plan au gouvernement paraît donc être d'établir un circuit direct entre le peuple et le gouvernement, afin que le premier ait l'impression que le second émane véritablement de lui.

Vers la dissolution des Assemblées

L'Express. — Vous estimez donc que le président du Conseil devrait être élu directement au suffrage universel ?

M. DUVERGER. — Dans les conditions françaises, ce serait le meilleur moyen de donner à notre pays un régime politique qui ait la même signification que les régimes anglais, américain et allemand actuels. Car en Grande-Bretagne, qu'on ne s'y trompe pas, les électeurs choisissent directement leur président du Conseil, bien que les candidatures officielles ne soient que celles des partis. Pendant les dernières élections, l'affiche travailliste la plus répandue représentait M. Attlee avec cette légende : « Vous pouvez lui faire confiance ». C'est exactement la même chose en Allemagne. A l'heure actuelle, dans toutes les grandes démocraties occidentales — Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne, en particulier — les électeurs choisissent directement leur chef de gouvernement. Ils savent qu'ils votent pour tel homme particulier et c'est très important parce qu'ils ont ainsi le sentiment d'être « dans le coup ».

L'Express. — Est-ce que cela ne tient pas essentiellement, dans ces pays, à l'existence de deux grands partis seulement ?

M. DUVERGER. — En Grande-Bretagne et en Allemagne, certainement. Mais aux Etats-Unis, cela tient à la Constitution. Contrairement à ce que l'on croit souvent, le régime des partis américains ressemble beaucoup au nôtre. Sans doute n'y a-t-il officiellement que deux partis, mais ils sont si divisés, si indisciplinés dans les votes au Congrès, qu'un régime parlementaire du même type que le nôtre entraînerait en Amérique la même instabilité ministérielle que chez nous. Jamais un président du Conseil ne serait sûr de sa majorité.

L'Express. — Est-il concevable que le projet qui sera soumis au pays, par référendum, le 5 octobre, implique la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale actuelle et du Sénat, et l'organisation de nouvelles élections générales ? De Gaulle a-t-il le pouvoir de faire cela?

M. DUVERGER. — Cela est non seulement concevable mais pratiquement nécessaire. Quand on fait une nouvelle Constitution, il est normal de voter aussitôt après pour élire de nouvelles Assemblées. Si la Constitution de de Gaulle est adoptée le 5 octobre, il faudra inévitablement mettre en place de nouveaux pouvoirs publics.

Je suis convaincu que l'Assemblée actuelle ne se réunira plus jamais.

L'Express. — La Constitution peut-elle, alors, prévoir une nouvelle loi électorale ?

M. DUVERGER. — C'est là un côté un peu funambulesque du système. En principe, la loi sur les pleins pouvoirs n'autorise pas le général de Gaulle à faire une nouvelle loi électorale. M. Guy Mollet a d'autre part déclaré pendant la discussion du nouvel article 90 : « Le gouvernement n'a nullement l'intention d'inclure la loi électorale dans la Constitution ».

Mais rien n'empêche le gouvernement de poser dans la Constitution un « principe » électoral. Par exemple : « Les élections à l'Assemblée nationale se feront au suffrage universel des hommes et des femmes, *au scrutin majoritaire à deux tours* », ou bien, « *à la représentation proportionnelle sans apparentements* ». Et s'il fait cela, nous nous trouverons dans cette situation ahurissante : le gouvernement aura posé un principe électoral mais

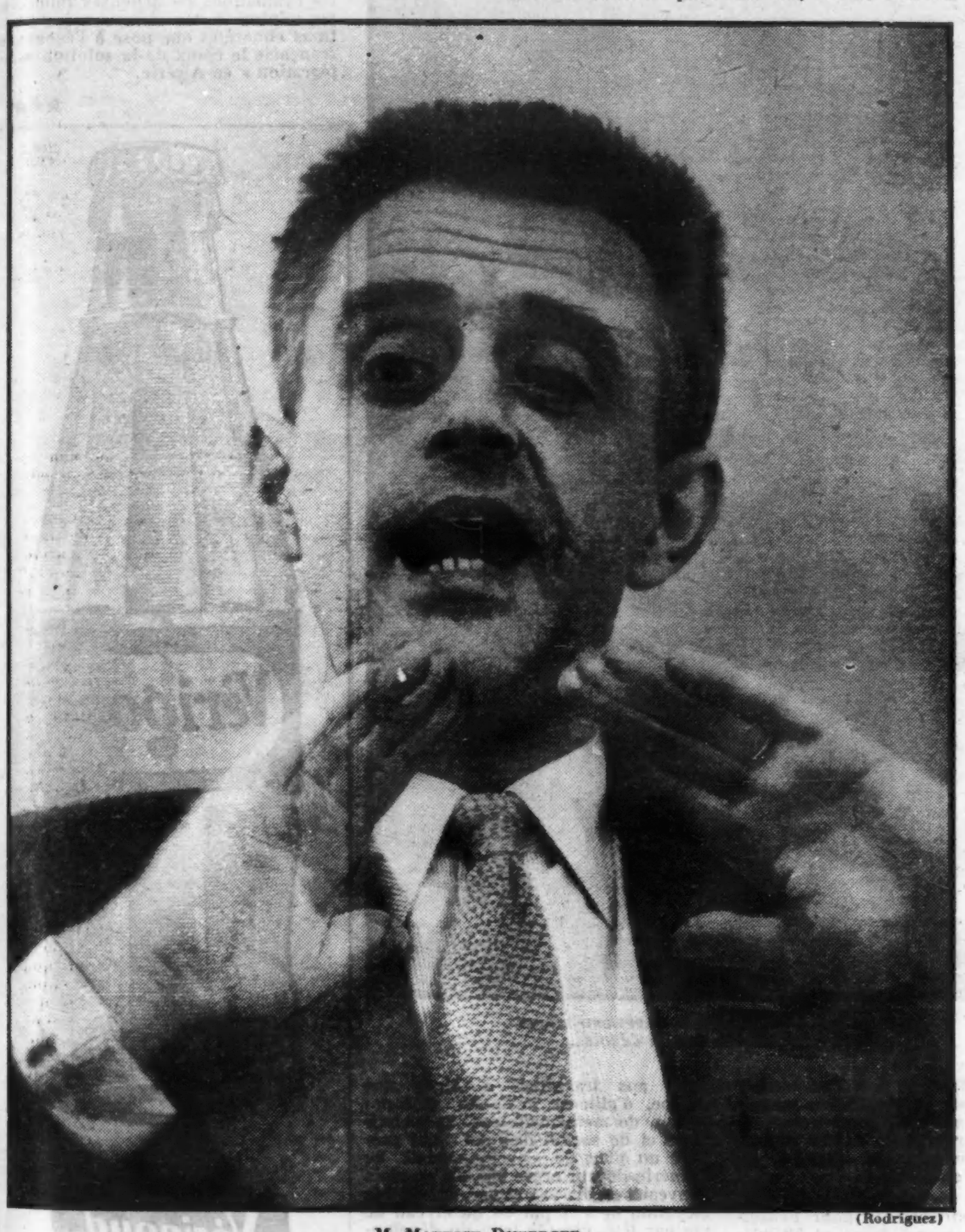
RÉGIME DE LA FRANCE ?

par MAURICE DUVERGER

devra s'adresser à un autre organisme pour faire la loi. Dans ces conditions, qui la fera ?

On pourra faire légiférer une dernière fois l'Assemblée actuelle, ou encore — bien que cela soit plus compliqué — insérer dans la Constitution un article autorisant le gouvernement à faire une nouvelle loi électorale. N'oublions pas, en effet, que le peuple étant la source suprême du pouvoir, il peut annuler par référendum tout ce qui existait auparavant, et conférer tous nouveaux pouvoirs.

L'Express. — Depuis qu'ils siègent au Parlement, les gaullistes ont toujours défendu deux systèmes de scrutin : le scrutin majoritaire départemental à deux tours et le scrutin majoritaire d'arrondissement à un tour. Quel système électoral sera, selon vous, finalement choisi ?



(Rodriguez)

M. MAURICE DUVERGER
« Il y a des précédents fâcheux... Mais aussi Lycurgue et Solon. »

M. DUVERGER. — Il y a, en effet, deux tendances chez les gaullistes, mais, sauf erreur de ma part, les deux juristes les plus importants du mouvement gaulliste, Michel Debré et René Capitant, sont partisans du scrutin majoritaire à un tour.

A mon avis, ce mode de scrutin est extrêmement dangereux dans un pays comme le nôtre, où il y a cinq, six, sept grands partis. On aboutirait à des résultats désordonnés. Sans doute, à la longue, on tendrait à deux partis. Mais le danger serait que cette polarisation en deux partis — inévitable avec un tel scrutin — se fasse autour de l'extrême gauche et de l'extrême droite.

La proportionnelle assure une très grande exactitude de représentation, mais elle permet aux partis de rester totalement indépendants les uns des autres. Rien ne les obligeant à s'allier, les majorités deviennent très difficiles à constituer. Il est d'ailleurs remarquable que le grand mouvement proportionnaliste qui a pris naissance vers 1900 soit en recul depuis 1945. En Allemagne, en Italie, en France même (avec les apparentements), des correctifs majoritaires ont été apportés au principe de la proportionnelle.

Beaucoup de gens pensent que le meilleur scrutin possible pour la France est sans doute le scrutin départemental à deux tours, qui oblige les partis à des coalitions solides dans un cadre rigide.

Le système idéal, qui conviendrait parfaitement à la France, c'est certainement le scrutin australien. Il y a malheureusement peu de chances de le voir adopter car il semble un peu compliqué. Mais il est au fond très simple et très logique. Il consiste en ceci : sur chaque bulletin de vote, l'électeur inscrit en tête le candidat pour lequel il veut voter, puis, en seconde place, celui qu'il aimerait voir élu si le premier ne passait pas, et ainsi de suite. Et pour être élu, il faut avoir la majorité absolue, soit en première ligne, soit en seconde ou troisième ligne.

Le dépouillement est un peu complexe, mais ce mode de scrutin aurait le grand avantage de réintégrer les voix communistes dans le jeu politique. En dessous du nom du candidat du P.C., l'électeur communiste devrait en effet inscrire le nom du candidat d'un autre parti. Le système aboutit en fait au même résultat que le scrutin majoritaire à deux tours, à cette différence près que l'électeur reste le seul maître des coalitions.

Je crois d'ailleurs que l'adoption du scrutin australien a été proposée à l'Assemblée par M. Robert Buron.

L'Express. — Comment se ferait l'élection du président du Conseil s'il y a cinq partis, donc cinq candidats ?

M. DUVERGER. — Ce serait très simple : on adopterait le scrutin majoritaire à deux tours. Au second tour, des coalitions joueraient.

Imaginez qu'un tel système ait fonctionné en janvier 56 pour l'élection d'un président du Conseil. Au premier tour, nous aurions eu sans doute en compétition Thorez, Mollet, Poujade, Pinay, Bidault et Mendès France.

En se référant au sondage d'opinion publique effectué à la même époque sur l'homme que les Français souhaitaient voir à la tête du gouvernement, Pinay et Mendès France seraient arrivés en tête.

Au deuxième tour, la compétition se serait jouée entre eux ; ce qui aurait été logique et aurait bien représenté les tendances majoritaires dans l'opinion.

Si on adopte l'élection du président du Conseil, en même temps que celle des Assemblées, au suffrage universel, c'est à quelque chose de ce genre que l'on doit théoriquement aboutir.

Les élections et le pouvoir personnel

L'Express. — Quelles peuvent être, à votre avis, les conséquences de la révision constitutionnelle sur la vie politique du pays et sur l'organisation des partis ?

M. DUVERGER. — Il faut bien se rendre compte que les élections générales qui auront lieu au plus tard en novembre se dérouleront dans un contexte très particulier. On ne pourra pas annuler d'un trait de plume l'expérience gaulliste. La droite et le centre viennent de découvrir un drapeau ; ils feront donc du gaullisme.

D'autre part, la popularité des partis traditionnels sera extraordinairement faible. Dans la crise qui a marqué la fin du régime, seule la droite et les communistes ont une attitude claire. Tous les autres partis ont une position ambiguë.

L'Express. — Supposons que nous ayons à élire le président du Conseil et que de Gaulle soit candidat ?

M. DUVERGER. — Il serait certainement élu. Mais il faut dire que la formule de l'élection du président du Conseil au suffrage universel ne pourra réussir dans un pays comme la France que si elle a un côté véritablement républicain *dès la première fois*. Si le général de Gaulle se présente et met dans la balance le poids de sa personnalité hors série et hors parti, le système sera condamné dès le départ. Il faudrait qu'il se contente de mettre les mécanismes en marche et qu'il se retire à Colombey, comme Washington à Mount Vernon après avoir refusé un troisième mandat. Il faut absolument que le premier scrutin présidentiel n'ait pas un caractère plébiscitaire.

L'Express. — Pour l'instant, de Gaulle détient en fait, à lui seul, le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir constituant. Y a-t-il déjà eu des situations de ce genre dans l'histoire de France ?

M. DUVERGER. — Oui. Mais les précédents sont un peu gênants à rappeler. Il y en a eu trois : Bonaparte, Louis-Napoléon Bonaparte, et le maréchal Pétain. Remarquez que, hors de France, il y eut aussi Lycurgue et Solon ; ce qui fait équilibre.

Le général de Gaulle aime d'ailleurs beaucoup Solon dont il a cité ce mot dans son discours de Bayeux : alors qu'on lui demandait quelle était la meilleure Constitution, Solon répondit : « A quelle époque ? Dans quel pays ? »

Ce qui est regrettable, c'est de trouver cette citation dans un discours qui proposait le système parlementaire appliqué en France sous Louis-Philippe et en Allemagne sous la République de Weimar.

L'Express. — Comment expliquez-vous que les Républicains se défient tellement du référendum qui est pourtant — théoriquement — l'expression la plus directe du suffrage universel ?

M. DUVERGER. — Le référendum donne souvent des résultats très conservateurs, comme on le voit en Suisse. Mais, surtout, la République a peur du peuple, en France. En partie parce qu'elle a été créée par une bourgeoisie libérale hostile au pouvoir fort et qui se méfiait énormément de la «populace». Elle a développé l'idée que la souveraineté de la nation s'incarnait dans une Assemblée qui pouvait faire tout ce qu'elle voulait une fois que le peuple l'avait élue.

On invoque aussi, pour expliquer la peur du peuple, la fameuse histoire de Louis-Napoléon Bonaparte et du coup d'Etat du 2 décembre. Ce n'est pas un bon argument. Nous avons eu quatre Républiques, qui ont toutes été renversées par un coup d'Etat. Une seule, pourtant, est morte pour avoir créé un exécutif trop fort : celle de 1848. Les trois autres sont mortes parce qu'elles avaient créé un exécutif trop faible. Encore l'exemple de la République de 1848 est-il très mauvais. Sans doute la République a été renversée par le président élu au suffrage universel ; mais ce qu'on oublie de dire, c'est que la majorité des députés étaient monarchistes. Le problème était de savoir si l'Assemblée nationale rétablirait le roi ou si le Président rétablirait l'Empire. Le drame de la République de 1848, c'est qu'il y avait peu de républicains, à l'époque, dans une France aux trois quarts rurale.

ÉCONOMIE

Le prix de l'intégration

● *La formule politique proposée par l'Armée et le général de Gaulle pour l'Algérie entraîne des dépenses précises qui doivent être, elles aussi, évaluées. Un économiste en fait le calcul.*

« *JE déclare qu'il s'agit de faire en sorte que... les dix millions de Français qui vivent en Algérie aient les mêmes droits et les mêmes devoirs... Cela veut dire que, pour commencer, il faut que la France fournisse sans délai à ce pays les moyens de vivre.* »

Ces déclarations du général de Gaulle furent acclamées par la foule d'Alger. Que veulent-elles dire au point de vue économique ?

1) *Egalité des salaires*

Pour les 330.000 salariés musulmans de l'industrie et du commerce, l'égalité des salaires est déjà pratiquement réalisée. Il n'en va pas de même pour les 570.000 journaliers agricoles (dont seulement 107.000 sont des salariés permanents). Même après le relèvement des salaires de 25 %, prescrit en mars 1956 par M. Lacoste, les salaires agricoles restent inférieurs à la moitié des salaires français.

Voilà une première réforme de justice élémentaire. Elle ne pèsera pas sur le contribuable métropolitain mais directement sur les colons algériens. M. Lacoste, depuis mars 1956, n'avait pas su imposer la moindre augmentation des salaires agricoles, même à l'automne dernier, alors que le prix du vin à la production passait de 330 fr. à 900 fr. le degré hecto, multipliant par 3 les profits des viticulteurs. Cette augmentation des salaires agricoles était pourtant un des objets nominativement précisés des lois de pleins pouvoirs au ministre résidant.

2) *Egalité de sécurité sociale*

Si l'égalisation des taux de salaires ne pèsera que sur les colons et les gros exploitants musulmans, il n'en ira pas de même d'une égalisation éventuelle du système de sécurité sociale.

Tout d'abord, il n'y a *aucun système d'allocations familiales,* ni de sécurité sociale, pour la grosse masse de la population musulmane qui vit de l'agriculture : 6 millions de personnes environ, dont 2 millions de personnes actives.

Le système d'allocations familiales des travailleurs de l'industrie et du commerce est moins favorable — et de très loin— que le système métropolitain. Pour quatre enfants, un Algérien touche 7.600 francs et un métropolitain 27.700 francs. Bien mieux, c'est le système algérien qui sert au calcul des allocations familiales des Algériens travaillant dans la métropole. Comme les cotisations versées par les employeurs sont les mêmes pour les Algériens et pour les métropolitains, les caisses d'allocations familiales de la métropole font, au détriment des Algériens travaillant en métropole, des gains annuels approchant de 10 milliards.

Enfin le système de sécurité sociale, qui n'existe pratiquement que pour les salariés de l'industrie et du commerce, est beaucoup moins généreux que le système métropolitain.

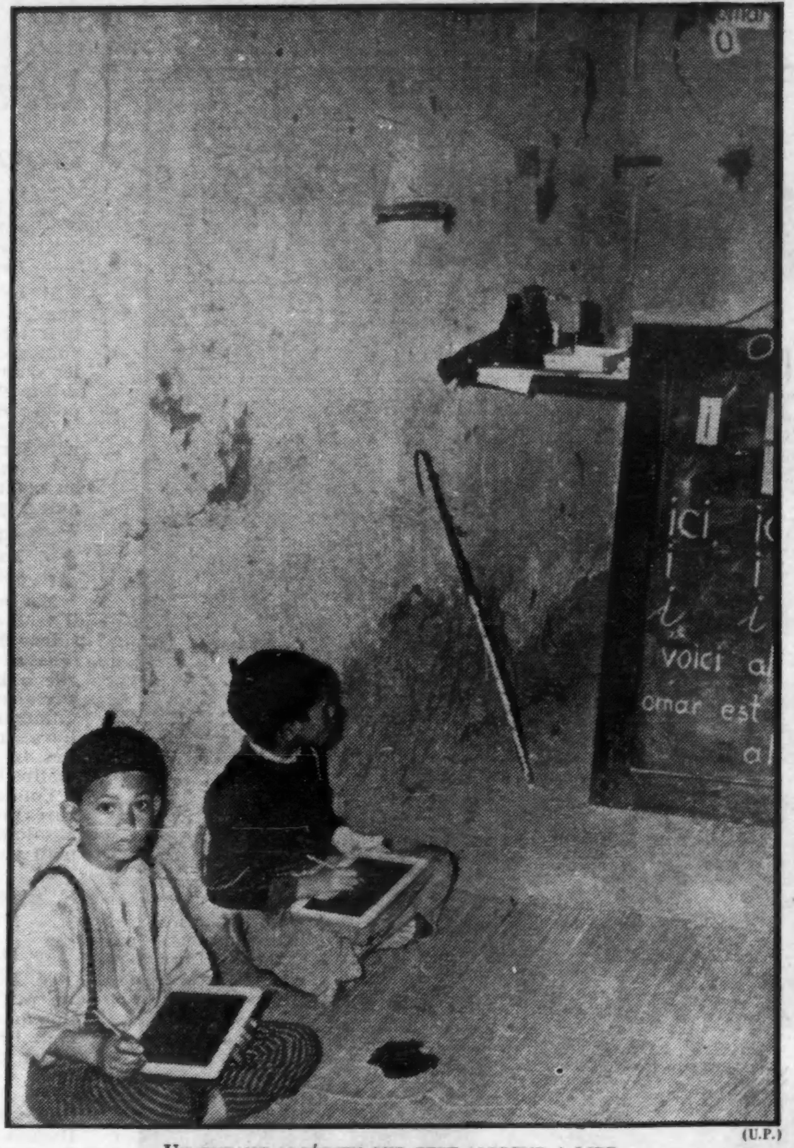
On peut faire grossièrement le calcul suivant : pour 43 millions de métropolitains, les prestations sociales s'élèvent à 2.400 milliards, soit 5,6 milliards pour 1 million d'habitants. Sur la même base, pour 10 millions d'Algériens, les prestations sociales devraient s'élever à 560 milliards. Or elles s'élèvent à 60 milliards. Par conséquent, l'intégration signifie, rien que pour le régime social, une dépense annuelle de la métropole de 500 milliards environ.

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Encore ce calcul laisse-t-il de côté le fait que l'extension à l'Algérie du régime d'allocations familiales de la métropole serait beaucoup plus coûteuse, le rapport des enfants à la population totale étant beaucoup plus fort en Algérie (300 enfants et adolescents sur 1.000 habitants en métropole ; 525 enfants et adolescents sur 1.000 habitants en Algérie).

3) *Egalité d'instruction publique*

Dix millions de Français égaux en droit, cela veut dire *l'instruction également dispensée à tous.* Or, il n'y a en Algérie que 325.000 enfants scolarisés sur une population d'âge scolaire qui dépasse 2 millions. Le budget de fonctionnement de l'instruction publique en Algérie atteint 23 milliards en 1957 (sur un budget total de 148 milliards). Il faudrait multiplier ce chiffre par 6 si l'on voulait scolariser toute la population musulmane d'âge scolaire. Auparavant, il faudrait créer près de 30.000 classes, ce qui représente une dépense de 90 milliards environ.



(U.P.)

UN ENFANT ALGÉRIEN SUR SEPT APPREND A LIRE
Tous les Français vont à l'école...

Il faudrait encore près de 27 milliards d'investissements pour l'enseignement du second degré et 52 milliards pour l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Ce sont là les chiffres du Plan décennal de Robert Lacoste, qui devaient être réalisés progressivement d'ici 1967. Les promesses actuelles, si elles ont un sens, imposent d'aller beaucoup plus vite.

4) *Egalité d'administration*

Plus généralement la promesse faite aux musulmans d'Algérie d'en faire des Français à part entière signifie que l'on dépense pour leur administration à peu près autant qu'on le fait pour les Français de la métropole. Les dépenses d'administration générale atteignent 38.000 francs par tête en métropole en 1957. Elles sont seulement de 14.000 francs par tête en Algérie. Pour égaliser la dépense en Algérie à celle de la métropole, il faudrait dépenser 240 milliards de plus par an en Algérie.

Toutes ces dépenses ne s'ajoutent évidemment pas. Elles ne sont pas toutes réalisables immédiatement. Mais il faut retenir au moins :

● 400 à 500 milliards par an rien que pour la généralisation du système de sécurité sociale et d'allocations familiales.

● 100 à 150 milliards d'investissements à consentir très rapidement et 100 milliards de dépenses de fonctionnement annuelles pour pouvoir distribuer une instruction publique égale pour tous.

Ces chiffres viendraient s'ajouter, puisque l'effort militaire doit pour le moment se poursuivre, aux 700 milliards du coût économique entraîné par la guerre d'Algérie.

Resterait à savoir quel concours devrait, en outre, consentir la métropole pour permettre un développement économique de l'Algérie.

Ici l'intégration va entrer en conflit avec le Plan décennal de développement de l'Algérie mis au point sous le proconsulat de M. Lacoste. Depuis deux ans travaillait à Alger une équipe, d'ailleurs brillante, d'économistes, de mathématiciens, de techniciens et de sociologues qui avait préparé un plan de développement de l'Algérie devant créer 865.000 emplois nouveaux en dix ans et permettant une élévation de 5 % par an du niveau de vie par tête, compte tenu du développement démographique.

Le principe de ce plan, fondé sur d'innombrables calculs, était ultra-libéral.

L'idée centrale était de décider à s'installer en Algérie des entreprises française ou étrangères au moyen d'un système économiquement généreux de subventions d'investissements (pouvant aller jusqu'à 40 % du montant des investissements nouveaux et d'une exonération fiscale totale).

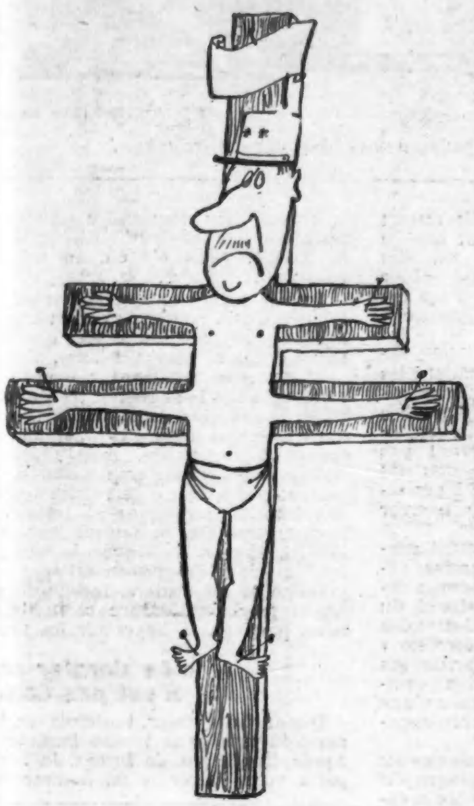
L'influence des milieux industriels algériens ou métropolitains était visible. Ceux-ci, décidés à tirer le meilleur parti de la situation résultant de la politique Lacoste, s'étaient subitement convertis à l'industrialisation algérienne après s'y être opposés par tous les moyens pendant des années, dès lors que le principe était admis d'une surrentabilité artificiellement créée par des subventions massives.

La logique de ce principe de développement, c'était l'opposition à l'intégration : régime de faveur pour les entreprises s'installant en Algérie, régime de défaveur pour les travailleurs algériens. Les rédacteurs du plan ont expliqué longuement pourquoi il *n'était pas possible,* à leur sens, de généraliser le régime social et le niveau de salaires de la métropole : cela ajouterait encore aux handicaps naturels de l'industrie algérienne qu'il s'agit précisément de combler. En définitive, ils proposaient une aide *publique* de 130 milliards par an pendant dix ans.

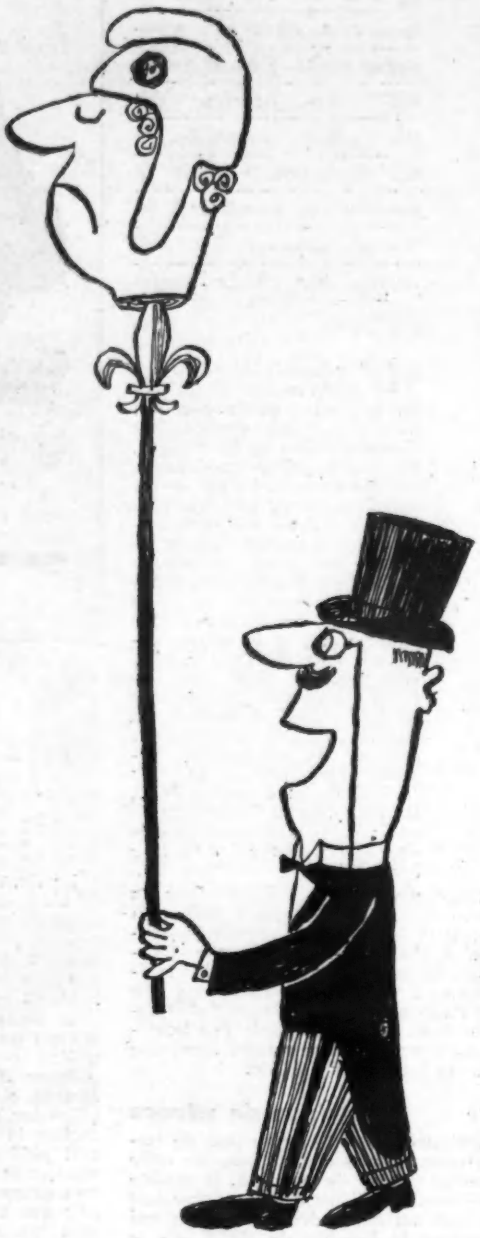
L'intégration veut dire autre chose. En un sens c'est une solution moins absurde que celle consistant à créer artificiellement, à coup de subventions et de détaxations, une industrie en Algérie. Mais est-on disposé à affronter les problèmes sociologiques, ethniques, moraux que suppose la présence, automatique, sur le sol français d'un ou deux millions d'Algériens. Sommes-nous disposés, pour nos enfants, aux problèmes que posera en l'an 2000 la fusion en une même patrie de 37 millions d'Algériens et de 45 millions de Français européens ? Telles sont, avec les évaluations de dépenses immédiates minima faites ci-dessus, les questions concrètes que pose à l'économie française le choix de la solution « intégration » en Algérie.

★★★

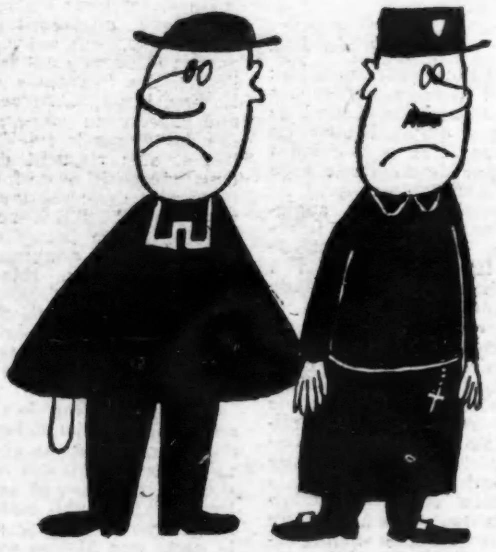
LA SEMAINE DE SINÉ



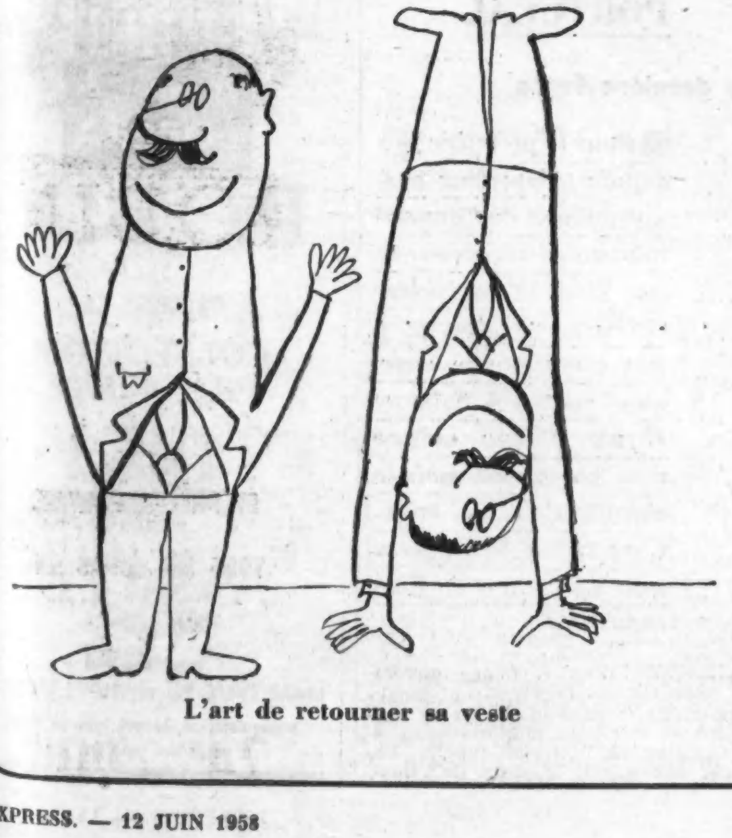
Le Bureau Empire



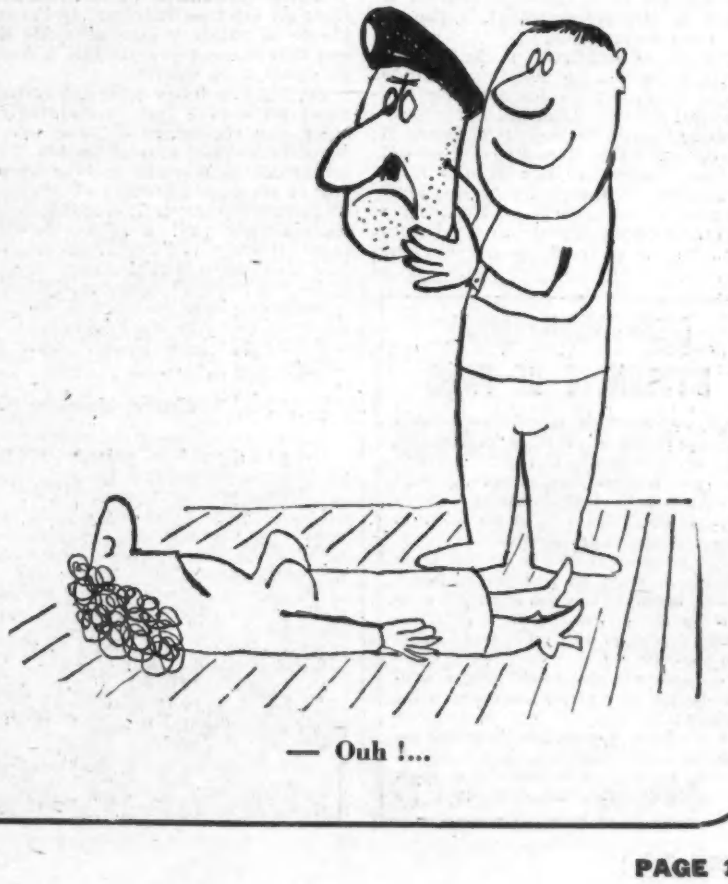
— Ah ! ça ira, ça ira, ça ira !...



Intégration



L'art de retourner sa veste



— Ouh !...

U.R.S.S.

Kroutchev et De Gaulle

● *Vu de Moscou, le nouveau chef du gouvernement français est-il un fasciste ou un allié possible ? M. Kroutchev pèse le pour et le contre. K.S. Karol expose les éléments du choix soviétique.*

« LE général de Gaulle a réuni autour de lui toutes les forces de la réaction française : les fascistes de l'ancien P.S.F. de La Rocque, les comploteurs cagoulards, les rescapés de Vichy et les militaires d'extrême droite. Il maintient des relations étroites avec la haute finance et avant tout avec le groupe Rothschild, les banques Mirabeau, de Neuflize, etc. Son but est de mener une guerre ouverte contre la classe ouvrière et de détruire le parti communiste ainsi que la C.G.T. Dans son discours du 27 juillet 1947 à Rennes, de Gaulle s'est déclaré l'ennemi acharné des démocraties populaires de l'Europe de l'Est; trois jours plus tard, à Lille, il est apparu ouvertement comme le partisan d'une nouvelle guerre contre l'U.R.S.S... »

Cette condamnation figure dans un épais volume de 793 pages publié en mai 1948 par l'Encyclopédie soviétique et consacré à la politique française. On y trouve également des références à différents dirigeants du R.P.F., dont M. Soustelle, et l'affirmation de la solidarité totale des Soviétiques avec l'extrême gauche française dans sa lutte anti-gaulliste.

(Daily Express)

— Monsieur le Président ! Enfin quelqu'un qui veut un gouvernement fort comme le vôtre !

Consigne de silence

Aujourd'hui, on trouve peu de traces dans la presse soviétique de cette ancienne prise de position. Il semble que l'anti-gaullisme de Moscou se soit évanoui au cours des dix années qui séparent la bataille du R.P.F. de la crise française actuelle.

Bien que la « Pravda » ait publié mardi dernier une interview de M. Duclos dans laquelle il dénonce « le danger que représente de Gaulle pour les institutions républicaines », le démenti publié par Moscou au sujet des déclarations — d'ailleurs très anodines — de Vorochilov, suffit à prouver que l'U.R.S.S. entend maintenir une attitude de « non-intervention », sinon de désintéressement, à l'égard de la crise française.

Depuis la publication de ce démenti, intitulé « Le peuple soviétique désire maintenir de bonnes relations avec la France », la grande presse soviétique est restée pratiquement muette sur les événements de Paris et d'Alger. La lecture des grands illustrés, comme « Ogoniok » ou des journaux satiriques comme « Krokodil » est même déconcertante : on y ignore simplement qu'il se passe quelque chose en France. Cette consigne de silence est respectée dans toute l'Europe de l'Est et, à Varsovie comme à Prague, on parle de tout sauf de de Gaulle. Le P.C. Français, d'autre part, n'a pas reçu le moindre message d'encouragement des partis frères de derrière le rideau de fer.

Double but

Le doute n'est donc guère possible: le bloc de l'Est préfère garder les mains libres à l'égard du général de Gaulle plutôt que d'hypothéquer les futures relations franco-soviétiques par une campagne de solidarité avec l'extrême gauche française.

Certains commentateurs anglo-saxons ont même cru pouvoir interpréter le silence soviétique comme le présage d'une future « invitation à Moscou » du général et d'une grande offensive diplomatique destinée à détacher la France de l'O.T.A.N. Il serait naïf de rejeter cette hypothèse sous prétexte qu'elle porterait un coup très grave au parti communiste français qui a toujours proclamé plus que tout autre son attachement inconditionnel à l'U.R.S.S. Le temps où Moscou se posait en champion de la cause ouvrière internationale appartient à un passé lointain et M. Kroutchev n'hésiterait sans doute pas à conclure une alliance avec de Gaulle si elle pouvait servir les intérêts immédiats de son pays et de son bloc.

Mais qu'une telle alliance soit concevable n'implique pas que le Kremlin y songe réellement dans l'immédiat. C'est en effet en fonction de l'ensemble de sa politique étrangère que Moscou déterminera son attitude à l'égard du général de Gaulle.

Or, M. Kroutchev poursuit actuellement un double but : maintenir le *statu quo* réalisé en Europe par les accords de Yalta et de Potsdam et resserrer les liens entre le bloc soviétique et les pays africains et asiatiques de la conférence de Bandoeng. A tous les visiteurs qu'il a reçus dernièrement, il a donné l'impression de vouloir s'entendre directement avec les U.S.A. et faire admettre au Président Eisenhower que le partage de l'Europe, y compris de l'Allemagne, est définitif du moins pour l'avenir prévisible.

Carte dangereuse

Ses déclarations et ses engagements solennels devant le président Nasser et d'autres chefs des pays africains et asiatiques prouvent d'autre part que l'U.R.S.S. poursuivra ses efforts pour gagner les faveurs des peuples sous-développés. Elle est prête à leur offrir ses méthodes d'industrialisation rapide, son assistance morale et matérielle et des alliances qui ont d'autant plus de chances d'être acceptées que l'Union soviétique n'a pas à lever l'hypothèque d'un passé colonialiste.

C'est sur ce terrain que la Russie espère emporter la compétition pacifique entre l'Est et l'Ouest.

Dans une telle perspective, jouer la « carte de Gaulle » peut être plus dangereux que bénéfique pour les maîtres de la diplomatie soviétique.

La France reste en conflit ouvert avec les pays arabes et, tant que la guerre d'Algérie continuera, un flirt avec de Gaulle ne pourra que miner le prestige et les positions acquises par les Russes auprès du bloc afro-asiatique.

Un effort pour disloquer l'Alliance Atlantique pousserait sûrement les Américains, en outre, à l'intransigeance et aggraverait leur méfiance à l'égard des intentions soviétiques en Europe. Les U.S.A. n'accepteront pas une conférence au sommet s'ils ont des doutes sur la fidélité de leurs alliés et s'ils risquent de s'y trouver dans une position de faiblesse.

On peut donc raisonnablement supposer que l'U.R.S.S. ne prendra aucune initiative immédiate pour s'entendre avec le nouveau président du Conseil français. Elle maintiendra sans doute son attitude « attentiste » jusqu'à ce que de Gaulle clarifie ses relations avec ses partenaires occidentaux et surtout jusqu'à ce qu'une solution du conflit nord-africain apparaisse.

C'est en fonction de ces événements seulement que Kroutchev décidera s'il doit reprendre à son compte les accusations anti-gaullistes de l'Encyclopédie soviétique ou, au contraire, les reléguer dans l'oubli pour pouvoir plus facilement renouveler avec de Gaulle le pacte que Staline avait déjà signé au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

K. S. KAROL.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

La commission de contrôle des banques a, dans sa séance du 4 juin, approuvé les comptes de l'exercice 1957 et fixé à 175 fr. par part la répartition allouée aux parts bénéficiaires, dont 67 fr. 59 au titre de l'intérêt garanti de 3 % et 107 fr. 41 au titre d'attribution supplémentaire.

Elle a fixé à 153 fr. 416 par part le dividende revenant aux parts de fondateur.

Ces répartitions seront mises en paiement le 12 juin 1958. Sur la base des impôts actuellement en vigueur, leur montant net s'établira à :

- 156 fr. par part bénéficiaire, y compris la fraction reportée des exercices antérieurs ;
- 123 francs par part de fondateur nominative ou au porteur (coupon n° 56), la fraction non payée étant reportée en application du décret du 30 octobre 1948.

PORTUGAL

La dernière farce

● *Pour la première fois depuis trente-deux ans, un candidat de l'opposition a osé se présenter aux élections présidentielles portugaises et a fait campagne ouvertement contre M. Salazar. Il n'a obtenu qu'une voix sur quatre, mais le peuple s'en est mêlé. C'est trop : il n'y aura plus d'élections au Portugal.*

DIMANCHE dernier, comme tous les sept ans, les Portugais ont participé à une farce baptisée, on ne sait pourquoi, élections. Conformément à la Constitution, ils furent appelés aux urnes afin que le ministre de l'Intérieur pût leur apprendre le lendemain que le chef de l'Etat désigné par M. Salazar avait été élu au suffrage universel.

Depuis trente ans que le chef de l'Etat désigné par M. Salazar recueille des majorités écrasantes et « choisit » aussitôt M. Salazar (71 ans), comme chef du gouvernement, le scénario électoral était bien réglé : trente jours avant le scrutin, les partis démocratiques, interdits depuis 1928, étaient autorisés à reparaître. Aussitôt, leurs leaders, depuis longtemps oubliés, exigeaient du dictateur le rétablissement des libertés publiques et publiaient leur programme. M. Salazar leur refusait les libertés publiques, le ministre de l'Intérieur désapprouvait leur programme et les leaders, indignés, retiraient leur candidature et invitaient leurs partisans à boycotter les urnes.

« Le dernier acte n'est pas écrit »

Dimanche dernier, toutefois, ce scénario invariable se trouva bouleversé. Après trente ans de farces, le Portugal a vu se lever *« un homme sans*

32, AVENUE DE L'OPÉRA
ROBIN
TAILLEUR
PRÉSENTE SA
COLLECTION PRINTEMPS 1958
MESURE ET PRÊT A PORTER
TOUS LES JOURS DE 9 H. A 19 H. 30
OPÉ. 20-46
GRAND CHOIX DE VÊTEMENTS LÉGERS : alpaga anglais, Tergal, toile de laine, à partir de 24.000 Frs ●

crainte ni tache » — le général Humberto da Silva Delgado, directeur de l'aviation civile — qui, résolu à tenir jusqu'au bout, obligeait le régime à se battre à visage découvert.

Peut-être le général Delgado n'eût-il pas eu à cœur de tenter l'impossible si M. Salazar ne lui avait lancé un défi direct à travers la personne de son ami, le capitaine Galvao. Dramaturge célèbre, ancien partisan de Salazar et protagoniste de la « Révolution nationale » de 1928, Henrique Galvao s'était révolté, au bout de vingt-cinq ans, contre la corruption, le népotisme et l'immobilisme du régime. En 1953, après une mission en Afrique, il avait rédigé un rapport sur le trafic d'esclaves et le travail forcé en Angola. Un tribunal spécial le condamna à trois ans de prison pour « tentative de haute trahison ».

— *Le dernier acte n'est pas encore écrit,* s'exclama Galvao en entendant le verdict.

De sa cellule, il bombarda ses amis, dont Delgado, de pamphlets contre les méfaits du régime. Excédé, M. Salazar lui intenta un second procès : en mars dernier, Galvao, inculpé pour « menées subversives », fut condamné à seize ans de prison ; il venait de fêter son 63e anniversaire.

40 % d'illettrés

Indigné par le sort fait à son ami, le général Delgado jugea qu'il n'avait rien à perdre et brigua la présidence en promettant de démettre M. Salazar. La farce, cette fois, allait être jouée jusqu'au bout. Elle fut coûteuse. A Porto, à Lisbonne, à Braga, la police chargea les opposants venus acclamer leur leader. Elle les chargea à la matraque, au sabre, à l'auto-mitrailleuse et aux chars. Le 17 mai, à Lisbonne, la mitraille fit douze morts et plus de cent blessés.

Le régime de M. Salazar, pourtant, ne courait pas de risques réels. La Constitution portugaise, en effet, est prévoyante. Sur le papier, sans doute, elle est parfaitement démocratique et républicaine : suffrage universel, liberté de presse, de réunion, de parole et de confession. Dans les faits, elle est tempérée par des dispositions spéciales circonspectes.

Les libertés publiques, tout d'abord, sont abrogées 47 mois sur 48 par décret spécial. Le suffrage universel, lui, est conditionné par toute une série d'arrêtés. En sont exclus :

- les analphabètes, que trente années d'une « *sage et bénéfique* » dictature ont su maintenir au taux de 40 %, le plus élevé d'Europe ;
- Les personnes qui ne paient pas d'impôts, et qui sont l'immense majorité, puisque l'impôt direct est inconnu au Portugal ;
- les femmes, à moins d'être chef de famille ou titulaires d'un diplôme d'études supérieures ;
- enfin, dernière précaution, « *tous ceux dont les idées et les activités sont préjudiciables aux intérêts de l'Etat* ».

Pas de risques inutiles

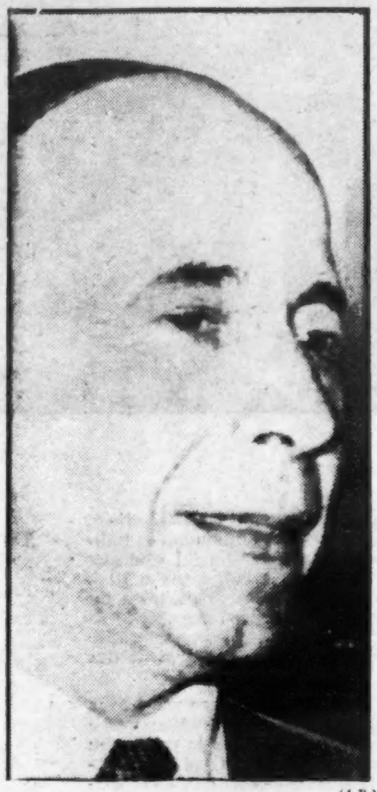
Ces précautions éliminent déjà six septièmes de la population des listes électorales. Il ne suffit. Pour jouer à coup sûr, le régime de M. Salazar laisse aux candidats le soin d'imprimer et de distribuer aux électeurs les bulletins de vote. Le général Delgado, qui s'y est essayé pour la première fois en trente ans, découvrit que cette précaution était suprêmement efficace. Son imprimeur, tout d'abord, se trouva « dans l'impossibilité » de lui fournir avant le 6 juin, avant-veille du scrutin, la totalité des bulletins commandés. Près de 100.000 bulletins, en outre, furent saisis au Q.G. delgadiste comme littérature subversive.

Le relevé des listes électorales, à son tour, posa d'inextricables problèmes. Certaines municipalités les considéraient comme secrètes. D'autres, comme celle de Porto, en autorisèrent l'accès, mais en interdirent la photocopie : il fallait — tâche matériellement impossible — les recopier à la main.

Dernière astuce : dans les bureaux de vote, dimanche dernier, c'est la police qui distribuait les bulletins de vote gouvernementaux ; ceux de l'opposition, quand il y en avait, devaient être réclamés au délégué delgadiste, à supposer qu'il fût encore en liberté, sous le regard vigilant des officiels.

Résultat : 75 % de voix pour le régime. Jouée dans les formes constitutionnelles, la farce est terminée. Ce sera probablement la dernière. M. Salazar, en effet, a décidé de faire amender la Constitution. Pas de risques inutiles : à l'avenir, le chef de l'Etat sera élu par le Parlement où 120 députés sur 120 sont entièrement dévoués à M. Salazar. Généraux, féodaux fonciers et clergé — les trois piliers du régime — peuvent dormir tranquilles, jusqu'au jour où le peuple portugais, qui reste, après trente ans d'ordre, de paix sociale et de budgets équilibrés, le plus misérable et le plus ignorant d'Europe, trouvera des moyens extra-électoraux pour se faire entendre.

MICHEL BOSQUET.



(A.P.)
M. SILVA DELGADO
Pas de bulletins de vote...

ETATS-UNIS

Les militaires ont dû céder

● ***En acceptant l'arrêt des expériences atomiques, Washington recherche deux objectifs : freiner une course aux armements qui ne profite plus qu'à l'U.R.S.S. et fermer aux autres pays les portes du « Club atomique des 3 Grands ».***

EN obtenant la semaine dernière la démission de l'amiral Strauss, président de la commission de l'Energie atomique, le pouvoir civil américain a remporté une victoire décisive sur les militaires en révolte. L'épreuve de force avait duré trois mois. Son enjeu immédiat : la suspension des explosions atomiques.

Depuis que l'U.R.S.S. a annoncé l'arrêt unilatéral de ses expériences nucléaires, un puissant courant d'opinion réclamait du gouvernement de Washington une décision identique. Des centaines de scientifiques et d'universitaires soulignaient les dangers, réels et mesurables, de la poursuite des explosions (un rapport détaillé sur la question va être publié par l'O.N.U. le 1er juillet prochain), insistaient sur la possibilité matérielle d'un arrêt contrôlé des expériences et soulignaient l'effet bénéfique qu'aurait sur le climat international un accord avec l'U.R.S.S. dans ce domaine.

Le temps travaille pour les Russes

Les partisans d'un arrêt contrôlé des expériences avaient leurs avocats à la Maison Blanche, en la personne des professeurs Killian et Bethe, notamment, et au Congrès, en la personne des sénateurs Humphrey, Symington et Anderson. M. Dulles lui-même fut atteint par la contagion.

(U.P.)
M. LEWIS L. STRAUSS
Des documents truqués

La réaction de l'amiral Strauss et de son principal conseiller, le professeur Teller, fut violente. Ils affirmèrent que les explosions nucléaires ne pouvaient empoisonner l'atmosphère, qu'il fallait les poursuivre pour produire des armes « humanitaires », que les engins défensifs des Etats-Unis étaient beaucoup plus difficiles à mettre au point que les engins offensifs de l'U.R.S.S., que les Etats-Unis étaient d'ailleurs sur la piste d'un engin offensif souverain, enfin que le contrôle d'un arrêt des explosions était impossible. Pour étayer ces affirmations, la commission de M. Strauss alla jusqu'à truquer ou dissimuler certains faits. Le jour où le sénateur Clinton Anderson découvrit et dénonça l'imposture, il y a deux mois de cela, la démission de M. Strauss et l'éclipse du professeur Teller devinrent inévitables.

Les raisons qui incitèrent M. Dulles à se rallier aux partisans d'un arrêt contrôlé des explosions ne sont pourtant pas diplomatiques et humanitaires seulement. Le poids des arguments techniques et militaires a été considérable.

Sur le plan technique, les experts américains ont la conviction que l'U.R.S.S. est maintenant à égalité avec les Etats-Unis pour ce qui est de la qualité (sinon de la quantité) des bombes. Or, le temps travaille contre les Etats-Unis : la supériorité du potentiel scientifique russe ira en s'accentuant durant les années à venir, les progrès techniques russes en s'accélérant. La poursuite des essais jouerait donc en faveur de l'U.R.S.S.

Un mythe

Sur le plan militaire, d'autre part, la thèse selon laquelle les armes nucléaires tactiques permettent d'économiser sur les effectifs se révèle être un mythe. C'est là l'enseignement des dernières manœuvres d'hiver de l'armée américaine en Allemagne. En effet, face à l'artillerie atomique occidentale, une attaque massive des forces adverses est désormais exclue : les concentrations terrestres seraient pulvérisées par le tir atomique. Seule est concevable l'infiltration de soldats adverses camouflés, dispersés et dotés d'armes légères, capables d'occuper ou de saboter les installations névralgiques de l'arrière. Or, les unités occidentales actuelles, avec leur armement perfectionné, sont impuissantes contre la tactique de l'infiltration. Celle-ci ne peut être combattue que par des unités territoriales (les milices locales, préconisées par George Kennan dans sa retentissante série de conférences à la B.B.C., l'automne dernier). En conséquence, l'armement atomique tactique débouche sur la nécessité d'un accroissement des effectifs terrestres. Les unités nucléaires, inefficaces contre des infiltrations adverses, doivent être complétées par une armée de guérilla, échelonnée en profondeur.

Le perfectionnement des armes nucléaires dites « défensives », chères à l'amiral Strauss, perd dès lors le plus clair de son intérêt. L'O.T.A.N. se retrouve dans l'obligation de se préparer à la fois à la guerre nucléaire et à la guerre « conventionnelle ». Le coût exorbitant de cette double préparation suscite un regain d'intérêt pour la négociation d'un accord de désarmement.

Des obstacles psychologiques

Premier pas vers un tel accord : l'arrêt des essais atomiques (qu'Américains et Anglais s'accordent, en principe, à fixer à l'automne prochain). Les modalités de son contrôle seront discutées vers la fin de ce mois, à Genève, entre experts occidentaux et orientaux, avec la participation, semble-t-il, de la Chine populaire qui se trouverait ainsi reconnue « de facto » par les Etats-Unis.

Il y a une autre raison encore à la conversion de M. Dulles au principe de l'arrêt des essais nucléaires : c'est le désir (d'ailleurs partagé par l'U.R.S.S.) de fermer au plus tôt le « club atomique » à toute nouvelle nation candidate. Ce désir ne s'explique pas seulement par le nombre des candidatures (la Suisse elle-même, par la voix de son chef d'état-major général, vient de poser publiquement la sienne), mais surtout par la crainte de voir « l'imprévisible armée française » s'emparer d'une arme dont — comme l'ont dit plusieurs sénateurs américains — « Dieu seul sait l'usage qu'elle ferait ».

Cette crainte est si forte, aux Etats-Unis, que le Congrès, avant d'approuver la communication des secrets atomiques à la Grande-Bretagne, s'est réservé, au détriment du gouvernement, le droit d'examiner six mois durant toute nouvelle communication des secrets à un pays étranger.

Sans doute les Etats-Unis ne pourront-ils empêcher la France d'expérimenter ses propres bombes. Mais ils jugent qu'un gouvernement français rencontrerait des obstacles psychologiques considérables s'il voulait, par un geste unilatéral, rompre le silence atomique observé dans le reste du monde.

OPPENHEIMER ET PERRIN SE

Deux grands savants viennent de se rencontrer à « L'Express » : le professeur J. Robert Oppenheimer, surnommé « le père de la bombe A », et le professeur Francis Perrin, haut commissaire à l'Energie atomique.

Voici comment ils ont abordé ensemble, pour nos lecteurs, le problème que posent la situation du savant dans la société et le rôle qu'il pourrait et devrait y jouer.

« La science progresse en insistant sur

L'Express. — Comment concevez-vous aujourd'hui le rôle du savant dans la société ?

ROBERT OPPENHEIMER. — Je crois qu'il faut se méfier de l'image stéréotypée que l'on se fait parfois du savant. Si l'on considère l'ensemble des activités relatives à l'acquisition ou à l'exploitation du savoir, on constate qu'elles occupent une partie appréciable de la population humaine. On a calculé que le nombre de ceux qui s'y consacrent a doublé tous les dix ans depuis près de deux siècles. Il en résulte que ce qu'on peut appeler la communauté scientifique est extrêmement hétérogène dans ses buts, ses intérêts, ses méthodes, et qu'il est impossible de donner une image du « savant type ».

Il y a cependant une chose commune à tous les membres de la communauté scientifique, qu'il s'agisse des inventeurs ou des utilisateurs, des biologistes, des archéologues, des astronomes ou des physiciens, c'est la rigueur des relations qu'ils entretiennent avec leurs collègues immédiats, l'absence d'ambiguïté des termes qu'ils utilisent, l'objectivité de la communication qui s'établit entre eux.

Sans doute est-ce un des exemples les plus utiles que la science nous offre : celui d'individus qui ont appris par tradition et par éducation à s'exprimer de telle façon qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur ce qu'ils veulent dire, chacun d'eux pouvant vérifier l'exactitude et l'objectivité de ce que les autres lui disent.

Sur un plan plus général, il est certain que le prodigieux développement du savoir qui a marqué les dernières décennies a profondément bouleversé tous nos problèmes.

Chacun sait — et les journaux nous le répètent chaque jour — ce qu'il a transformé dans le domaine de la politique, de l'économie, de la technique. Ce qu'on sait moins, c'est qu'il a également modifié la structure même du savoir. Il ne s'agit plus maintenant d'un ensemble unifié de connaissances qui serait accessible à chacun, avec quelques domaines particuliers de spécialisation, mais d'un immense éventail de connaissances hautement spécialisées qui ne se recoupent que sur des bases très étroites. Notre culture n'a plus rien de commun avec les cultures médiévales ou classiques ; il est impossible d'en faire une synthèse et chacun doit cultiver son propre domaine tout en restant ouvert et accessible au travail des autres.

Cet éparpillement de la connaissance rend plus difficile le problème de la communication entre les hommes, mais en fait précisément le problème le plus important de notre époque. C'est de l'honnêteté et de la vitalité des relations entre les différentes branches d'activité que dépend en effet la cohésion de notre société.

On ne peut pas apprendre aux enfants *tout* ce qu'ils auraient besoin de savoir et c'est pourquoi il est essentiel de maintenir la communi entre les différents secteurs d'activité. Dan grande société fluide comme celle des Unis, nous devons faire d'énormes efforts maintenir la cohésion intérieure. Nous n'y venons pas très bien et je constate que bea de gens, à Paris, connaissent la même pr pation. Nous sommes encore incapables de la fraternité que les problèmes de notre rendent nécessaire. C'est à mon avis une très grave.

L'Express. — Quels sont les obstacl s'opposent à cette fraternité ?

ROBERT OPPENHEIMER. — Sur le plan inté il y a d'abord la paresse, la lassitude, le grand nombre. Il y a aussi le principe de l rarchie, qui pousse les individus à défend positions qu'ils ont acquises. Aux Etats-Unis, leurs, où nous avons beaucoup plus de profe que vous, nous n'attachons pas une très g importance au rang et aux titres.

Cette indifférence a certains inconvé mais aussi un grand avantage : on ne songe à « protéger sa place ». Mais la structure h chique constitue certainement un obstacle communication.

Sur le plan international, les obstacles le tragiques sont le fait du totalitarisme et des tions au totalitarisme, chaque nation cher d'abord à se protéger contre une menace rieure.

Le savant reste un personnage bizarre

FRANCIS PERRIN. — Je voudrais faire un mentaire sur ce que vous avez dit tout à l' de « l'éclatement » de la connaissance sci que. Il est incontestable qu'aucun homme n aujourd'hui connaître même l'essentiel de les connaissances, tant elles se sont étend diversifiées.

Mais, du point de vue des idées fondamen je crois qu'il est plus facile aujourd'hui q a un siècle d'avoir une connaissance des rentes sciences. Il y a maintenant une inte tration beaucoup plus grande qu'autrefois les sciences dites exactes.

Il y a un siècle, la biologie se limitait à l cription des espèces. Elle se fonde aujou sur une série de découvertes d'une très g importance qui ne représentent pas un v de connaissances extraordinaire. Un phys par exemple, peut acquérir les notions ess les de biologie sans avoir à étudier cette s pendant des années.

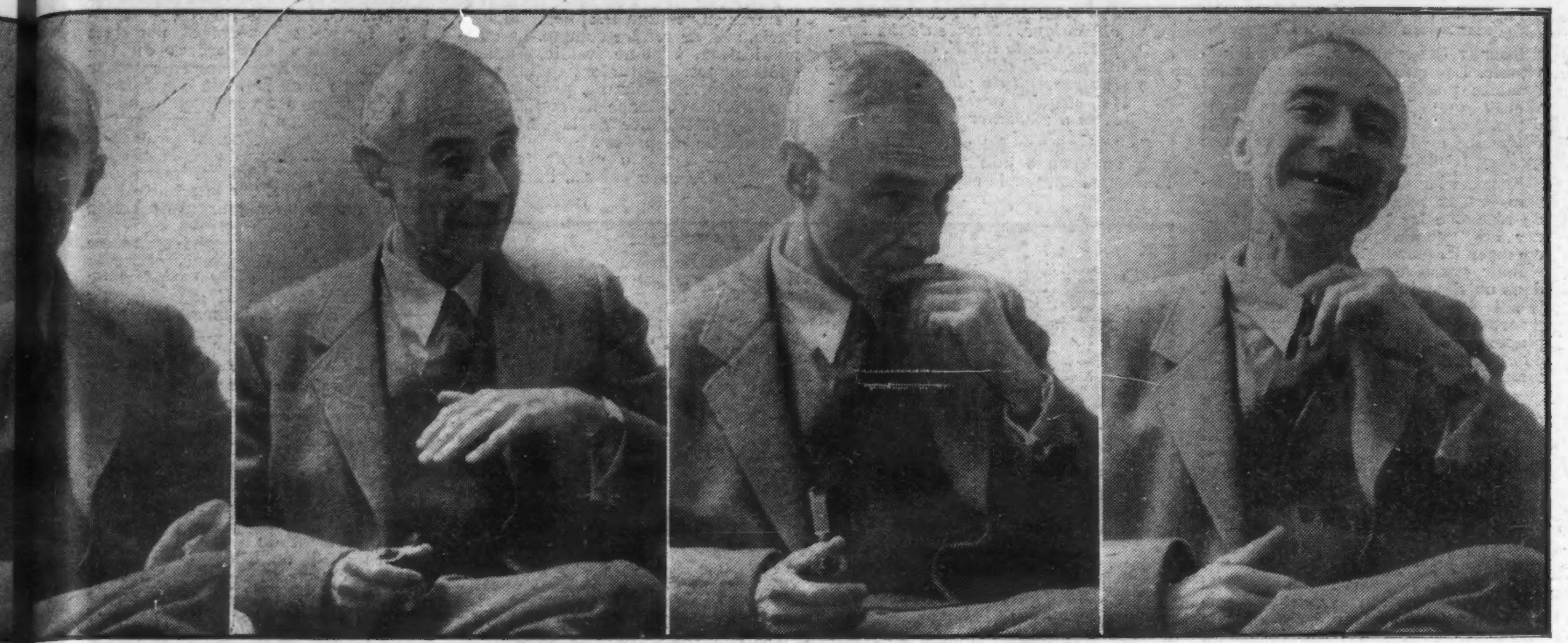
Je crois que ce qu'il y a d'essentiel da différentes sciences forme de plus en pl ensemble cohérent et que cet ensemble n'est être pas plus important que celui de tout connaissances il y a un siècle.

ROBERT OPPENHEIMER. — C'est exact sens qu'il n'y a pas de « saut » infranchi entre les différentes disciplines scientifiques au contraire une unité potentielle de la t des connaissances. En fait, pourtant, chaq

(Rodriguez.)

FRANCIS PERRIN ET ROBERT OPPENHEIMER RÉUNIS A « L'EXPRESS »
« Nous sommes encore incapables de créer la fraternité que les problèmes de notre temps rendent nécessaire. »

ENCONTRENT A « L'EXPRESS »



ROBERT OPPENHEIMER
tude, tandis que la politique progresse en les masquant. Elle ne progresse pas d'ailleurs, elle fonctionne. »

cipline ne peut être vraiment comprise que de l'intérieur. Les problèmes biologiques ont leur style, leur ordre, leurs difficultés, qui ne sont pas du tout les mêmes que ceux des problèmes de physique. Ce n'est pas qu'il y ait contradiction entre eux, mais il s'agit d'ordres d'expériences différents.

FRANCIS PERRIN. — Certainement. Pour prendre un exemple, la plus grande pénétration que nous avons aujourd'hui des explications physico-chimiques en biologie ne nous conduit pas à soutenir le point de vue — souvent exprimé au début du siècle — selon lequel la biologie se réduit à la physico-chimie. Je crois au contraire que nous approchons du moment où nous comprendrons mieux ce qu'il y a de propre à la biologie par rapport aux sciences physiques.

L'Express. — Croyez-vous que cet enrichissement et cet élargissement constants de la science permettent au savant de mieux s'intégrer dans la société ou creusent davantage encore le fossé qui le sépare du reste de la collectivité ?

ROBERT OPPENHEIMER. — Les deux évolutions sont possibles. Nous avons à cet égard une énorme responsabilité qui est celle de la formation de la jeunesse. Nous devons faire tous nos efforts pour lui inculquer l'esprit scientifique, pour lui apprendre l'objectivité, la rigueur, la clarté. Dans notre société, le savant reste un personnage bizarre, comme le poète. Mais il ne doit pas désespérer de trouver une véritable audience humaine.

FRANCIS PERRIN. — Il est très important, en effet, d'adapter notre éducation de façon à enseigner à tous les jeunes sinon la science, du moins ce qu'est l'attitude scientifique. Il faut pour cela leur inculquer certaines connaissances particulièrement typiques du point de vue de la méthode et de la signification.

On remarque, d'ailleurs, que les jeunes qui ont été formés dans une atmosphère où ces idées étaient devenues courantes assimilent beaucoup plus facilement la théorie des quanta, par exemple, ou celle de la relativité, que n'ont pu le faire les hommes de ma génération. Qu'on songe à la difficulté qu'il y avait autrefois à concevoir que la Terre était ronde et que les hommes des antipodes marchaient la tête en bas. Maintenant, tous les enfants trouvent que c'est une notion très simple. Je suis persuadé qu'en modifiant notre enseignement, nous pouvons rendre plus accessibles à tous certaines idées fondamentales de la science moderne.

L'Express. — Estimez-vous qu'un progrès quelconque a été réalisé dans la formation des jeunes et du public en général ?

FRANCIS PERRIN. — En France, je crains que nous n'ayons plutôt été en régression depuis plusieurs années. Nous avons énormément à faire pour rendre à la formation scientifique son véritable caractère, c'est-à-dire pour apprendre aux jeunes à incorporer dans leur attitude vis-à-vis du monde extérieur ce qu'ils peuvent tirer de la science moderne.

ROBERT OPPENHEIMER. — Le problème est aussi grave dans mon pays bien qu'il ne se pose pas de la même manière. Nous n'avons pas l'enseignement un peu stérilisé qui s'est établi en France, avec ses matières et ses programmes rigides consacrés par la tradition. Ce qui se passe chez nous est bien pire : on enseigne de moins en moins de choses.

L'Express. — L'enrichissement permanent de la science oblige de plus en plus les hommes de gouvernement à entretenir des contacts étroits avec les scientifiques qui ont maîtrisé certaines connaissances. Quel doit être, à votre avis, le rôle du savant à l'égard de la politique ?

Ce qu'il faudrait, c'est un peu plus d'humour...

ROBERT OPPENHEIMER. — Le problème se pose à trois niveaux différents. Tout d'abord, les hommes de gouvernement ont-ils besoin de l'avis des experts sur les problèmes pratiques et techniques ? La réponse est : oui. Ont-ils besoin d'avoir une culture scientifique pour utiliser ces avis ? La réponse est : non. Ont-ils besoin d'avoir une meilleure appréciation de la nature et de la forme des vérités scientifiques ? Je le crois.

Par exemple, on entend souvent dire par des hommes politiques qu'il existe une grande incertitude sur les effets des radiations atomiques. Il y a une certaine incertitude. Mais comparée à celle des matières dont les politiciens parlent ordinairement, cette incertitude équivaut à une certitude absolue. Vivant eux-mêmes dans un univers de ténèbres, ils ne peuvent comprendre ce que nous voulons dire lorsque nous affirmons « ne pas être tout à fait sûrs ».

FRANCIS PERRIN. — Il y a là un langage différent. Ils ne comprennent pas que le doute scientifique est une certitude beaucoup plus grande que celle de la plupart des questions qu'ils traitent.

ROBERT OPPENHEIMER. — La science progresse en insistant sur les points d'incertitude tandis que la politique progresse en les masquant. Elle ne progresse pas, d'ailleurs ; elle fonctionne.

Un autre aspect du problème, c'est que les gouvernements ont la responsabilité de la politique scientifique et de l'enseignement en général. Il est clair que les dirigeants politiques doivent avoir à cet égard un haut degré de compréhension des valeurs scientifiques.

FRANCIS PERRIN. — Je crois qu'il faudrait aussi songer, indépendamment de la consultation des experts techniques, à l'utilisation des scientifiques comme conseillers des gouvernements. Je ne demande pas le pouvoir pour les scientifiques mais je crois qu'en tant qu'hommes ayant l'habitude des méthodes scientifiques, ils pourraient donner des avis utiles.

C'est ce qui a été fait pendant la guerre en Angleterre avec l'organisation de la « recherche opérationnelle ». On a vu des biologistes s'occuper des conditions générales d'un bombardement et un spécialiste des rayons cosmiques démontrer aux autorités que les convois à travers l'Atlantique devaient être deux ou trois fois plus importants.

Je crois que les gouvernements — qui ne pourront jamais être aussi bien « formés » à la méthode scientifique que le voudrait le professeur Oppenheimer — devraient demander des avis scientifiques sur la façon, je ne dis pas de résoudre, mais d'aborder certains problèmes.

ROBERT OPPENHEIMER. — Il faut être prudent avec la notion de « méthode scientifique » en général, car elle recouvre un mythe dangereux ; il n'y a pas « une » méthode scientifique. Mais je crois que vous avez tout à fait raison : lorsqu'un problème est bien délimité, l'application de l'analyse scientifique et mathématique peut suggérer rapidement une solution. C'est le principe de la recherche opérationnelle. Il faut cependant reconnaître les limites de cette méthode, qui ne convient que pour les problèmes précis de caractère mathématique ou du moins semi-quantitatif.

L'Express. — Il y a en effet un divorce presque complet entre la science, qui est exactitude, et la politique qui est théâtre.

Mais n'est-il pas déroutant que même sur des problèmes purement techniques comme celui des retombées radioactives, par exemple, les scientifiques émettent des opinions totalement différentes ?

ROBERT OPPENHEIMER. — C'est exact. Nous avons assisté à des querelles amères entre scientifiques sur la question des essais nucléaires et c'est précisément une des raisons pour lesquelles je crois qu'il faut être très prudent en demandant que les scientifiques soient chargés de résoudre les problèmes.

Actuellement, la confusion règne parce que les gens ne parlent pas le même langage et répondent différemment à des questions différentes. Ce qu'il faudrait, c'est un peu plus d'humour, un peu moins de secret, et un effort libéral pour clarifier les problèmes. Il est très regrettable que des scientifiques aient paru en désaccord sur certaines questions alors qu'ils n'avaient aucune raison de l'être, leurs informations étant rigoureusement les mêmes.

Les hommes politiques ne comprennent pas

FRANCIS PERRIN. — Il ne faut pas demander aux scientifiques : « *Les retombées radiourtives sont-elles ou non dangereuses pour l'humanité ?* » Des réponses techniquement identiques peuvent en effet être interprétées politiquement de façons différentes selon la manière dont elles sont présentées.

Je m'explique : nous ne savons pas exactement quelle sera l'augmentation des cas de leucémie produite par les retombées radioactives, mais les évaluations que l'on peut faire montrent qu'elle sera faible en pourcentage bien que portant sur un grand nombre d'individus.

On peut donc dire : « Le nombre de morts par leucémie augmentera de moins de 1 % » (et il y a beaucoup de facteurs qui influent bien plus gravement sur la mortalité par cancer, la fumée du tabac par exemple) ; ou bien : « les retombées radioactives feront 10.000 morts dans les dix années à venir ». Ces deux formules auront des ré-

→

sonances très différentes dans le public, bien qu'elles expriment exactement la même chose.

L'Express. — N'est-il pas possible que des hommes de science appelés à conseiller les hommes politiques prennent en considération, pour leurs réponses, des éléments non scientifiques ?

ROBERT OPPENHEIMER. — C'est inévitable. Les questions posées par les hommes politiques sont d'ailleurs si vagues que les scientifiques sont d'abord obligés de les redéfinir, ce qui détermine déjà la nature de la réponse qu'ils y feront.

FRANCIS PERRIN. — Ce qu'il faut demander aux scientifiques, ce n'est pas de résoudre les problèmes mais d'aider les hommes politiques à mieux comprendre comment ils se posent.

Pour prendre un exemple précis dans un domaine que je connais bien, je suis étonné et inquiet de voir l'extraordinaire légèreté avec laquelle la plupart des hommes politiques considèrent les problèmes d'armement atomique et de guerre atomique.

Je ne parle que pour la France, bien entendu, et je ne dis pas qu'il en aille de même dans les autres pays. Ce n'est pas par manque de conscience mais parce que les hommes politiques ne comprennent pas la nature du problème et l'abordent avec des idées extraordinairement désuètes et inadéquates.

Prenons le cas de la défense du territoire en cas de guerre atomique. J'ai vu des hommes qui avaient des responsabilités locales bouleversés par le fait que la destruction atomique d'un certain barrage entraînerait une pénurie de courant dans la région parisienne et l'inondation complète d'une ville de 20.000 habitants. C'est exact, bien sûr, mais ces préoccupations sont sans commune mesure avec la véritable menace que représente la guerre atomique.

ROBERT OPPENHEIMER. — Il y a à cet égard une différence de sensibilité entre les scientifiques — notamment ceux d'entre nous qui ont été directement liés à la mise au point des armes atomiques — et les hommes politiques. Nous ne pouvons nous empêcher de penser que l'apparition de ces armes représente un bouleversement radical de l'histoire humaine et que l'avenir de l'humanité dépendra en grande partie de ce bouleversement. Les gouvernements, au contraire, se sont contentés jusqu'à présent d'intégrer les armes atomiques à leur diplomatie nouvelle comme un simple « détail nouveau ».

Les scientifiques ont le sentiment qu'il s'est produit un événement d'une importance capitale qui exige un profond changement d'attitude, mais ils sont entourés de gens qui ne paraissent pas s'en rendre compte.

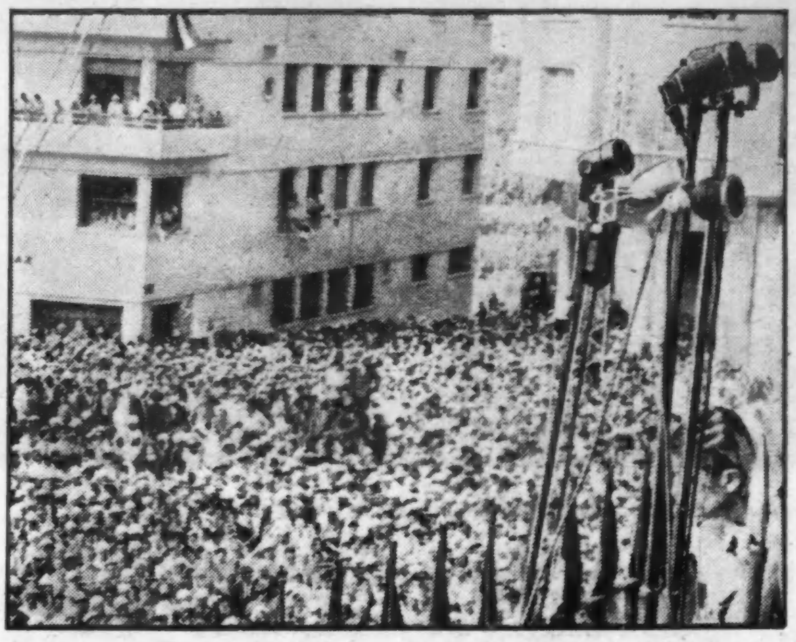
(Copyright « L'Express ».)

INFORMATION

La R.T.F. indésirable à Alger

« J'AI *l'honneur de vous informer que, sur le plan psychologique, l'arrivée de deux reporters de la R.T.F. dans l'avion du général de Gaulle venant de Paris, serait du plus mauvais effet, et qu'ils ne seront pas autorisés à travailler à Alger.* »

Ce télégramme fut adressé dans la nuit du 2 au 3 juin au ministre de l'Information, par le capitaine des parachutistes Rebb, chargé du contrôle de Radio-Alger.



(J.-P. Pradier-Delmas)

LA RADIO ÉTAIT LA
« Pas de temps à perdre avec ces s... »

Dès qu'il le reçut, André Malraux téléphona au colonel Lacheroy, supérieur du capitaine Rebb, et responsable de l'action psychologique en Algérie. Le ministre lui demanda fermement d'accueillir les représentants de la R.T.F. comme les autres journalistes français et étrangers, et de les laisser accomplir leur mission sans entrave.

Néanmoins, lorsque les deux envoyés spéciaux du « Journal parlé » Frédéric Pottecher et Michel Péricard, se présentèrent dans l'après-midi du 4 juin au bureau du capitaine Rebb, dans les locaux de la R.T.F. d'Alger, rue Joffre, et demandèrent comment ils pourraient envoyer leurs reportages à Paris, il leur fut répondu qu'il n'en était pas question, et que toutes les émissions seraient assurées par les « journalistes » de Radio-Alger, c'est-à-dire ceux agréés ou même désignés par le Comité de Salut public...

Pour « attitude équivoque »

Pottecher et Péricard exigèrent d'entrer en relation téléphonique avec Paris, afin de rendre compte. La communication, à peine établie, fut aussitôt coupée. C'est alors qu'intervint un certain J. Delalande, président du Comité de Vigilance de la R.T.F. en Algérie, et titulaire de la carte professionnelle de presse.

— *Il n'y a pas de temps à perdre avec ces s...*, hurla-t-il à travers les escaliers, *qu'ils retournent d'où ils viennent.*

Cinq jours plus tôt, le même J. Delalande avait signé une motion dénonçant plusieurs de ses confrères du « Journal télévisé » d'Alger et deux chefs de service de la R.T.F. auxquels il reprochait leur « attitude équivoque ». Il y remerciait, d'autre part, le Comité Central de Salut public d'avoir « *délégué un conseiller technique chargé de donner une impulsion nouvelle au Journal télévisé* ».

« A nous, et à nous seuls... »

Tandis que Pottecher et Péricard quittaient la rue Joffre, les deux envoyés spéciaux du « Journal télévisé » de Paris, Michel-Droit et Claude Henri Salerne, recevaient un accueil à peu près identique dans le bureau du capitaine de parachutistes Vastin, siégeant au Gouvernement Général, comme adjoint du colonel Lacheroy.

— *Comment êtes-vous arrivés ici ?* leur dit celui-ci. *Vous ne savez donc pas que vous êtes indésirables en Algérie depuis que les gens de la R.T.F. de Paris se sont conduits comme des dég... vis-à-vis de ceux d'Alger. Nous n'avons aucun besoin de vous, car c'est à nous, et à nous seuls, qu'il appartient de rendre compte de ces journées glorieuses.*

Les deux journalistes parisiens firent observer au capitaine que si le Directeur général de la R.T.F. avait jugé bon de les adjoindre pour la circonstance à leurs collègues locaux, c'est qu'il avait sans doute ses raisons, et que la direction régionale d'Alger n'avait qu'à exécuter les instructions venues de Paris.

— *En tout cas,* reprit le capitaine qui s'en tenait à son idée, *la R.T.F. de Paris s'est conduite de façon dég... avec Alger.*

— *Et comment qualifiez-vous la conduite d'un rédacteur en chef, journaliste professionnel, qui dénonce quatre de ses collaborateurs aux autorités militaires, trois de ceux-ci étant arrêtés le lendemain parce que le quatrième avait pu s'échapper de justesse ?* demandèrent Michel-Droit et C.-H. Salerne.

Ils faisaient allusion ainsi aux quatre journalistes de Radio-Alger qui avaient assuré le fameux « duplex » du 14 mai avec Paris, et dont trois furent placés en résidence surveillée après intervention de leur rédacteur en chef, avant de pouvoir regagner la France métropolitaine.

Prévenu des difficultés rencontrées par ses « envoyés spéciaux », M. Delaunay prit alors contact avec le ministre qui confirma ses ordres précédents au colonel Lacheroy, mais ne fut pas davantage obéi.

Ainsi les différents reportages d'Algérie sur l'ensemble du réseau national furent-ils exécutés par les « journalistes » aux ordres du Comité de Salut public. Pour en éliminer toute trace d'un ridicule peu souhaitable, il fallut donc se livrer dans les studios parisiens à un important travail de montage, et ne laisser subsister que les discours du général, ainsi que les éléments sonores vierges de tout commentaire. Car le reportage en direct du premier jour avait rendu méfiant.

Comment garder son sérieux, même dans une minute historique, lorsqu'on entend ceci : « *Le général de Gaulle arrive. Il est toujours aussi grand... Je me penche pour voir, non je ne vois rien. Le général va à droite, non il ne va pas à droite... Je vais me mettre à l'arrière de la voiture pour voir à l'avant...* »

Le général Soustelle

Les spectatrices, victimes de malaises, nous valurent ce mot : « *Les parachutistes s'occupent des femmes !* »

Le président du Conseil eut droit plusieurs fois au titre de « chef de l'Etat », ce que M. René Coty dut apprécier médiocrement.

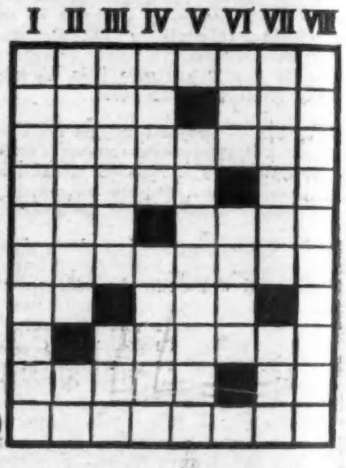
Quant à M. Soustelle, les reporters néophytes dépassèrent pour lui toutes les consignes du Comité de Salut public qui leur prescrivaient d'ignorer les ministres venus de Paris, et d'exalter le rôle de l'ancien gouverneur général.

— *Tout le cœur de la France acclame le nom de Jacques Soustelle,* s'écria l'un d'eux.

Un autre dans un grand élan lyrique l'appela « *Général Soustelle* ».

Conclusion : « *Il n'y a pas de sot métier... Soyez plutôt maçons si tel est votre état.* »

Mots croisés N° 139



HORIZONTALEMENT. — 1. Cette île coloniale évoque l'idée de comptoir. — 2. Ses arbres permettent de voir la forêt. Passée du papier dans la cervelle. — 3. Parfois le point de départ d'une aventure — 4. Vient parfois après l'indication du salaire en espèces. Désinence fréquemment entendue dans les hôpitaux. — 5. Léger, quand il est doublé. Vous êtes dessus, cher lecteur. — 6. Blanchisseuse du Second Empire. — 7. Les trains peuvent y bifurquer. Un additif qui abrège. — 8. Grec romain. — 9. Comment Cléopâtre appelait peut-être son célèbre amant. Témoin qui ne peut être convoqué par le juge d'instruction. — 10. Qui sort du commun.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	D	E	D	I	C	A	C	E
2	E	V	A	D	E	■	E	L
3	L	A	T	I	T	U	D	E
4	I	S	E	O	■	L	E	V
5	V	I	■	T	A	T	R	A
6	R	O	D	E	U	R	■	T
7	A	N	E	■	G	A	R	O
8	N	■	C	H	U	■	E	I
9	C	O	H	E	R	E	U	R
10	E	C	U	M	E	U	S	E

SOLUTION DU N° 138

VERTICALEMENT. — 1. Tout ce qui est bête peut l'intéresser. — II. Autour de points menacés. Diminutif de noms masculins. — III. Ce n'est pas l'équivalent de blanchir, mais le résultat n'en est pas moins tel. Dans une locution qui peut s'appliquer à la Française rousse du touriste anglais. — IV. Mal vu du collègue indolent. N'est pas nécessairement à la queue, comme il se dit. — V. Des conseillers, des secrétaires, des attachés. — VI. Répété deux fois à l'endroit d'un texte peu sérieux. Suit Costa. — VII. D'un département méditerranéen. Taine est souvent allé avec lui. — VIII. Question réponse d'un sceptique.

MÉDECINE

Le refus de la douleur

A Bordeaux, il y a quelques jours, un jeune Français de 29 ans, M. Yvon Yva, s'est fait opérer de l'appendicite sans la moindre anesthésie générale ou locale. Totalement conscient, il a commenté l'intervention. Quand tout a été terminé, il s'est levé, a enfilé sa robe de chambre et est allé téléphoner à sa femme.

Le chirurgien, qui tient à garder l'anonymat, s'est déclaré satisfait du comportement de son patient. Cette intervention aurait été, pour lui, riche d'enseignements.

En 1956, Yvon Yva a été proclamé vainqueur aux Championnats mondiaux de Fakirisme. Il se défend pourtant d'être fakir et veut, au contraire, prouver « qu'avec sa seule volonté un Européen peut accomplir ce que les Hindous réalisent par leur fanatisme et leur mysticisme ». Car Yvon Yva est un apôtre de la volonté qui permet surtout de vaincre la peur. Chaque soir, il se transperce la gorge, la langue, les glandes mammaires. Il s'applique à lui-même la prise d'étranglement de judo (qui a récemment failli lui coûter la vie à Limoges). Il se laisse enterrer dans un cercueil, emmurer vivant. Comment peut-il faire tout cela ? Faute de constatations scientifiques rigoureuses, on en est réduit aux hypothèses.

Les hommes sans douleur

Il y a quelques mois en Angleterre on a filmé et télévisé une opération chirurgicale sans anesthésie. Mais l'insensibilité était alors obtenue par hypnotisme. Et ce n'était pas si nouveau, puisque, vers 1850, un chirurgien anglais, Esdaile, de l'hôpital de Calcutta, pratiquait couramment ce mode d'anesthésie.

On connait, d'autre part, des cas d'insensibilité congénitale. Des personnes naissent incapables de ressentir, donc de reconnaître la douleur.

Dans les annales médico-psychologiques, le Dr Gayral, de Toulouse, rapporte le cas d'une femme qui, enceinte cinq fois, ne put mettre au monde qu'un seul enfant vivant.

Chaque fois, son insensibilité et son manque de réaction entraînaient la mort du nouveau-né. Si l'un d'eux survécut, ce ne fut qu'au prix d'une surveillance incessante à l'approche du terme.

La douleur-plaisir

On sait, par observation commune, que la douleur est plus ou moins intense selon l'attention qu'on lui accorde, et que la sensibilité du sujet peut modifier sa signification dans une situation précise. La souffrance peut conduire à l'extase. Le masochisme n'est pas une vue de l'esprit. Une expérience de Pavlov permet d'ailleurs de le mieux comprendre.

Si l'excitation électrique, douloureuse, de la patte d'un chien est liée à la présentation de la nourriture, cette excitation n'entraîne pas seulement la salivation et la joie, mais cesse de provoquer le réflexe normal : la flexion de la jambe. Elle n'est plus un signe d'alarme, mais le signal d'un plaisir.

On a beaucoup discuté de l'utilité de la douleur, et Leriche avait même observé que la maladie pouvait se réduire à la douleur elle-même et à ses conséquences. Il suffit ainsi de faire cesser la douleur d'une entorse par des injections de novocaïne pour que l'entorse elle-même (enflure, impotence fonctionnelle, etc.) disparaisse.

La douleur-maladie

Il y aurait donc une douleur immédiatement utile qui ferait retirer la main d'une flamme, fermer l'œil devant une lumière brutale, et une autre douleur sans utilité (névralgie essentielle, par exemple) qui ne tirerait sa valeur de signal qu'en présence d'un médecin capable de l'interpréter : crise aiguë d'appendicite, par exemple.

La douleur, en tout cas, est une donnée naturelle. Elle a son réseau particulier qui peut suivre les voies de la sensibilité commune ou les trajets sympathiques. Tous les messages sont ensuite recueillis à la base du cerveau au niveau du thalamus où la sensation de douleur est brutale, indifférenciée. C'est l'écorce cérébrale qui la situe, lui donne sa signification, et cette activité se manifeste par une modification de l'électroencèphalogramme.

Les hystériques peuvent présenter de l'insensibilité (ou de l'hypersensibilité) dans certaines régions de l'organisme. Si on excite ces zones, il n'y a pas de modifications de l'électroencéphalogramme. L'écorce cérébrale est restée indifférente. Mais un médecin a pu montrer sur lui-même qu'en supportant stoïquement une douleur, il pouvait en même temps provoquer cette indifférence corticale.

Hypnose et hystérie

Il y a donc un refus possible des messages douloureux au niveau de l'écorce. Dans l'hystérie et l'hypnose, il s'agit d'un arrêt involontaire reproduisant peut-être fonctionnellement ce que réalisent les interventions de psycho-chirurgie. Ce sont des modifications similaires qu'entraînent les techniques du fakirisme qui sont apparentées de près à l'autohypnose. C'est dans l'application de ces techniques qu'intervient la volonté, donc d'une manière indirecte.

Mais la volonté est-elle capable, à elle seule, de provoquer directement cette déconnection fonctionnelle ? Il est permis d'en douter. Toutefois on peut imaginer qu'une personne particulièrement sensible à la suggestion et possédant une technique simple d'autohypnose, perfectionnée par des exercices quotidiens, soit capable de rendre ses douleurs supportables. Classique ou non, cela reste du faki-

→

JEU

CINQ LÉGENDES POUR L'HISTOIRE

Ces cinq photos marquent cinq jalons essentiels de la carrière politique du général de Gaulle et aussi du « gaullisme ». Si vous aviez eu, pour chacune d'elles et à l'époque où elles furent prises, à trouver dans l'Histoire ou la littérature, la légende d'une couverture de « L'Express », quelles citations auriez-vous choisies ?

Nous publierons les dix meilleures réponses et leurs auteurs recevront, selon leur choix, un disque microsillon longue durée ou un ouvrage de La Pléiade.

JUIN 40
L'appel de Londres

AOUT 44
Libération de Paris

JANVIER 46
La retraite

AVRIL 47
Le R.P.F.

JUIN 58
Retour au pouvoir

Profitez de vos vacances « 58 »

pour VISITER LA BELGIQUE...

...Son exposition universelle
Son littoral
Ses villes d'art
Ses Ardennes

Partout, VOUS TROUVEREZ LE MEILLEUR ACCUEIL

VACANCES BELGIQUE 1958...
LE PLUS EXTRAORDINAIRE CONGE DE VOTRE VIE !

POUR RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :
COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME
BRUXELLES - 7, boulevard de l'Impératrice (Gare centrale)
PARIS - 14, rue du 4-Septembre

Problème bureaux...

51, rue Vivienne, PARIS 2e GUT. 44-26 +
Angle Boulevards - Parking dans l'immeuble

SOLUTION AIGLE

Demandez conseil à nos techniciens qui connaissent à fond les besoins des entreprises et qui sauront adapter les moyens de l'organisation moderne à votre problème particulier.

★ 2.200 m2 d'exposition
★ 700 modèles toujours en magasin
★ Une solution pour chaque problème pour chaque budget

MONSIEUR LE MAIRE NOUS A COMPRIS

par JEAN-LOUIS BORY

C'ETAIT samedi matin. Le dernier samedi, l'avant-dernier matin de la IVe. Depuis plusieurs jours que j'avais adhéré au Comité de vigilance antifasciste de mon arrondissement, j'avais l'impression de vivre dans un roman de Malraux. Du Malraux de la IIIe. Mais du mauvais Malraux. Du Malraux mou.

Nous avions décidé d'aller voir le maire. Pour lui dire quoi ? Que nous existions, que nous ne dormions pas, que nous ne dormions plus (à la lettre pour beaucoup de camarades), que nous étions prêts à beaucoup, sinon à tout, pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être. Nous lui parlerions avec feu, avec enthousiasme. Peut-être même accepterait-il d'adhérer au comité ? De le présider ? Ou du moins, républicain par fonction (et peut-être même par tempérament ou par conviction, sait-on jamais ?) accepterait-il de nous aider ou d'être aidé par nous ?

Mariages à la chaine

C'était samedi matin. Rendez-vous avait été pris pour 11 heures moins le quart. Comme il faisait beau ! Devant la mairie, il y avait des arbres, des gens, des voitures. L'une d'elles s'arrêta devant moi. De dessus les coussins du fond, une dame glapit, en agitant un long gant crème :

— Il faut retourner chercher Raymonde !

— Ne crie pas si fort, maman.

C'était vrai, le jeune homme avait raison, quelque chose ou quelqu'un était en train de mourir. Il n'est pas bien élevé de crier dans ces moments-là. Un agent s'approcha, engueula le conducteur : « Vous êtes sur les clous, allez, ouste ! ». D'ailleurs, on allait chercher Raymonde. La vie, elle continuait.

Dans la mairie, activité normale : celle d'une ruche à petite excitation. M. le maire n'était pas encore là. Oui, il devait venir. Bien sûr, il viendrait. Nous nous rangeâmes dans un coin. Nous ne voulions pas déranger. Agonisante, la IVe mariait à tour de bras, à la chaine. Elle faisait le gros. Il paraît que c'est ainsi tous les samedis, les mariages y sont gratuits. J'avais failli terminer mon existence de citoyen de la IVe dans l'ignorance de ce détail.

Un monsieur, écharpe tricolore sur le gilet, adressait un laïus collectif à une salle comble de couples non encore républicainement unis. Non, ce n'était pas le maire. Un adjoint. Celui avec qui mes amis étaient, la veille, convenus du rendez-vous de ce matin. Il s'était montré très cordial, volubile même. Il avait raconté sa vie, sans doute pour prouver qu'il était bon républicain. En effet : bien que catholique et quoique pratiquant (« Puisque je suis M. R. P. », précisa-t-il), il avait vécu de nombreuses années en concubinage avec une dame. Le doute n'était plus permis.

M. le maire parut, sous la forme d'une calvitie grimpant un escalier. Parvenu à notre niveau, il se précipita sur la main tendue des huissiers, la leur serra avec effusion. Les huissiers durent plus longtemps que les maires. Nous fîmes un pas. Le maire s'escamota derrière un pilier. Un des huissiers vint nous prévenir : oui, Monsieur le maire allait nous recevoir, il s'excusait... Dans quelques instants seulement, un collègue à recevoir, on devait comprendre... On comprenait. On commençait même à comprendre très bien.

Infiniment bienveillant

Après un temps de suspens dans une antichambre à chaisettes dorées, enfin, le maire. Il se précipita sur nous comme sur des huissiers — mettant toutefois plus de distance dans ses poignées de main. L'huissier, c'est l'éternel. Mais nous, qu'étions-nous pour lui ? Le passé ? Le futur ? Les présentations furent rapides, confuses — comme toujours dans ces cas-là, où la politesse vous empêche de faire répéter les noms. Fauteuils confortables. M. le maire souriait avec infiniment de bienveillance — de compréhension. Notre porte-parole attaqua sans attendre : petit laïus ferme, précis. Ah ! comme M. le maire nous comprenait.

— Je sais, je sais. Mon premier adjoint m'a prévenu de votre visite. Mais...

Il nous « comprenait - mais ».

— Je tiens à rendre hommage, — mais si, mais si — à votre patriotisme. Mais... Mais. Mais prendre de pareilles responsabilités... Mais savait-on que le pouvoir des maires aujourd'hui...

— Je n'ai pas le droit de recevoir, d'accueillir dans ma mairie, je ne sais pas, moi, tenez : un parent, sans autorisation préfectorale. Voulez-vous que j'en réfère à M. le préfet ? Je peux même, si vous le désirez **(il accentua son bon sourire)** transmettre à M. le préfet la liste des personnalités composant votre comité ?

» Mais les listes, vous savez **(nous savons)**, dans de pareilles conjonctures, il n'est pas très prudent de les laisser traîner sur des bureaux...

Déjà vieille France

Toujours ce bon sourire. Il tendit un paquet de cigarettes qu'il venait d'éventrer d'un doigt. C'étaient déjà des Gauloises. Nous refusâmes le plus cordialement du monde. Nous étions tous cordiaux. La IVe allait mourir en toute cordialité — mieux : en pleine courtoisie. C'est cela, nous étions déjà « vieille France ».

— Vous êtes, dites-vous, le Comité de vigilance de l'arrondissement ? Le seul ?

— Non. Mais nous groupons les délégués de tous les comités et nous établissons la liaison avec le comité central qui coiffe les vingt comités d'arrondissement.

— Je sais, je sais. Je comprends bien. Mais n'existe-t-il pas, à côté du vôtre, un autre organisme ?...

— Clandestin ?

Le maire éclata de rire. Un bon rire !

— Pas encore !

Nous rîmes à notre tour. La cordialité se faisait débordante. Je ne voyais pas très bien ce que M. le maire cherchait à nous dire ou à nous faire dire. Un autre comité dont les communistes étaient soigneusement exclus ? Nous désignâmes la liste que M. le maire reconsidérait attentivement :

— Toutes les opinions, toutes les confessions, Monsieur le maire, sont ici représentées. Peut-être nous manque-t-il un M.R.P. ? Mais précisément, Monsieur le maire, si vous acceptiez...

Un ping-pong électoral

A ce moment précis, l'adjoint entra. Entracte, sans doute, du côté des mariages. Présentations. La cordialité se fit tutoyante entre les deux hommes — j'allais dire : les deux compères. Ils se renvoyèrent la balle pendant quelques minutes avec une habileté qui devait beaucoup à l'habitude. Comme je le disais à ces messieurs-dames... Comme je le disais hier à mon adjoint... Comme je le faisais remarquer à M. le maire... Très rapidement, nous ne sûmes plus très bien où nous en étions. J'avais quitté le Malraux pour l'Adamov : je participais à une scène supplémentaire de « Paolo Paoli ». L'écœurement chronique risquait de devenir cauchemar. Continuant leur ping-pong à la fois jésuitique et électoral, M. le maire et M. l'adjoint, cordiaux, bienveillants, compréhensifs — tous les deux souriants, tous les deux l'œil vif — refusèrent de communiquer l'adresse du Comité de vigilance M. R. P., l'adresse de la section M. R. P. de l'arrondissement ; ils refusaient de communiquer quoi que ce fût.

— Je ne pense pas que Monsieur le maire puisse...

— N'est-ce pas ? Tu es bien d'avis que...

— Comme je le laissais pressentir hier à ces messieurs-dames...

Et soudain, son numéro sans doute terminé, l'ex-concubin retourna marier.

Dehors, oh oui ! comme il faisait beau ! Un ciel pour paras. Nul doute : dans cet azur, au-dessus de cette église, face à cette mairie, aux yeux de ce maire-là, ils paraîtraient des anges. La roue de l'Histoire venait de tourner, sans trop grincer. Nous étions mûrs pour les voix du silence.

Sensationnel !

20 % DE TEMPS GAGNÉ GRACE aux Vols SANS ESCALE par Jet-prop Britannia

PARIS-NEW YORK EN 11H30

PARIS-TEL AVIV EN 5H30

CONFORT exceptionnel grâce à sa version de couchettes, 1re classe, De luxe "sleeperette" et touriste.

EN CLASSE ÉCONOMIQUE vous ne paierez que 114.300 Fr. sur Paris-New-York d'où une économie de 47.600 Fr.

Notre CRÉDIT-VOYAGE vous permettra de régler votre billet en 12 mensualités.

EL AL

LIGNES AÉRIENNES D'ISRAËL

TOUS RENSEIGNEMENTS : 5, AV. DE L'OPÉRA - PARIS 1er - OPÉ. 31-66 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

→

risme. Cela ne lui ôte d'ailleurs rien de son intérêt.

En effet, l'hypnose n'a pas seulement donné naissance à la psychanalyse et à la relaxation. Elle est, sous des formes diverses, utilisée par les médecins, et se révèle capable, associée à une rééducation psychique, de guérir par exemple les douleurs atroces des amputés.

Il faut cependant ajouter que tous ces processus s'accompagnent d'un rétrécissement du champ de la conscience et que l'atténuation ou la suppression de la douleur ne sont obtenues qu'à ce prix-là. Faire preuve de volonté et de liberté consisterait davantage à dominer la douleur qu'à la supprimer par des procédés où la volonté n'intervient que peu et indirectement.

DOCTEUR KNOCK.

RADIO

Les O.M. parlent sur O.C.

DEPUIS deux semaines, sur les bandes de 20 à 40 mètres, les auditeurs peuvent de nouveau entendre l'étrange langage des radio-amateurs français qui ont repris leurs correspondances avec tous leurs collègues étrangers.

L'état d'urgence leur avait interdit toute activité pendant la deuxième quinzaine du mois de mai, leur passion pouvant devenir dangereuse pour l'Etat, en cas de guerre ou de crise grave.

Le statut international des radioamateurs (qui s'appellent entre eux des « OM », de l'anglais « old man » : « mon vieux ») les autorise à traiter uniquement des problèmes techniques de radio-électricité. En aucun cas, ils ne peuvent aborder l'actualité politique, ni même les sujets personnels ou familiaux. Cette règle absolue s'annule pendant les guerres : les « OM » peuvent alors devenir des agents actifs

de leurs gouvernements ou de la résistance, comme ce fut le cas en France de 1940 à 1944. En temps de paix, les pouvoirs publics ferment les yeux lorsqu'un OM, dérogeant à la loi, transmet des messages d'urgence qui ne peuvent parvenir à leurs destinataires par d'autres moyens.

200.000 dans le monde

L'OM n'est pas un bricoleur comme les autres. Au début du siècle ce fut un pionnier. Maintenant, son âme d'ingénieur est doublée de celle d'un conquérant. Le monde qui lui appartient déjà est devenu trop petit. Il s'attaque à l'astronautique. En U.R.S.S. et aux Etats-Unis les pouvoirs publics font appel à lui pour capter les signaux des satellites artificiels.

Tous les laboratoires professionnels de radio sont aujourd'hui équipés pour la recherche, alors qu'il y a vingt ans le chercheur était presque toujours un amateur. Loin de diminuer, le nombre des OM a cependant augmenté depuis cette époque : ils sont aujourd'hui quelque 200.000 dans le monde qui trouvent un vif attrait à toutes les expériences de radio-électricité. Mais la grande passion des amateurs c'est la correspondance entre eux, d'un pays à l'autre. Plus le correspondant est loin, plus l'émotion ressentie est forte.

78 : tendresses

Ils parviennent aisément à franchir la barrière des langues. Traitant d'un unique sujet, ils emploient un langage technique facilement assimilable en anglais, langue de base de l'OM, mais aussi en espagnol et en français. Pour les transmissions lointaines beaucoup d'entre eux utilisent le morse.

Sur son émetteur l'OM appelle d'abord l'indicatif de la station avec laquelle il veut correspondre. Cet indicatif, strictement personnel, délivré par le gouvernement de chaque pays, comprend un préfixe de nationalité et un certain nombre de chiffres (celui de la France : F 3, 8, 9).

Lorsqu'il a obtenu son correspondant, il lui parle soit en clair, soit en morse par abréviations codées ou chiffrées :

OK : compris.
MSG : message.
K : transmettez.
73 : amitiés.
78 : tendresses.

Ces liaisons sont ensuite confirmées par l'envoi de cartes-souvenirs, véritables trophées servant de justificatifs aux diplômes délivrés soit par « l'Union internationale des radio-amateurs », soit par l'une des filiales nationales (celle de la France est REF, « Réseau des émetteurs français »).

Premier essai : 3 kilomètres

L'histoire de l'amateurisme est une épopée, jalonnée de dates célèbres, qui marquent la conquête du monde par les ondes radio. Moins spectaculaire et moins dangereuse que celle de l'aviation, elle représente autant de passion et d'acharnement.

Le premier essai eut lieu en 1907 à Paris, sur une distance de 3 kilomètres entre le n° 8 de la rue de la Mouillère et le 211 de la rue de Bourgogne : cinq pionniers, animés par un habitant d'Orléans, Pierre Louis, y participèrent.

Seize ans plus tard, en 1923, un autre Français, Léon Deloy, de Nice, réalisa la première liaison transatlantique sur ondes courtes avec l'amateur américain Schnell.

Enfin, 1925 marque la naissance officielle de l'Association française des radio-amateurs en même temps que la première transmission entre la France et l'Indochine.

Depuis, en trente années, les OM n'ont pas seulement fait progresser la technique radio, mais des milliers d'hommes, isolés par des sinistres, des coupures de communication ou des grèves, leur doivent la vie. On cite, entre autres, le cas de l'OM F8SK de Bordeaux, qui, en 1950, pendant une grève des P.T.T., reçut d'Afrique du Sud un message réclamant l'envoi d'urgence d'un avion en Rhodésie du Nord pour transporter deux chasseurs grièvement blessés par un léopard. Transmis quelques heures après à un amateur américain, qui put le faire suivre au Kenya, le SOS permit le soir même d'organiser le secours d'urgence qui sauva les deux hommes.

Les OM ne pouvaient pas manquer d'inspirer le cinéma. H.-G. Clouzot leur consacra un scénario « Si tous les gars du monde ». Ce n'est pas par mépris pour les OM qu'il en abandonna la réalisation à un confrère, Christian-Jaque. L'histoire se déroulait essentiellement sur un bateau. Et il a le mal de mer.

OK ? Alors, 73.

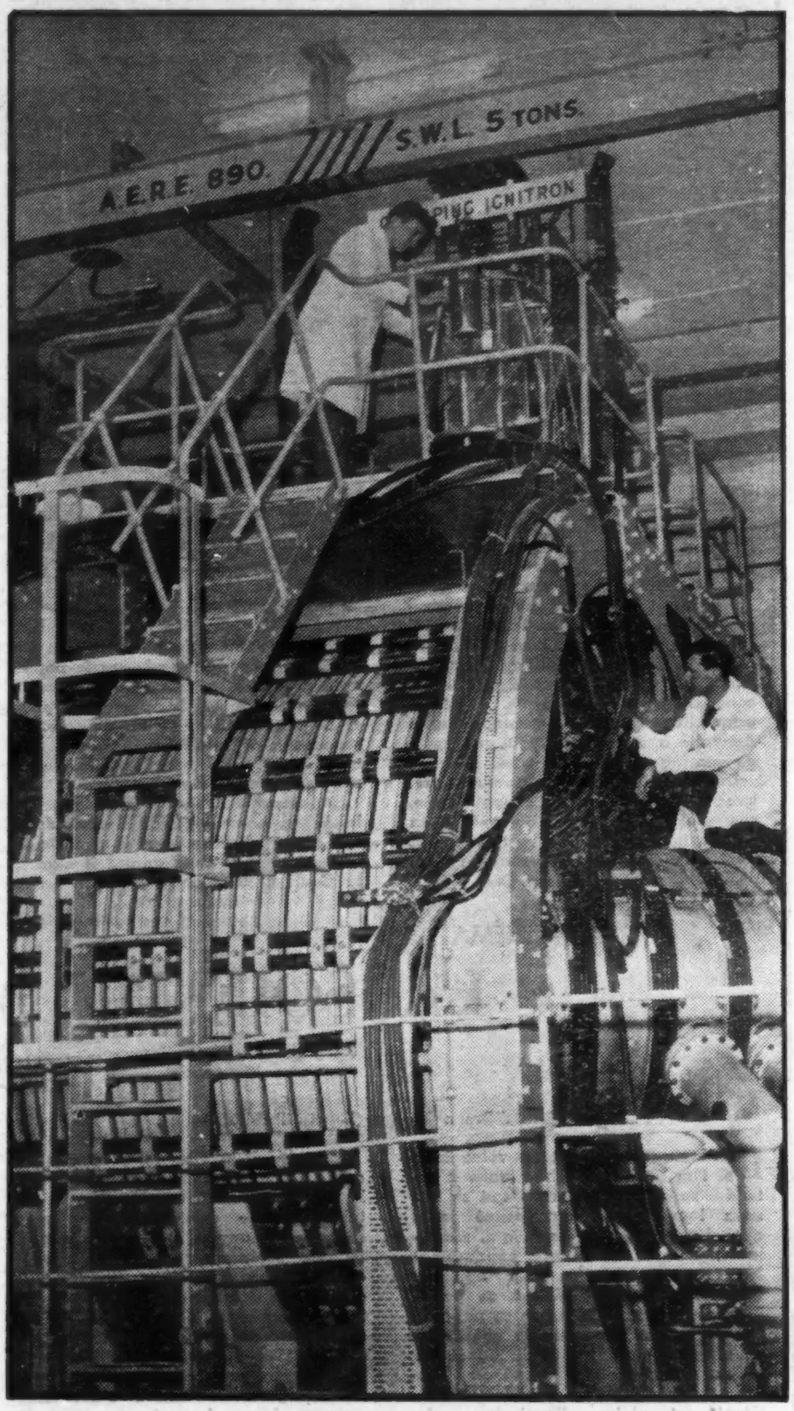
SCIENCES

Un soleil allemand

Le 24 janvier dernier, alors que l'Occident écoutait avec agacement le « bip-bip » du spoutnik russe, le Premier britannique, M. Macmillan, annonça une découverte sensationnelle : les physiciens anglais avaient, les premiers au monde, atteint la fusion nucléaire à Harwell. En clair, cela signifiait : *« Les Russes ont une lune, nous avons un soleil. »* On avait, en effet, obtenu à Harwell une température de 5 millions de degrés, jugée suffisante pour provoquer la fusion. Intérêt de la découverte : l'énergie atomique « propre » et illimitée, sans déchets radioactifs.

Ce petit soleil, qui avait en fait la forme d'un serpent de plasma ionisé, long de 50 mètres et se tordant à l'intérieur du tube d'aluminium de la pile Zêta, n'était pas sans venin. Il avait suscité une discussion passionnée entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis : Eisenhower « souhaitait » que la nouvelle sensationnelle fût retardée. Les Anglais en furent agacés. Le sentiment général était : *« Ces Américains, ils croient être les seuls capables de maîtriser l'atome ! »* Zêta fut donc lancée à la face du monde. La presse occidentale se montra vengeresse et lyrique ; la presse russe, réservée.

On remarqua à peine, dans cet émoi, que sir John Cockroft, directeur de Harwell, avait démissionné peu avant la divulgation de la nouvelle, comme s'il se désolidarisait de l'affaire. *« Il y a 90 chances sur 100 pour que Zêta réalise la fusion »*, telle avait été sa dernière déclaration. Or, ces 90 chances étaient les mauvaises.



LA PILE ZÊTA
Les Anglais s'étaient trop avancés

Mauvais neutrons

La presse anglaise vient de le reconnaître avec « fair-play » et une certaine discrétion : les neutrons émis par Zêta ne sont pas du type de ceux qui se manifestent dans une véritable fusion nucléaire. La commission de l'Energie atomique américaine prend sa revanche : ces neutrons sont produits par le choc d'atomes d'hydrogène lourd et non par la fusion de ces mêmes atomes. Zêta, jusqu'ici, n'a donc réalisé qu'une fission atomique classique.

Mais les Américains et les Allemands ont pris la relève. Les Allemands, surtout.

Jusqu'à lundi, on pouvait voir, à Francfort, à la foire des appareils de l'industrie chimique — ces foires qui finiront par supplanter les expositions universelles — deux gros appareils de la société A.E.G. (Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft) destinés à réaliser la fusion. Celle-ci l'a été cette semaine, grâce à une méthode tout à fait différente et d'une telle complexité que les Américains et les Anglais avaient préféré la tenir au bas de la liste des éventuels procédés de fusion.

En gros, cette méthode consiste à chauffer seulement le plasma sur lequel les Anglais tentent d'obtenir la fusion, et à y injecter des ions de deutérium moléculaire. Ces ions se partagent alors en ions de deutérium et en atomes de deutérium. Les ions de deutérium sont récupérés par le plasma qu'ils chauffent de nouveau. Ainsi, moyennant une dépense d'énergie au départ et une dépense minime d'entretien, la « machine » s'alimente elle-même.

Le génie de cette bouteille infernale est L. Schluter, et le lieu de naissance de cette pile, l'Institut Max Planck de Göttingen, mobilisé au profit de la fusion, et dans lequel règne depuis deux ans une atmosphère quasi militaire.

Grand maître : Schluter. Crédits : illimités. But : marquer la présence de l'industrie allemande dans le domaine atomique. Car l'une des plus belles « chasses » de la grande industrie internationale, d'ici la découverte d'autres sources d'énergie que l'atome, ce sera la fabrication — et la vente — de réacteurs atomiques. Et la préférence ira naturellement aux réacteurs « propres », éliminant le dangereux problème des déchets.

Les Russes, eux, affirment depuis mars qu'ils ont obtenu la fusion. Quant aux Américains, ils poursuivent quatre types de fusion à la fois : celui des pincements magnétiques, celui des « miroirs », celui des stellarators et celui que nous venons d'exposer. Ils espèrent fermement parvenir à des résultats positifs à la fin de cette année.

Et la France ? On poursuit bien des expériences de fusion dans les laboratoires du C.E.A., à Fontenay-aux-Roses, mais les crédits restent insuffisants. L'espoir demeure cependant permis : demain, soleils pour tout le monde.

Pour votre ORGANISATION COMPTABLE
Kalamazoo
Une de nos solutions :
Gagner 70 % sur le temps consacré hier à l'établissement de la paye.
Votre résolution : Connaître
Kalamazoo
et adopter la solution
KALAMULTY
Sans engagement prenez dès aujourd'hui un rendez-vous :
AVRon 26-81 - Postes 46 ou 47
51, rue Emile-Zola
MONTREUIL (Seine)

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
PARIS
COSTUMES D'ETE
TERGAL - ALPAGA
LAINE et SOIE
CHEMISES D'ETE
SHANTUNG - VOILE
TOILE D'IRLANDE
38-40, avenue Victor-Hugo

Le drink du couple élégant
Délicieuse boisson pétillante, se sert nature ou avec une tranche de citron

Schweppes
INDIAN TONIC
L'INDIAN TONIC PARFAIT COMPLÉMENT DU GIN ANGLAIS ET DE TOUS APÉRITIFS A BASE D'ORANGE

L'EMBARRAS DU CHOIX

● ***Les nouveaux spectacles.***

THEATRE

LE DÉPIT AMOUREUX, Mme France Daubrey lutte courageusement contre ses difficultés d'élocution et contre le ronflement des voitures dans la nuit parisienne. Et toute sa compagnie met la plus émouvante bonne volonté au service de cette comédie un peu lâche, mais vive et brillante. Agréable décor de M. Faucheur. (*Théâtre de plein air des Tuileries.*)

CINEMA

QUAND PASSENT LES CIGOGNES : premier prix à Cannes. Une émouvante histoire d'amour qui révèle la première star russe : Tatiana Samoïlova. (*George V, Broadway, Vendôme*).

L'EAU VIVE : Giono décrit l'aventure de la terre de Provence modifiée par la construction d'un barrage. La Durance et une jeune fille (Pascale Audret) subissent le même destin. (*Gaumont, Madeleine, Richelieu, Biarritz*).

LES CLAMEURS SE SONT TUES, film américain d'Irving Ropper, conte (en cinémascope, couleurs et extérieurs au Mexique) l'histoire de l'amitié contrariée mais finalement triomphante entre un jeune taureau et un petit garçon.

Le meilleur interprète est sans conteste Gitano, le taureau, qui, avec une grande économie de moyens d'expression (quelques mugissements à bon escient) passionne et émeut. Le dialogue est pauvre, mais le dernier quart d'heure du film est excellent : vision extraordinaire des arènes de Mexico surchauffées, surpeuplées, éclatantes de couleurs et de cris.

Un film à voir par tous les aficionados de beaux sentiments (et de courses de taureaux). (*Wepler-Pathé, Paris v.o., Berlitz.*)

LA BIGORNE, CAPORAL DE FRANCE. — Quatre mousquetaires grenadiers du roi, en garnison à Madagascar en 1750. D'Artagnan, alias La Bigorne, un « marrant », mène la bande à travers des aventures de bandes dessinées : pirates à l'œil bandé et requins affamés, jusqu'au baiser final avec la princesse, la fille bizarrement blanche du roi noir. Si le réalisateur, Robert Darène, avait eu la moindre légèreté, ces incroyables péripéties auraient pu faire rire. Mais en dépit des efforts de François Périer, Robert Hirsch et Jean Carmet, tout est si plat dans ce film que même Madagascar ressemble au Lavandou. Et cela dans sept salles à la fois ! (*Triomphe - Gaumont - Aubert-Palace - Folies - Lutétia - Palais-Rochechouart - Sélect-Pathé.*)

● ***Si vous ne les avez pas encore vus.***

CINEMA

MON ONCLE : Jacques Tati fait en pointillé la satire du modernisme et crée un ton comique absolument original. (*Colisée, Marivaux*).

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI : En un mot, un chef-d'œuvre. (*Monte-Carlo, Agriculteurs, Royal-Haussmann-Méliès, La Royale*).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES : Cary Grant empoisonne avec humour « ces dames aux chapeaux verts », (*Studio 43*).

LES BALLETS BOLCHOI : Si vous n'avez pas eu de place à l'Opéra. (*Studio des Ursulines*).

GRAND HOTEL : Garbo, comique, Crawford, troublante, les frères Barrymore et Wallace Berry croisent leur destin dans le palace décrit par Vicky Baum. (*Le Celtic*)

PATROUILLE DE CHOC : C.-B. Aubert est le jeune réalisateur audacieux de cette « expérience vécue » en Indochine. (*Olympic-Boyer-Barret.*)

A L'OUEST RIEN DE NOUVEAU : Les soldats allemands découvrent les horreurs de la Grande Guerre dans ce film pacifiste de Milestone. (*Studio Etoile.*)

CÉSAR - FANNY : Deux volets du triptyque Pagnol. (*Camera-Rambouillet.*)

JEUX D'ÉTÉ : Pourquoi le bonheur est-il toujours aussi éphémère que l'été ? Bergman décrit l'un de ces bonheurs, mort à l'automne. (*Cinéma d'Essai Caumartin.*)

LES VACANCES DE M. HULOT : Un Français bien tranquille, par Jacques Tati. (*Passy, Studio Feria*).

NI VU NI CONNU : L'affaire Blaireau, d'Alphonse Allais, et l'humour au second degré d'Yves Robert (*Impérial*).

LE SEPTIÈME SCEAU : Pourquoi sommes-nous sur terre ? Qu'est-ce que la mort ? A ces éternelles questions, Ingmar Bergman, par la bouche d'un chevalier du moyen âge, tente de répondre. (*Pagode.*)

AU THÉATRE

SONGE D'UNE NUIT DE BOURGOGNE

par ROBERT KANTERS

LA VIE EST UN SONGE

de Calderon de la Barca, adaptation d'A. Arnoux, mise en scène de A.-M. Julien, aux Nuits de Bourgogne, à Dijon.

A cette longue guerre qui, de François Ier à Louis XIV, oppose la puissance espagnole à son déclin à la jeune puissance française, nous devons une tragédie sublime : : « Le Cid », et le sublime mouvement du menton du Dijonnais Bossuet : « Restait cette redoutable infanterie de l'armée d'Espagne... ». Calderon de la Barca, c'est « un de cette infanterie » : il était à Fontarabie, sinon à Rocroy. Il fut d'abord un chevalier comme un héros de ce Corneille dont il est le contemporain à peu près exact, puis un prêtre comme Bossuet lui-même.

« La Vie est un songe », le chef-d'œuvre par lequel vient de s'ouvrir à Dijon la saison des festivals, est en apparence (Voltaire s'y est trompé) un mélodrame chevaleresque passablement absurde, et, en réalité, une sublime méditation religieuse.

Le roi de Pologne, Basile, a enfermé son fils Sigismond dans le cachot d'une tour parce que son horoscope annonce qu'il sera une brute et un tyran. Mais Basile a un scrupule : on va donc droguer Sigismond, le transporter du cachot sur le trône. S'il se conduit bien, tant mieux. S'il se conduit mal, on le droguera derechef, on le remettra dans son cachot en lui faisant croire qu'il a rêvé son passage à la Cour, et le royaume de Pologne ira aux deux prétendants : la princesse Estrelle et Astolphe, duc de Moscovie, que l'on mariera — si du moins Rosaura, jeune fille arrivée en Pologne sous des habits masculins pour venger son honneur compromis par Astolphe, n'y fait pas obstacle.

Ainsi fait, et Sigismond se conduit comme une brute, et on l'enchaîne, et le voici persuadé qu'il a rêvé. Des révolutionnaires le délivrent, l'acclament, le portent au pouvoir ; mais cette fois, prince du songe, il est un prince humain et magnanime, il donne Astolphe à Rosaura et fait une sorte de mariage de raison avec Estrelle.

Derrière la comédie romanesque, avec ses travestis, ses coups d'épée, ses coups de théâtre, on entend la double interrogation : qu'est-ce que la liberté ? qu'est-ce que la réalité ? Tout est-il déterminé ? « Ce que Dieu a écrit de sa main sur les tables d'azur avec les lettres d'or des astres », ne pouvons-nous y échapper ? Non, semble-t-il, puisque Sigismond se conduit comme une brute, puisqu'il finit par fouler aux pieds les cheveux blancs de son père, comme il était écrit.

Et pourtant, parce qu'on l'a persuadé que ce qu'il avait vécu hors du cachot il l'avait rêvé, Sigismond se délivrera de lui-même en connaissant la vie comme un songe. On a cru lui jouer un tour, on l'a mis sur la bonne voie. Quand il est délivré une seconde fois par l'émeute, il ne marche plus. Il refuse la colère et la violence, la puissance et la gloire, puisqu'il sait que tout cela est illusoire, qu'il s'avance comme dans un rêve.

> ● **UN SOLDAT. —** ***Seigneur, si tu honores ainsi qui t'a combattu, moi qui ai déchaîné la révolte et t'ai tiré de la tour, à quelle rétribution prétendrai-je ?***
>
> ● **SIGISMOND. —** ***La tour, tu auras la tour ; tu n'en sortiras de ta vie. La trahison consommée, il n'est plus besoin du traître.***
>
> **(*Calderon.* « La Vie est un songe », 3e journée, scène XIV.)**

Et l'amour ? Rosaura, il l'a vue habillée en homme quand il était dans son cachot. Il l'a aimée, il a voulu la violer sous nos yeux quand il était à la Cour. Il la retrouve : va-t-il, grâce à ce fil conducteur, faire la différence entre le songe et la réalité ? Il est déjà plus loin que cela, il refuse de la reconnaître, il la donne à Astolphe. Prince généreux, il a fait mentir l'horoscope qui faisait de lui un tyran, il a conquis sa liberté sur le Ciel en découvrant que la vie sur terre n'est qu'un songe, une illusion, un produit de la « maya », au sens hindou. La vraie vie, ou plutôt la vraie vérité, est ailleurs. La pièce s'achève sans réveil, les lumières s'éteignent, la cour du palais ducal de Dijon est rendue à la nuit et les étoiles patrouillent dans le ciel...

Calderon, auteur heureux, a été non point trahi, mais naturalisé par ses traducteurs (Albert Camus pour « La Dévotion à la Croix », et ici Alexandre Arnoux). Et l'histoire de « La Vie est un songe » est intimement liée à celle de notre théâtre contemporain : Charles Dullin a joué Sigismond en 1922 à côté d'Antonin Artaud avant de jouer Basile en 1944 à côté de M. A.-M. Julien, le metteur en scène d'aujourd'hui.

M. Daniel Ivernel a été un superbe Sigismond, mieux qu'une grande bête de théâtre, un fauve humain. Peut-être devrait-il se méfier parfois de cet accent à la fois roublard et geignard qui faisait merveille dans « Peer Gynt », mais qui est moins à sa place ici. Il me semble que M. Julien, il y a quatorze ans, jouait d'une manière plus large, plus puissante, plus « solaire » (il est vrai que c'était ma découverte de la pièce).

Mme Françoise Spira a exploité avec beaucoup de tact, de mesure, d'émotion, les ressources du rôle ambigu de Rosaura, tirant l'épée avec flamme en jeune cavalier, et nous tirant des larmes en jeune fille outragée.

Les autres rôles étaient fort bien tenus par MM. Alain Mottet, Michel Galabru, Jean Marchat, etc. Musique de Kosma, mise en valeur des éléments sonores adroite de M. Kiriloff, mise en scène claire, vivante, de M. Julien enfin, utilisant au mieux l'espace de la cour de Bar, qui n'est pas très vaste ni très commode.

Bref, succès d'autant plus méritoire que c'est une pièce qui, à chaque instant, vous fait lever les yeux au ciel, et le ciel scintillant de ces belles nuits de Bourgogne était impitoyable pour tout ce qui sentait son théâtre.

AU CINÉMA

« LA SOIF DU MAL »

par NICOLE VEDRÈS

Un film d'Orson Welles (Studio Publicis.)

LE Mexique est une terre volcanique et l'on dit que ses habitants, à entendre souvent le vacarme qui se fait sous leurs pieds, ont pensé jadis que c'étaient là les dieux qui, martelant les caves du monde, exprimaient leur mécontentement. « La Soif du mal », film d'Orson Welles, se passe justement aux frontières de ce pays et, tout le temps que dure le spectacle, on entend au propre et au figuré de furieux grondements.

Au propre, parce que l'histoire (policière) est pleine d'explosions, de brusques arrivées et d'aussi brusques fuites, de musique obsédante, de sirènes parfois.

Au figuré, parce que nous savons que l'auteur-acteur Orson Welles fulmine. Les journaux américains nous apprennent, par sa bouche (1), qu'un « producteur-exécutif » a complètement remanié le montage (opération à laquelle il lui fut interdit, à lui, Orson, de participer) et ajouté des scènes que, lui, Orson, n'avait ni écrites ni, à plus forte raison, dirigées. Voilà...

Voilà pourquoi le film est incohérent et tout de même superbe en bien des moments. Voilà pourquoi il est digne d'être vu et même revu. Car sans être docteur en cinéma, on décèle assez vite ce qui est de Welles et ce qui est de l'autre, ou des autres, c'est-à-dire personne.

Il avait fait un film complexe, on en a fait un film confus. Il avait bâti une histoire où, d'instant en instant, la fatalité marche derrière les hommes (bons ou mauvais), disparaît quand ils se retournent, resurgit aussitôt qu'ils avancent... On a voulu expliciter là où il fallait qu'agisse l'envoûtement. Sur ce qui était shakespearien, on a vainement projeté des clartés cartésiennes. Autant vouloir desserrer un peu un nœud qui, malgré tout, restera gordien ; autant s'aventurer avec une lampe de poche dans la forêt hercynienne ; autant poser de petits bancs et de limpides écriteaux sur une route qui n'est que celle de l'enfer...

Histoire qui, au demeurant, défie tout résumé.

Falstaff et Maigret

Il y a cette frontière U. S. A. - Mexique, qui permet les trafics de toutes sortes. Il y a cet homme, beau comme une vedette du muet (Charlton Heston) qui cherche justement à stopper ces trafics. Il y a la bande des Grandi, oncle (Akim Tamiroff) et innombrables neveux, tous capables du pire. Il y a la police locale américaine avec ses hommes, intègres ou minables, tortionnaires à l'occasion. Il y a une histoire de charges de dynamite disparues et retrouvées à point nommé. Il y a une femme blonde qu'on drogue à la marijuana, alors que son époux justement pourchasse les contrebandiers de la drogue. Il y a, dans une maison louche à l'ameublement de bazar, une dame, petite, brune, vêtue à la gitane, et qui, tout autour du cigarillo qu'elle fume sans désemparer, s'est dessiné la bouche de Marlène Dietrich. C'est Marlène Dietrich...

Et il y a enfin Orson Welles, dans le rôle d'un policier sexagénaire, monstrueux bâtard de Falstaff et de Maigret.

Plus gonflé qu'épaissi, doubles poches sous les yeux, nez piqué dans la graisse, regard de pachyderme — fonctionnaire local qui, tout au long de sa claudicante carrière, n'a pas hésité, pour établir le bien-fondé de ses soupçons, à fabriquer les preuves nécessaires à la confusion des suspects. Et, quoi qu'en puisse penser le metteur en scène Orson Welles, l'acteur, quand il est là, est si prodigieux que tout reprend un sens.

Tout commence, tout finit avec lui et il écrasera sous cet énorme poids qu'il s'est ici donné bourreaux et victimes, innocents et suspects, et même ce décor moins solide que lui, et même ces lointains, boueux ou désertiques. Sa bouche est un cratère et son sang une lave. Presque tout le monde meurt pour finir... All is Welles that ends Welles...

...Tout de même... Il faut que le cinéma soit un bien grand art, bien fastueux tout au moins, pour pouvoir s'offrir le luxe de traiter en poète maudit un aussi évident génie.

(1) *Time Magazine*, 9 juin 1958, rubrique « People ».

DES ÉLÈVES D'UN COURS D'ART DRAMATIQUE RUSSE
Pas un mot pendant un an.

(Camera Press)

THÉATRE

Les acteurs russes à Paris

ÉVENEMENT dans le monde théâtral. A partir du 18 juin (jusqu'au 30), les cent cinquante acteurs du Théâtre d'Art de Moscou joueront sur la scène du théâtre Sarah-Bernhardt trois pièces de Tchékov : « Les trois sœurs », « Oncle Vania », « La Cerisaie » et une pièce moderne. Evénement parce que l'art dramatique russe contemporain est très mal connu en France. Evénement parce qu'aucun acteur russe n'a joué à Paris depuis 1937. Le seul contact qui permît de découvrir le système théâtral en U.R.S.S. fut la tournée que Jean Vilar entreprit en 1956. Les renseignements que rapporte P.-L. Mignon, qui accompagnait la troupe du T.N.P., situent dans leur contexte national les représentations à venir du Festival des Nations.

Les « Artistes du peuple »

Le Théâtre d'Art de Moscou correspond un peu à notre Comédie-Française. Comme les Comédiens-Français, la compagnie possède deux salles (situées dans le même immeuble), mais joue chaque jour devant 2.500 spectateurs environ. Actuellement, un répertoire de vingt-sept pièces est en roulement et vingt représentations sont données chaque semaine. Les acteurs sont rétribués comme des fonctionnaires et selon leur grade et leur ancienneté. Après avoir été « artiste émérite », on devient « artiste du peuple ». Les « artistes du peuple » ne se produisent pas plus de onze fois par mois. Les acteurs touchent de 700 à 1.500 roubles (1) et sont mis à la retraite à 55 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes. Ils donnent alors une soirée d'adieu dont la recette leur revient totalement. Après, s'ils apparaissent encore en scène, ils ne touchent que des cachets.

Au Théâtre d'Art comme dans plusieurs des vingt-huit théâtres de Moscou (il y en a 509 en U.R.S.S. contre 53 avant la révolution), 80 % du budget provient des recettes. Les 20 % qui manquent sont alloués par l'Etat.

Les salles de théâtre russes équipées de fauteuils fixes (et jamais à bascule) comptent en moyenne de 800 à 1.200 places. Les places se louent sur les lieux de travail. Des « kassa » sont disséminées un peu partout à travers la ville et c'est la direction du théâtre (et non le spectateur) qui donne de 3 à 6 % à l'agence.

Ce système de location ingénieux aiderait sans doute à la diffusion du théâtre en France, si l'on pense que lors de la tournée du T.N.P., 17.000 places furent vendues en une heure dans les « kassa » de Moscou.

Pas d'affiches, mais les journaux sont collés sur les murs. Les passants lisent les critiques des pièces, qui paraissent d'ailleurs généralement une quinzaine de jours après la première.

La formation

Les cours d'art dramatique sont des Instituts d'Etat. Certains ont lieu dans les théâtres mêmes, et pendant les deux premières années de l'enseignement, les élèves figurent dans les spectacles. Dans les deux années suivantes, ils peuvent obtenir des petits rôles.

Le Vachtangov, le plus important des onze instituts moscovites, reçoit cent élèves, garçons et filles, semi-internes auxquels est donné de surcroît un enseignement supérieur complet. L'examen d'entrée, analogue à notre concours d'entrée au Conservatoire, est difficile. En 1956, vingt-sept élèves sur sept cents furent reçus. Mais il n'y a pas de concours de sortie. Les élèves admis sont assurés de faire une carrière d'Etat. Ils reçoivent dès leur admission une bourse mensuelle de 220 à 350 roubles. Les meilleurs, en quatrième année, touchent jusqu'à 450 roubles, plus leurs cachets. Il y a des cours de peinture, décoration, histoire du costume, danse, sport, maquillage, littérature, etc. Des classes spéciales sont réservées aux élèves de province qui parlent avec un accent. A l'école Chouitkine, on apprend à jouer en français.

Silence justifié

Mais partout la méthode théâtrale employée est celle de Stanislawski qui créa d'ailleurs le Théâtre d'Art avec Nemirovitch Dancheko il y a soixante ans.

En réaction contre les contraintes conventionnelles du vieux régime, Stanislawski s'était fixé pour but de rendre l'art théâtral plus proche de la vie. Les personnages doivent exprimer sur scène leur vie intérieure, « *la vie de l'esprit* ». Il faut créer chez l'acteur de la façon la plus directe possible un état psychologique tel que sa performance sur scène cesse d'être pour lui une suite de trucs professionnels et extérieurs et devienne un processus naturel et organique de la vie du personnage qu'il interprète.

C'est ainsi qu'il existe maintenant des cours intitulés « travaux pratiques de « silence justifié ». Pendant la première année, l'élève ne prononcera pas une seule parole. Il se livrera simplement à des exercices minutieusement préparés sur des thèmes :

« Une femme attend un coup de téléphone de son amoureux ; ou un homme se rend à un rendez-vous d'affaires, etc. », et l'élève doit exprimer tout ce qui se passe à cet instant à l'intérieur de son personnage. Ce doit être le contraire d'un exercice de mime et les résultats obtenus ressemblent assez aux procédés des écoles américaines, de l'Actor's studio par exemple. Kazan n'a fait que suivre l'exemple de Stanislawski en rendant souvent les silences plus éloquents que les mots.

Parce que l'acteur ne doit jamais jouer mécaniquement, aucune pièce n'est jamais représentée deux soirs de suite dans les théâtres moscovites qui fonctionnent tous à répertoire, ou avec deux équipes d'acteurs qui se relaient pour jouer la même pièce.

Au Théâtre d'Art de Moscou, consacré spécialement à Tchékov, on joue aussi Gorki, Tolstoï, Gogol, Ostrovsky, →

(1) Le pouvoir d'achat du rouble est de 40 francs environ.

ILA HAR-EL, 22 ans, Hôtesse de l'Air de la Compagnie EL-AL, vient de remporter à Miami (Floride) le titre envié de Reine de l'Air, battant ainsi 25 concurrentes envoyées par toutes les grandes compagnies aériennes mondiales. Ila remporte en Israël à bord d'un « Britannia » d'EL-AL, un trophée en or d'un mètre de haut.

Cabarets Dancings

A LA ROMANCE 11, rue Monsieur-le-Prince
Les 3 de Santa-Cruz HELIO MOTTA

CLUB CH. ELYSEES Orch. Oscar CALLE et LE SENECHAL
T. les j. thé dans. Soir. mercr., jeudi, vendr., sam., dim.

ROYAL LIEU 2, r. des Italiens DANCING

S. SOLIDOR - H. BRY
CABARET - 4, rue Balzac - BAL. 21-95
Tous les soirs DINERS - 1.000 francs vin compris

LE SHAKO 3, rue Vernet, Bal. 22.04
Francis LINEL

Restaurants

CALAVADOS 40, Av. P. 1er Serbie JOUR ET NUIT..

DRAP D'OR DINERS SPECTACLE
Revue, Strip Tease, Attractions
MARIA VINCENT 58, rue Bassano - ELY. 04-31

LIDO UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
ELY. 11 61
LIDO 21 h. DINER DANSANT
ELY. 11 62
LIDO 23 h. LA REVUE "PRESTIGE"
de P. Louis-Guérin & Fraday

MOCAMBO **** 12, r. Marignan ELY. 58-64
DINERS - SPECTACLE AURORA LINCHETA

ROYAL St GERMAIN Pl. St-Ger.-des-Prés LIT. 42-63
MENU GASTRONOMIQUE 1.500 frs 3 MAGNUMS A DISCRETION

TOURISTE
MENU GASTRONOMIQUE 1.500 frs 3 MAGNUMS A DISCRETION

Tourguéniev. Le directeur du théâtre, Alexandre Solodounikof, fait ainsi l'historique du théâtre russe :

« Si Tchékov fut à l'origine des règles artistiques adoptées par le théâtre russe, Gorki lui apporta les grands thèmes sociaux qui firent la plate-forme de la pensée progressiste, puis il fut enrichi par les problèmes moraux posés par Tolstoï, par la peinture incomparable des mœurs russes d'Ostrovsky, la satire de Gogol et de Saltikov Shehendrin et le lyrisme de Tourguéniev. »

Le répertoire comprend également des auteurs soviétiques contemporains : Pogodin, Leonov, Lavrenev, Rakhmanov, etc. Les Anglais : Shakespeare, Sheridan, Dickens, Shaw et Wilde, sont aussi très populaires.

Pour la compréhension des représentations que va donner le Théâtre d'Art, Solodounikof précise encore :

« Nous ne considérons pas Tchékov comme un auteur mélancolique et frustré, mais comme un adversaire audacieux de l'ordre ancien et un prophète convaincu de l'épanouissement futur de la Russie, et c'est ce Tchékov que nous voulons montrer au public parisien. »

MICHELE MANCEAUX.

ADY ADDER
Pimentés, sexuels, déchaînés...

FESTIVAL

Camarades, parlez-moi d'amour...

(*De notre envoyé spécial à Bruxelles* Cynthia GRENIER)

OUVERT avec le faste et l'agitation appropriés, en présence du jeune et timide roi Baudouin, d'une Sophia Loren tout en diamants, d'une série d'éminentes et gracieuses personnalités cinématographiques, le 3ᵉ Festival international de Bruxelles s'est déroulé devant des salles à moitié vides.

Si l'ensemble des films présentés ne valait pas que l'on s'y précipite, bien au contraire, les visiteurs de l'Exposition découragés par les premières projections, ont cependant manqué l'occasion de voir trois films du plus vif intérêt : « A Minuit » (Hongrie), « La Maison où j'habite » (U.R.S.S.) et « La Déesse » (U.S.A.).

L'amour et la révolution

Tourné en marge de la Révolution, « A Minuit » passait, avant projection, pour une œuvre de propagande destinée à stigmatiser les réactionnaires responsables de l'insurrection.

Nous avons vu l'histoire belle, simple et nullement tendancieuse d'un couple qui s'aime dans le Budapest tragique des jours qui suivent la Révolution, où l'on se bat pour avoir du pain, où chacun songe à fuir.

«Elle» veut partir à l'étranger parce qu'elle « *ne peut plus supporter de vivre ici* ». « Lui » a peur de quitter son pays, de devenir ailleurs un déraciné, un exilé.

Ils finiront par suivre chacun leur route.

Tourné avec brio, admirablement interprété, « A Minuit » donne la double surprise d'être un excellent film et, réalisé dans la Hongrie post-révolutionnaire, d'avoir été présenté officiellement dans une compétition internationale.

La Russie et l'adultère

Le film soviétique, « La Maison où j'habite », réalisé par deux jeunes cinéastes, Koulidjanov et Sethel, offre des qualités analogues à celles de « Quand passent les cigognes » qui fut la sensation du festival de Cannes, et qui sort cette semaine à Paris.

Egalement dépourvu de prétentions idéologiques, ouvrant un aperçu inattendu sur la vie soviétique, il traite, avec une sensibilité et une finesse qui s'apparentent à la manière d'Ingmar Bergman, de l'adultère. Le mari est géologue, l'amant est officier. Leur drame est personnel, difficile, universel.

On a fort remarqué, à Bruxelles, la beauté de Katya Mychkova, plus fine et plus élégante que l'héroïne de « Quand passent les cigognes », et qui a appris, pour être à la hauteur de la situation en toute occasion, à dire en français :

« Je ne peux pas vous comprendre, mais je vous remercie beaucoup quand même ».

« La Déesse », (U.S.A.), réalisé d'après un scénario de Paddy Chaïevsky (auteur de « Marty »), est un film cruel auquel il a manqué une comédienne pour avoir du souffle. Il conte l'ascension d'une star — mélange de Lana Turner, d'Ava Gardner et de Marilyn Monroe — depuis son enfance pathétique dans le Sud jusqu'à la grande célébrité et la détresse intime, les drogues, le whisky et les suicides à répétition. Chaïevsky a choisi une bonne actrice, Kim Stanley. Rien qu'une bonne actrice là où il fallait un monstre.

Hors ces trois soirées, platitude et déception.

On attendait avec intérêt « La Clef » (The Key), mis en scène par Carol Reed et première production de Carl Foreman depuis près de dix ans. Mis à l'index par Hollywood pendant longtemps après avoir été cité devant la Commission des activités anti-américaines. Foreman vint en Europe où il travailla anonymement. Récemment, pourtant, il retourna de son plein gré aux Etats-Unis, comparut de nouveau devant la Commission, et comme Arthur Miller, refusa de donner des noms. Mais cette fois Hollywood le réintégra dans ses rangs, et la Columbia lui assigna « La Clef ».

Le film raconte l'histoire d'une fille et d'un appartement qui changent de propriétaire lors de la dernière guerre. Le seul acteur acceptable, Trevor Howard, trouve malheureusement la mort, beaucoup trop longtemps avant la fin.

Luis Berlanga (Espagne) a ennuyé avec « Miracle tous les jeudis » (Los Jueves, Milagro), histoire d'une tentative de miracle truqué dans un petit village, se terminant par la visite d'un saint authentique qui restaure la foi et résout tous les problèmes.

Beaux enfants

La France a curieusement choisi de se faire représenter par « Sans famille » où l'on peut s'attendrir tout à souhait sur les beaux petits enfants et les chiens intelligents.

Dmytryk s'est trompé avec « L'Arbre de Vie » (Raintree County) (U.S.A), en dépit d'une éblouissante distribution : Montgomery Clift, Eva Marie Saint et Elizabeth Taylor qui joue avec adresse et subtilité une belle du Sud qui sombre dans la folie.

Les Allemands présentèrent deux films de bonne fabrication, sans plus : « Et l'Amour vint » (Endstation Libee) et « L'Asphalte mouillé » (Nasser Asphalt), tous deux joués par la réplique allemande de James Dean : Horst Bucholz.

En marge du Festival le pavillon américain présentait une projection spéciale de « South Pacific » en Todd A.-O. Est-ce parce que le jaune est

Le Ranelagh
5, rue des Vignes - AUT. 64-44
LE CUIRASSÉ POTEMKINE
AU MEME PROGRAMME
LES BALLETS RUSSES
avec GALINA OULANOVA
EN COULEURS

FOLIES-BERGÈRE
NOUVELLE REVUE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

PALAIS DES SPORTS — 17 et 18 JUIN à 21 heures
APRES SON TRIOMPHE A L'OPERA DE PARIS
FESTIVAL DE DANSE DU
BALLET BOLCHOI DE MOSCOU
avec le concours de
GALINA OULANOVA
OLGA LEPECHINSKAIA — RAISSA STROUTCHKOVA
et l'Orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire
Prix des places à partir de 400 francs — Location : Palais des Sports - Tél. SUF. 44-48 à « L'Equipe » : TAI. 70-90 et Agences

CINEMA D'ESSAI - CAUMARTIN
17, rue Caumartin OPE. 81-50
7e SEMAINE
SOMMARLEK v.o.
JEUX D'ETE
d'INGMAR BERGMAN

STUDIO 43 - 43, Faubourg-Montmartre
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES
avec Cary GRANT
Anglais - V. o.

JOHN KRIZA
...voilà les ballets américains

la couleur du bonheur ? les gens, lorsqu'ils sont heureux, dans « South Pacific », deviennent jaunes. Et bleus lorsqu'ils sont tristes. Et ils parlent avec un accent italien prononcé lorsqu'ils interprètent des rôles de Français.

DANSE

L'American Ballet Theatre

PARIS est gâté ce printemps : le Bolchoï n'a pas encore fini sa saison à l'Opéra, que l' « Americain Ballet Théâtre » vient s'installer pour une trop courte période d'une semaine (du 11 au 18 juin) au Théâtre des Champs-Elysées.

Ce n'est pas la première fois que cette compagnie se présente à Paris ; mais, cette fois, sa composition est en grande partie renouvelée, avec un magnifique danseur comme Erik Bruhn et la Française Violette Verdy, ancienne étoile de Roland Petit, chez qui elle dansa « Carmen » et « Le Loup ».

Pour le répertoire, on nous annonce quelques morceaux de bravoure consacrés, comme « Les Sylphides », « Don Quichotte », « Le Cygne Noir » et « Thème et Variations » de Balanchine. Mais le public n'ira pas tant voir le National Ballet pour ces œuvres-là, que pour les grands ballets typiquement américains que la compagnie nous offre, comme « Billy the Kid », « Pillar on Fire », « Fall River Legend », ou encore « Fancy Free », « Interplay » et « Rodeo ».

Comme le ballet anglais, le ballet américain est très jeune ; sa tradition ne remonte guère au-delà de la dernière guerre. Il présente deux aspects très dissemblables : celui du « New York City Ballet », de Balanchine, d'une pureté classique allant jusqu'à une sorte de sévérité ascétique, où la danse, la plupart du temps sans sujet, est avant tout une transposition visuelle de la musique ; et celui du « National Ballet Théâtre » où les genres et les styles se mélangent de la façon la plus contrastée, pour aboutir à la réalisation d'un spectacle théâtral complet, où alternent des drames violents et souvent grand-guignolesques avec des farces déchaînées, pleines d'intensité vitale et de fantaisie.

Les Russes tendent aussi à faire du ballet un spectacle théâtral complet ; mais, on l'a vu, leurs sujets et la façon dont ils les mettent en œuvre restent dans la grande tradition romantique du XIX^e siècle. Cela est vrai même pour les ballets d'inspiration politique, dont aucun d'ailleurs n'a été présenté à Paris cette année.

Bien au contraire, les Américains ne dédaignent pas les sujets pimentés, souvent violemment sexuels, maladifs, frôlant des préoccupations psychanalytiques, comme « Fall River Legend », où une fille de respectable famille bourgeoise tue son père et sa belle-mère avec une hache, ou encore « Billy the Kid », où un jeune homme de 21 ans, paré de toutes les vertus, finit hors-la-loi parce qu'on a assassiné sa mère.

Ces œuvres, tout comme les ballets comiques, dont « Interplay » et « Fancy Free », dus à Jerome Robbins, restent les exemples les plus brillants, font appel non seulement aux canons de la danse classique, mais aussi à beaucoup d'éléments de la danse expressionniste « libre », que la chorégraphe allemande Martha Graham a popularisée en Amérique. Les danses des noirs, et leur musique, le jazz, y exercent également une influence très importante.

Dans la mise en scène, enfin, l'esthétique empruntée au cinéma est très sensible, que ce soit dans les décors et les éclairages, ou dans la façon même de raconter une histoire et d'en agencer les péripéties. Tout cela fait un art composite, souvent très original, encore à la recherche de sa véritable synthèse.

DISQUES

La onzième de Chosta

L'ENREGISTREMENT de la XI^e Symphonie (1) de Chostakovitch, constitue une prouesse pratiquement sans précédent dans l'histoire du disque classique. Il a été effectué en vingt-quatre heures lors du récent séjour à Paris du grand musicien soviétique.

Nettement descriptive, la XI^e Symphonie de Chostakovitch tient à retracer avec minutie la tragique journée du 9 janvier 1905 au cours de laquelle, à Saint-Petersbourg, la troupe ouvrit le feu sur les ouvriers qui venaient remettre une supplique au tsar.

Le prologue recrée, un peu longuement, mais efficacement, l'atmosphère angoissée qui a précédé le drame dont le mouvement central donne une illustration — je dis bien illustration — d'un réalisme extrême. Un « Requiem » suit qui utilise un chant révolutionnaire et qui est marqué par un accent particulièrement « personnel ». Un quatrième mouvement évoque la révolte finale du peuple.

La valeur de l'ouvrage réside dans les pages qui précèdent ou qui suivent l'épisode « spectaculaire » de la fusillade ; elles émeuvent parce qu'elles sont émues. André Cluytens et l'Orchestre National leur donnent le caractère de fresque qui les font vivre réellement.

L'enregistrement est parfaitement équilibré. Les timbres ressortent avec une fidélité remarquable ; la gravure est particulièrement soignée ; la pâte, silencieuse.

D. H.

(1) (2 d., 3 faces, 30 cm 33 t. FCX 758/9 *Columbia.*)

LE LAC DES CYGNES
LE PLUS BEL ENREGISTREMENT INTEGRAL EN HAUTE FIDELITE
GRAND ORCHESTRE DU THEATRE NATIONAL DE PRAGUE
DANS UN ALBUM DE GRAND LUXE LPV 110/111
SUPRAPHON
CHEZ TOUS LES DISQUAIRES

GERMAIN
PEINTURES — J. MASSOL — 12, rue La Boétie — ANJ. 93-65
GOUACHES — ANDRE SCHOELLER Jr — 31, rue de Miromesnil — ANJ. 16-08

Galerie M. BENEZIT — 93, boulevard Haussmann
CZAPSKI
PEINTURES - DESSINS
du 6 au 21 juin

Galerie PIERRE — 2, rue des Beaux-Arts
ARPAD SZENES
Du 3 au 21 juin

VILLAND et GALANIS — 127, boulevard Haussmann
LAPICQUE
PEINTURES RECENTES
Du 30 mai au 12 juillet

Galerie du DRAGON — 19, rue du Dragon
SABY
Jusqu'au 9 juin

GALERIE H. LE GENDRE — 31, rue Guénégaud - DAU. 20-76
CHAVIGNIER
Sculptures

CALENDRIER DES GALERIES D'ART

Gal. ADRIEN MAEGHT, 42, r. du Bac (6e). LIT. 46-18 Gravures originales de BRAQUE, CHAGALL, MIRO, MATISSE, PICASSO, KANDINSKY, GIACOMETTI, BAZAINE, LEGER, A. de CARO.

Galerie DINA VIERNY, 36, rue Jacob, LIT. 23-18, du 22 au 30 JUIN. Cinq Maîtres primitifs : ROUSSEAU, BAUCHANT, SERAPHINE, BOMBOIS, VIVIN.

Galerie DENISE RENE - 124, rue La Boétie
HOMMAGE à Léon DEGAND

Galerie FURSTENBERG - 4, r. Furstenberg
ANDRÉ MASSON
EPOQUE DE L'HOMME-PLUME (1922-1927)
Du 5 au 30 juin

J. BUCHER - 9 ter, boulevard Montparnasse
BISSIERE

RJ
Vient de paraître...
JULLIARD

La voie spirale

par Jan de HARTOG

On n'a pas oublié le mot immortel de Kipling qui prend tout son sens aujourd'hui « L'Occident et l'Orient ne se rencontrent jamais ». Jan de Hartog dans ce nouveau roman où il a mis toute son expérience et tout son génie, a tenté d'illustrer cette prophétie fatidique. Les aventures véritablement extraordinaires de ce jeune médecin aux Indes néerlandaises, sa lutte contre la sorcellerie et contre les maléfices du climat et de la forêt, prennent un aspect épique et symbolique. Et lorsqu'il croit avoir triomphé, il s'aperçoit qu'en réalité il n'a pas pu vaincre le génie du lieu, car ce génie existait avant lui et continuera à sévir alors qu'il sera mort depuis longtemps. Et seul l'esprit de charité triomphera du mal...

♦

« Nouvelles »

La collection « Nouvelles » dirigée par Françoise Mallet-Joris, qui rassemble les textes d'écrivains de tous âges et de toutes tendances en est à son quatrième cahier. Les préférences de Françoise Mallet semblent s'affirmer au fur et à mesure que paraissent ces petits livres. Françoise Mallet a le goût de l'anecdote, elle demande à ses auteurs de mettre en lumière un trait de caractère, un geste, une attitude ; elle souhaite que les textes qu'on lui apporte soient à la fois exemplaires et divertissants. Ce quatrième tome de nouvelles est très caractéristique du talent des écrivains qui ont accepté d'y collaborer et il offre une unité qui définit en somme la tendance particulière de cette remarquable collection.

JULLIARD

LIVRES NEUFS, SOLDES **50 fr.**
Valeur 250 à 500 fr.
(Surplus des meilleurs éditeurs)

Catalogue de 120 pages contenant un choix très varié en TOUS GENRES adressé contre 2 timbres

LIBR. FONTENEAU EX.13 **POITIERS**

Une nouvelle collection de romans étrangers

L'ÉVENTAIL

dirigée par François ERVAL

★

LES RAGAZZI

par

PIER PAOLO PASOLINI

Les adolescents de la pègre à Rome

★

MES 99 FIANCÉES

par

SIEGFRIED SOMMER

« Une vérité entière et un réalisme totalement différent du néo-réalisme italien. »

ROBERT MARGERIT.

BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

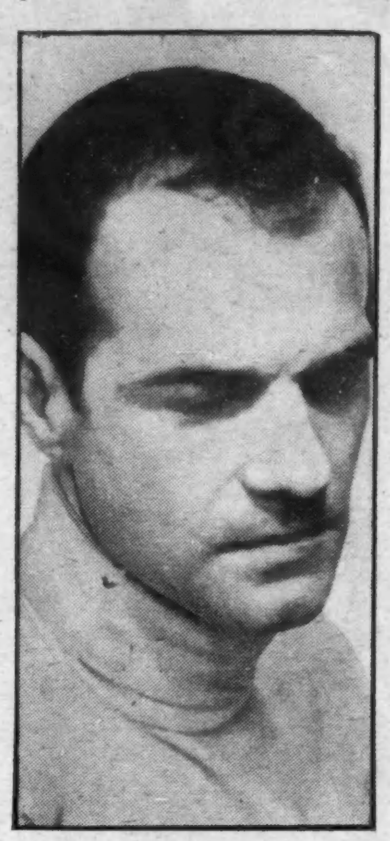
LITTÉRATURE FRANÇAISE

UN CERTAIN PINGET

par BERNARD PINGAUD

LES écrivains dits d' « avant-garde » sont aujourd'hui entourés d'une telle sollicitude qu'on peut se demander s'il existe encore, parmi eux, des auteurs méconnus. Il faut qu'ils se cachent bien. Jusqu'à l'an dernier, Robert Pinget avait réussi ce prodige : trois livres publiés chez divers éditeurs n'avaient pas provoqué le moindre mouvement d'attention à son égard.

C'est la publication de « Graal Flibuste » qui a, si j'ose dire, fait repérer Pinget. Les spécialistes de ce commissariat à l'énergie romanesque où s'élabore en secret la littérature de demain s'émurent brusquement. Il était difficile, en vérité, de ne pas reconnaître dès les premières lignes du livre la présence d'un écrivain doué d'une autorité singulière. Il était plus difficile encore de définir son propos. Les quelques critiques qui se hasardèrent à parler de « Graal Flibuste » trouvèrent l'ouvrage « déconcertant », « inquiétant », « secret ». Nul doute que « Baga » (1), qui vient de paraître, ne provoque les mêmes réactions.



ROBERT PINGET
Les droits de l'imaginaire

Jeu de massacre

L'œuvre de Pinget est, au sens le plus fort de ce mot, déroutante. D'abord parce qu'on ne peut la faire entrer dans aucune catégorie connue. Sont-ce des romans ces livres où les personnages s'inventent et se détruisent les uns les autres, changent de nom, de visage, parfois de sexe, où les événements surgissent, s'annulent, se répètent, se mélangent dans un absolu dédain de toute chronologie et de toute vraisemblance ? Sans doute ces traits ne sont-ils pas propres à Pinget. On les retrouve, par exemple, chez Samuel Beckett, auquel l'auteur de « Baga » fait penser souvent.

D'une manière générale, il est vrai que certaines des œuvres les plus significatives de la littérature contemporaine sont ce que l'on pourrait appeler des *antéromans :* l'auteur décrit ou raconte ce qui se passe avant que le roman, au sens classique, ne commence, avant qu'il n'y ait des « personnages » et une « histoire ». Il s'agit, en somme, de savoir si une entreprise aussi simple que celle qui consiste à écrire un roman est ou n'est pas possible.

Tel est, d'ailleurs, le sujet d'un des premiers livres de Pinget, « Mahu ou le matériau », qui commence comme une histoire et finit en jeu de massacre, les pistes étant suffisamment brouillées pour que ne l'on soit plus sûr de l'identité de personne ni de la réalité d'aucun événement. Toutefois, ces ouvrages expérimentaux se distinguent généralement par leur sérieux. La signification peut être cachée, elle peut être extérieure à l'œuvre.

Mais l'œuvre a une signification. Providence du critique, elle est une mine inépuisable à commentaires — et quelquefois le commentaire vole très au-dessus du livre auquel il s'applique. Robert Pinget n'est évidemment pas un auteur sérieux. Je veux dire que ses livres ne comportent aucun message, même caché, ne tendent à aucune conclusion, même négative. Ils sont vraiment indéchiffrables, comme ceux de Michaux ou de Lewis Carroll,

(1) Editions de Minuit, 175 pages, 600 francs.

Pour qualifier cette œuvre secrète, mais non énigmatique, légère, mais non frivole, peut-être faudrait-il recourir au terme de « baroque ». Comme elle n'appartient à aucun genre, elle ne se veut d'autre loi que le caprice.

Comparée à celle d'un Robbe-Grillet, elle tranche par son mouvement, son exubérance. Insoucieux de toute règle et de toute théorie, Pinget est en revanche très sensible aux charmes de l'humour et à ceux de la fiction.

« Graal Flibuste » est le récit du voyage imaginaire qu'accomplissent au pays du Chanchèze le narrateur et son cocher Brindon. Le chanchèze a sa faune, sa flore, son dieu, Graal Flibuste, dont Pinget retrace la généalogie avec une verve qui ne faiblit jamais. Mais ni cette faune peuplée d' « oiseaux-tigres » et de « papillons-singes », ni cette flore où voisinent les « pavots-chiennes », les « vire-ceintures », les « couvertures-charmantes », et moins encore la monstrueuse descendance de Graal ne renvoient à autre chose qu'à eux-mêmes.

L'œuvre de Pinget n'est pas une allégorie ; c'est à peine une satire (encore que les conversations des deux voyageurs aient un ton Bouvard et Pécuchet bien savoureux). Nous sommes ici au royaume de l'invention pure.

La tendresse des gens et des choses

Royaume imaginaire également que celui du souverain dont « Baga » nous livre les mémoires, et qui, comme tous les rois, donne des audiences, fait la guerre, construit des châteaux, mais devient aussi, selon l'humeur de l'auteur, ermite au fond d'une forêt, puis, transformé en femme, religieuse, et même sainte, dans un couvent, avant de retrouver finalement sa chambre, son premier ministre, son barbier et ses œufs sur le plat.

La vérité oblige à dire que tous ces épisodes ne sont pas d'une réussite égale. On rit souvent à lire « Baga ». Il arrive aussi que l'on sente le procédé et que l'invention s'essouffle. Au moins faut-il savoir gré à Pinget de défendre avec éclat, en face d'une littérature que le souci de l'objectivité étouffe, les droits de l'imaginaire.

J'y ajouterai un autre mérite : ces livres si délibérément gratuits sont des livres humains. Il serait sans doute excessif de faire de Pinget un moraliste. Du moins la fantaisie du conteur, les drôleries de l'humoriste n'étouffent-elles jamais la voix de l'homme. C'est ce qui sauve « Baga » et ce qui sauvait peut-être mieux encore « Graal Flibuste » de l'artifice où risquerait de les faire sombrer un mépris si affiché pour les contingences.

La verve de Pinget, même quand elle l'entraîne très loin, prend un solide appui sur le quotidien ; elle s'accompagne d'une évidente tendresse pour les choses et les gens. De telle sorte qu'en lisant ces livres si déconcertants au premier abord, si saugrenus, on se prend à penser que l'auteur n'a pas eu d'autre ambition que de nous révéler à nous-mêmes, avec la prudence d'un ami, les ressources insoupçonnées de notre propre fantaisie.

EN LIBRAIRIE

PARMI les livres mis cette semaine en librairie, ceux-ci retiennent à première vue l'intérêt :

ROMANS FRANÇAIS

CLAUDE ROY : Le malheur d'aimer (*Gallimard*).

JEAN FREUSTIE : Marthe ou les amants tristes (*La Table Ronde*).

MAURICE PONS : Le cordonnier d'Aristote (*Julliard*).

ROMANS ETRANGERS

JULIAN FANE : Matin (*Bernard Grasset*).

VOYAGES

ROBERT FORD : Tibet rouge (*Hachette*).

THOR HEYERDAHL : Aku-Aku : Le secret de l'île de Pâques (*Albin Michel*).

TEMOIGNAGES

ELIE WIESEL : La Nuit (préface de François Mauriac) (*Editions de Minuit*).

ESSAIS

LEO SCHAYA : L'homme et l'absolu dans la Kabbale (*Corrêa*).

Vient de paraître

dans « Les Grandes Monographies »

J.-P. CRESPELLE

TERECHKOVITCH

104 illustrations dont 21 en couleurs

Dans la même collection DUFY, VLAMINCK, BUFFET, DUNOYER DE SEGONZAC

ÉDITIONS CAILLER - 41, rue de Seine, Paris-6e

Actuellement chez votre libraire : Quinzaine de la Pléiade

nrf

Bibliothèque de LA PLÉIADE

les plus grandes œuvres dans le plus petit espace

HISTOIRE

La religion antique : ses lignes fondamentales

par Charles Kerenyi. Georg, éditeur, Genève. Distribution : Albin Michel. 256 pages, 2.100 fr.

LE but de M. Kerenyi n'est pas d'écrire l'histoire de la religion antique, mais d'en caractériser l'élément stable et d'en trouver l'essence.

Historien donc, qui emprunte à la critique d'art la notion de style, historien, mais qui emprunte à la philosophie sa démarche phénoménologique, historien, mais nourri de sociologie et d'ethnologie, M. Kerenyi tente, dans une suite d'essais, de comparer les fondements psychiques de deux peuples devant le divin.

Pour l'auteur, ce contact du Grec et du Romain avec le monde du divin culmine dans la fête : concentration périodique de forces, elle révèle à l'homme, par une sublimation des réalités quotidiennes, les réalités supérieures sur lesquelles est fondée toute son existence.

Chez les Romains, cette conscience que « *tout est soumis,* comme dit Cicéron, *à la domination et au gouvernement des dieux* » est au cœur de leur *religio,* par laquelle ils estimaient être supérieurs à tous les autres peuples.

Ainsi l'analyse de M. Kerenyi a-t-elle le grand mérite de reporter sur les formes du culte romain la curiosité qui s'attache généralement à la mythologie grecque, pour en faire bénéficier toute la religion romaine, si longtemps traitée en parente pauvre de la religion grecque.

La religion romaine possède à ses yeux l'avantage de nous faire apparaître plus nue la signification du culte et des rites : non pas, comme chez les Grecs, religiosité contemplative et spectacle solennel mais actes qui rendent présentes des forces divines. Les dieux romains n'apparaissent donc abstraits et sans vie qu'à ceux qui pensent le temps vide au lieu de le vivre plein d'histoire : M. Kerenyi invite à une histoire politique et psychologique de la religion romaine.

Histoire écrite magistralement par M. Jean Bayet (1) ; on ne peut imaginer cependant tentatives d'historiens plus différentes : l'une est nourrie de phénoménologie allemande et de psychologie jungienne, l'autre épaule d'une érudition impeccable un humanisme traditionnel. D'autant plus significative est la rencontre de leurs recherches et d'autant plus précieux cet hommage de M. Jean Bayet, qui voit en M. Kerenyi « *l'un des savants qui, aujourd'hui, pensent ancien avec le plus de vigueur et de bonheur* ».

(1) Jean Bayet : « Histoire politique et psychologique de la religion romaine. » (1957. Payot, éd.)

EN BREF

DEUX ROMANS FRANÇAIS

LE LION

par Joseph Kessel
Ed. Gallimard.
320 pages, 750 francs.

CELA commence comme un conte d'Andersen, qui se déroulerait dans un décor cher à Hemingway : au pied des neiges du Kilimandjaro. Une gazelle exquise, un singe minuscule et tendre sont les appariteurs d'un monde extraordinaire, au-delà des frontières qui séparent l'homme de l'animal : le monde d'une « réserve » où vivent dans un état d'innocence paradisiaque, buffles, girafes, rhinocéros, éléphants, lions, toute l'arche de Noé.

Très vite, Andersen et Hemingway cèdent la place à Kipling, au meilleur Kipling, celui des Jungle Books. La petite fille aux blue-jeans connaît les maîtres mots, elle est l'amie, ou plutôt la suzeraine enchanteresse de tout cet univers. Elle est surtout la maîtresse incontestée d'un énorme lion, King, qu'elle a élevé, et qu'elle retrouve dans la jungle. Les rendez-vous de la petite fille et du lion, leurs « dialogues d'amour » sont saisissants.

Mais Patricia-Mowgli veut imposer sa loi, son « charme », son « jeu » aux hommes, au très beau guerrier noir à peine moins fauve que King. Et cela finit mal.

Merveilleuse histoire tendre et violente, écrite par un Kessel au meilleur de sa forme, et dont le lecteur sort à son tour ensorcelé.

(New York Times.)

— Oh ! écoute, vieux ! Les premières machines à écrire de la saison !...

LA LETTRE DANS UN TAXI

par Louise de Vilmorin Ed. Gallimard. 180 pages. 450 francs.

UNE lettre, un taxi, quel romanesque ! Mais pour Louise de Vilmorin, qui connaît bien son grand monde, au bout de cette lettre, il y a un chantage, et au bout du taxi un adultère, et au bout de tout une conclusion assez mordante. (Chez Louise de Vilmorin les épouses reviennent souvent à leurs maris, bien plus charmants — ils sont plus vieux — que leurs amants.)

Avec quelle prestesse est tricoté cet imbroglio : pas une maille ne file. Mais que l'ensemble est léger ! On voudrait voir Louise de Vilmorin s'attaquer enfin à plus gros qu'elle.

DES NOUVELLES

LA MORT DE LOHENGRIN

par Heinrich Böll.
Nouvelles traduites de l'allemand par A. Starky et G. Socard. Ed. Le Seuil,. 184 pages,
500 francs.

UN gosse tombé d'un train alors qu'il volait du charbon meurt à l'hôpital. Indifférence générale : c'est un orphelin jadis baptisé Lohengrin parce que Hitler flirtait alors avec la musique de Wagner. Un prisonnier de guerre allemand en Russie achète clandestinement des gâteaux par la fente d'un mur à une petite fille du pays. Un vieil homme déchaîne en Allemagne une révolte en vérifiant les balances (fausses) sur lesquelles le patron pèse le travail des ouvriers broyeurs de lin. Un blessé de guerre constate que sa jambe mutilée coûte trop cher à l'Etat... Ce petit monde de souffreteux, de ratés, ce petit monde à la Murillo hante les nouvelles de Heinrich Böll...

Böll appartient à cette génération d'Allemands qui ont subi la guerre sans la vouloir et se sont retrouvés prisonniers aux quatre coins du monde. On a lu en France son roman, « Rentrez chez vous, Bogner » (1) où se montrait une détresse enflammée, généreuse toujours. On nommait cela, voici quelques années, le « malaise » allemand !

Or, les nouvelles contenues dans « La mort de Lohengrin » appellent de semblables sentiments de désolation ; Böll décrit les petites vies brisées de ceux qui ne participent point au « miracle » économique de M. Adenauer. Ce sont des victimes, des vaincus. N'y a-t-il pas là une sorte de complaisance ?

C'est bien cela qui gêne : il existe une rhétorique du malheur et la satisfaction qu'on y trouve ne suffit pas à créer des personnages significatifs. Si Böll côtoie parfois Dickens ou Tolstoï, si sa « manière » évoque celle de Maupassant, du moins ne rencontrons-nous pas dans ces nouvelles l'ampleur et l'art qui nous touchaient dans les autres romans. Il y a un moment où l'imagination doit se délivrer du « misérabilisme »...

(1) Le Seuil, éditeur.

UN LIVRE POLITIQUE

LE MONDE EN MARS 1939

par Arnold Toynbee et divers, traduit par A.-M. Todd. Ed. Gallimard. 656 pages. 1.950 francs.

LE sentiment tragique de l'histoire pourrait incliner à fixer aux ides de mars 39 le léclenchement de la catastrophe. Mais M. Arnold Toynbee a trop de rigueur pour déchiffrer ses interprétations à la seule lueur d'une *aura* shakespearienne. La détermination par l'historien d'une date si précise — non seulement mars 39, mais la nuit du 14 au 15 de ce mois — n'est en rien arbitraire ou complaisante, puisque c'est en effet non par l'envahissement de la Pologne, mais par l'entrée des blindés allemands à Prague, que la guerre mondiale a commencé.

La première partie de l'ouvrage passe minutieusement en revue les puissances pacifiques d'une part ; d'autre part, les « champs d'agression » du Japon et de l'Allemagne. La seconde partie est un tableau comparé de la force des puissances en conflit, suivi d'un appendice comportant des précisions d'ordre économique et statistique. La dernière partie, très brève, mesure « l'équilibre » de ces puissances — équilibre si précaire, déjà rompu, et que va emporter le recours à la violence totale.

UN ROMAN ETRANGER

CHASSE A L'HOMME

par Alejo Carpentier. Collection La Croix du Sud, Gallimard, traduit de l'espagnol par René L.-F. Durand. 203 pages. 590 francs.

PEUT-ETRE la différence essentielle entre les bons romanciers de divers pays est-elle uniquement due au fait que leurs audaces respectives sont exclusivement fonction des tabous en usage dans leur société d'origine. Les audaces d'Alejo Carpentier, sans doute fort scandaleuses dans la société quelque peu provinciale de Cuba, nous font sourire, et le fait qu'un jeune enfant regarde par un trou du mur son institutrice prendre un bain — surtout quand la scène est totalement gratuite et ne sert strictement à rien — ne nous semble pas une preuve de l'intrépidité d'un romancier. Des scènes de ce genre authentifient un roman étranger bien mieux que ne pourraient le faire toutes les descriptions pittoresques dont nous comblerait un romancier français en quête d'exotisme.

Il y a beaucoup d'authenticité dans le roman d'Alejo Carpentier, beaucoup de talent aussi, mis au service de deux bonnes idées. La première est de faire durer son roman le temps de l'exécution de la Symphonie héroïque » de Beethoven, soit quarante-six minutes ; la seconde, de nous montrer par le détail la psychologie de ces étudiants cubains qui semblent avoir le goût chronique de la subversion, sinon de la révolution.

Que le héros fuie pendant deux cents pages et trois quarts d'heure (avec un long flashback, il est vrai) les balles vengeresses de ses camarades qu'il a dénoncés sous la torture, voilà qui importe moins que le document social et humain que l'auteur nous apporte et qui vient éclairer juste à point une situation psychologique et politique que la rébellion de Fidel Castro a ressuscitée récemment à Cuba.

VASSILY
PHOTIADÈS

LES
TRANSPARENTS

« Une originalité à la fois forte et délicate »
Jean BLANZAT.
(LE FIGARO LITTERAIRE)

« Un maître de la littérature fantastique »
(LES NOUVELLES LITTERAIRES)

STOCK

VIENT DE PARAITRE
LES GRANDES ÉTVDES HISTORIQVES
DANIEL-ROPS
de l'Académie française
L'ÉGLISE DES
TEMPS CLASSIQVES
Le grand siècle des âmes
Le sixième volume d'une célèbre série qui a dépassé le million d'exemplaires vendus.
un volume : 1 250 F.
LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD PARIS

BUTOR
le génie
du lieu
Coll. "La Galerie" 1 vol. 690f GRASSET

« UN FAUTEUIL NOMMÉ VOLTAIRE »

par CLAUDE ROY

IL est étrange que Voltaire, qui ne resta jamais en place, ait donné son nom à un fauteuil. On sait que la maison France est une vieille demeure remplie de meubles de famille : dans la fameuse chambre de Pascal, où le malheur de l'homme (français) est de ne pas savoir demeurer en repos, Descartes a laissé un poêle, Baudelaire un divan pour y poser le mol oreiller de Montaigne, Cézanne a fourni la table et les trois hommes, Saint-Simon le tabouret, Van Gogh la chaise de paille, Corneille le siège que prend Cinna, et Voltaire le fauteuil.

A vrai dire, de son vivant, Voltaire tenait davantage du mille-pattes que du fauteuil. Il écrivait avec cent mains et sous mille noms, courant les routes avec le reste de ses maigres jambes, ayant quelques idées arrêtées, d'autres qui ne l'étaient pas, et rarement un domicile fixe. Fauteuil, il l'est devenu après sa mort. Sauf aux yeux des antiquaires, ce qui caractérise les fauteuils, c'est qu'on s'y assied plutôt qu'on ne les regarde, ou les admire.

Un bon jeune homme qui me rendait visite, trouvant dans ma chambre, éparpillés, les cinquante volumes des Œuvres complètes de Voltaire, se découvrit partagé entre la stupeur et le dédain.

« *Quoi*, me dit-il, *oubliez-vous ce que disait Lénine à Genève : « Je ne ferai jamais le pèlerinage de Ferney : je n'aime pas les hommes d'esprit.* »

Je sentis que mon cas était grave ; mais davantage encore celui de Voltaire. C'est un grand crime que d'avoir de l'esprit, on risque de s'en servir. Je ne découvris que plus tard, dans sa correspondance, trois mots élogieux d'Ilitch sur Voltaire. Cet argument, utilisé à temps, aurait *cloué* mon censeur. Hélas ! c'était trop tard ! Je ravalai ma honte.

J'avais donc résolu de lire Voltaire clandestinement, et sans trop me vanter de cette complaisance. Mais ces jours derniers, l'édition par M. René Pomeau, des « Œuvres Historiques » dans la bibliothèque de la Pléiade (1) et celle (par ordre chronologique) des « Romans et Contes » établie par M. Roland Barthes (2) m'ont donné toutes les audaces. On peut donc lire Voltaire à découvert ? C'est une bonne nouvelle. Je suis bien aise d'en faire part.

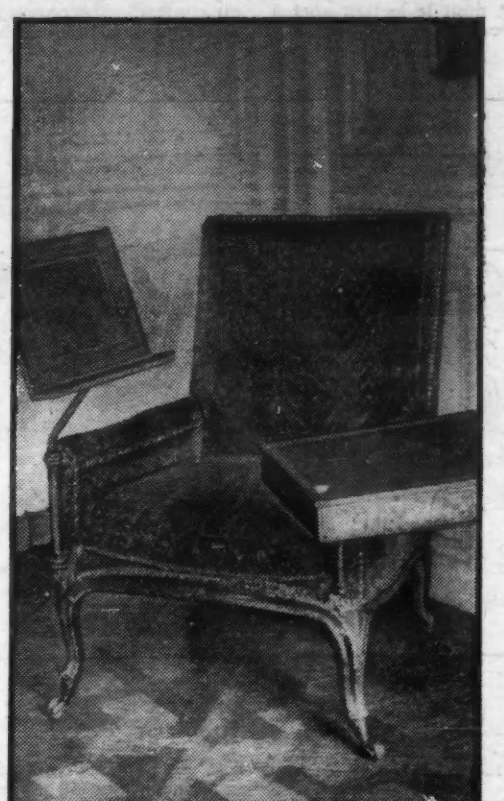
Voltaire centre droit ?

Il y a quelques années, Julien Benda avait intitulé un essai : « Voltaire serait-il des nôtres ? » Nous avons tous le goût, qui prouve la vivacité de nos classiques et la vitalité de nos passions, de jouer avec les grands écrivains un beau « Kriegspiel » de soldats de plomb. Jeanne d'Arc et Descartes siégeaient autrefois à la Ligue de la Patrie Française et au Parti Radical-Socialiste, mais par un hardi mouvement d'enveloppement, le flanc gauche de l'armée d'en face les a réintégrés dans ses lignes. Un coup d'audace récent, opéré par la patrouille de reconnaissance du caporal Lucien Goldman, a libéré Pascal, prisonnier jusqu'alors de la droite du cléricalisme, pour lui installer un quartier général dans le camp retranché de la dialectique ouverte.

Le piton Péguy, le lieudit Hugo et la ville de Stendhal ont été l'enjeu, au cours des dernières guerres, de combats acharnés. On se les dispute encore. Sur le champ de bataille de Balzac, des engagements meurtriers ont opposé les troupes du général Karl Marx à celles du colonel Paul Bourget. On signale sur le front de Stendhal des activités de patrouille opposant récemment le colonel Roger Vailland et le lieutenant Roger Nimier. Médiateur de l'O.N.U., M. André Billy aurait échoué dans sa mission, et, pris entre deux feux par les combattants, aurait hissé le drapeau blanc, en murmurant : « *Ce cher Stendhal, ce cher Stendhal...* ».

En ce qui concerne la cité de Voltaire, Benda, son ultime défenseur, ayant disparu, les derniers communiqués tendraient à faire croire qu'elle est aux mains des forces de l'ordre. On sait qu'il faut se méfier des communiqués. Néanmoins, d'après ceux-ci, succombant aux assauts de M. René Pomeau, abandonné par M. Roland Barthes, qui jugea qu'une telle cause ne méritait point qu'on mourût pour elle, la ville de Voltaire serait occupée, à l'heure où j'écris, par les armées de la droite. M. Pomeau loue Voltaire d'avoir le sens de l'histoire et de n'avoir pas le goût des systèmes historiques. Dans son petit «Voltaire par lui-même», il avait même fait voter Voltaire au centre droit, pour les modérés (des modérés du style *moderato vivace* il est vrai. Espèce rare). L'offensive stratégique de M. Pomeau, excellent stratège (et savant éditeur), s'est conjuguée avec ce qu'il faut bien nommer la défection de M. Roland Barthes. On sait que celui-ci a une des intelligences les plus fines et les plus soupçonneuses de notre temps.

(1) Gallimard.
(2) Club des Libraires.



(Bulloz)

LE FAUTEUIL DE VOLTAIRE
Il n'aimait pas les cravates à système.

Un voyant extra-lucide

Il est inconcevable que ce défenseur de la liberté (dont celle d'esprit) ait consenti, devant les murailles de Voltaire, à une reddition presque sans conditions.

Si M. Barthes a rendu son épée, au seuil d'un livre d'ailleurs délicieux et utile c'est qu'il estime, en fin de compte, que ce Voltaire n'est pas sérieux. Certes, Voltaire a écrit l'admirable « Prière à Dieu » qui clôt le « Traité sur la Tolérance » (que je trouve pour ma part tellement plus belle que la trop vantée « Prière sur l'Acropole »), mais ça ne le sauve pas, aux yeux de M. Barthes, du péché d'avoir conçu une anthropologie un peu simplette.

Cette diversité que Voltaire reconnaît dans l'espèce humaine, « *il suffit de la reconnaître pour en être quitte avec elle* ». Ainsi, le voyage voltairien, qui prétend nous faire méditer sur la constance de ces « *atomes appelés hommes* » manifeste en réalité « *une immobilité* ». Au demeurant, le goût très vif de Voltaire pour la *liberté* ne serait-il pas suspect d'incliner vers le *libéralisme*, ce qui est grave ? Il avait horreur de l'esprit de système, du fanatisme : certes. Mais c'est là une bien redoutable aversion. On sait où elle nous a menés : à ce « *petit propriétaire terrien actif, individualiste également hostile à l'Histoire et à ses nationalisations : c'est toute une France qui se préfigure ici* ».

Somme toute, Voltaire, ce serait un M. Pinay un peu plus drôle ? Eh bien, c'est du joli !

Dans le grand froissement des « honorables réflexions », dont parlait « Le Populaire » et cet autre froissement des parachutes suspendus dans le ciel, j'ai relu Voltaire sans y trouver tout à fait les stigmates que réprouve M. Barthes.

On y trouve beaucoup, il est vrai. Voltaire témoigne avec génie d'une suite extrême dans les idées les plus inconséquentes. Il a trop dit pour ne jamais se contredire. Cependant, voyant extra-lucide, il déteste Hegel avec une saine violence.

Les despotes éclairés

Le « *tout ce qui est réel est rationnel, tout ce qui est rationnel est réel* » a dû faire se retourner dans sa tombe celui qui raillait si bien « *la métaphysico-théologo-cosmolonigologie* » du docteur Pangloss démontrant « *admirablement qu'il n'y a point d'effet sans cause* ».

Mais enfin, il ne faut pas se hâter de livrer pour cela Voltaire aux Indépendants de Droite. Il est possible que son goût pour les despotes éclairés (dont les lumières le déçurent d'ailleurs) aurait fait de lui, aujourd'hui, un partisan résigné (et caustique) de l'Homme Providentiel. Il est certain aussi qu'il ressentait une extrême défiance des militaires :

« *Tant que le caprice de quelques hommes fera loyalement égorger des millions de nos frères, la partie du genre humain consacrée à l'héroïsme sera tout ce qu'il y a de plus affreux dans la nation entière.* »

Si Voltaire n'est pas ce qu'on peut nommer un démocrate bon teint, du moins veut-il, le premier, écrire l'histoire des peuples, plutôt que celle des cabinets.

Ce n'est point faire arbitrairement « voter les morts » que d'affirmer que Voltaire, en 1958, après avoir fondé, animé, et conduit (jusqu'à la réhabilitation de la victime) le comité Calas, aurait fait partie du Comité Audin, combattu la torture, signé, entre Sartre et Mauriac, la protestation contre la saisie de « La Question », d'Henri Alleg. Il aurait, la même semaine, écrit un libellé acéré pour faire honte aux Hongrois de tenir encore en prison Tibor Dery, et aux Soviétiques de toujours tenir sous le boisseau Boris Pasternak, mais aussi un pamphlet bouleversé contre l'usage de la torture en Algérie. Comme il n'avait aucun scrupule à se répéter, il y aurait recopié bravement le début de l'article « Torture » de son « Dictionnaire » :

« *Les Français, qui passent, je ne sais pourquoi, pour un peuple fort humain, s'étonnent que les Anglais, qui ont eu l'inhumanité de nous prendre tout le Canada, aient renoncé au plaisir de donner la question.* »

Non, décidément, je ne suis pas sûr que M. Roland Barthes ait eu tout à fait raison d'être tellement sévère pour ce grand homme. Voltaire préférait nouer ses cravates lui-même, plutôt que de porter des cravates à système, il redoutait les fanatismes de la superstition, mais se méfiait de la raison fanatique. Il n'aimait, en jurisprudence, ni les lits de justice, ni les brodequins, ni les chevalets, et en philosophie se défiait des lits de Procuste. Il avait de l'esprit, plus qu'il ne croyait à l'Esprit ? Mais il avait aussi du cœur, de la vaillance. Ce trépidant intrépide me semble en fin de compte sans être tout simple ni tout droit, plutôt à gauche qu'à droite. Je trouve bien injuste de l'abandonner aux *autres*, même si (comme le croyait Benda, et ne le croit pas Barthes) il n'est pas « des nôtres ». Il y mourrait d'ennui, et d'indignation.

CLAUDE ROY.

DE BEAUX ROMANS
RELIÉS
300 fr. LE VOLUME

Votre bibliothèque, pour être décorative, exige une proportion importante de livres reliés. Votre goût de la lecture, pour être complètement satisfait, exige d'excellents titres de la littérature classique et moderne, française et étrangère.

Alors, n'hésitez pas, demandez à la Bibliothèque Mondiale (serv. EX.57), 8, rue de Berri, Paris (8e), de vous envoyer un volume spécimen relié, luxueusement édité, avec fers originaux, réalisé avec la collaboration d'un artiste de l'Ecole de Paris. Joindre seulement 6 timbres à 20 francs. La Bibliothèque Mondiale vous enverra également son catalogue.

ESPAGNE PAIENNE

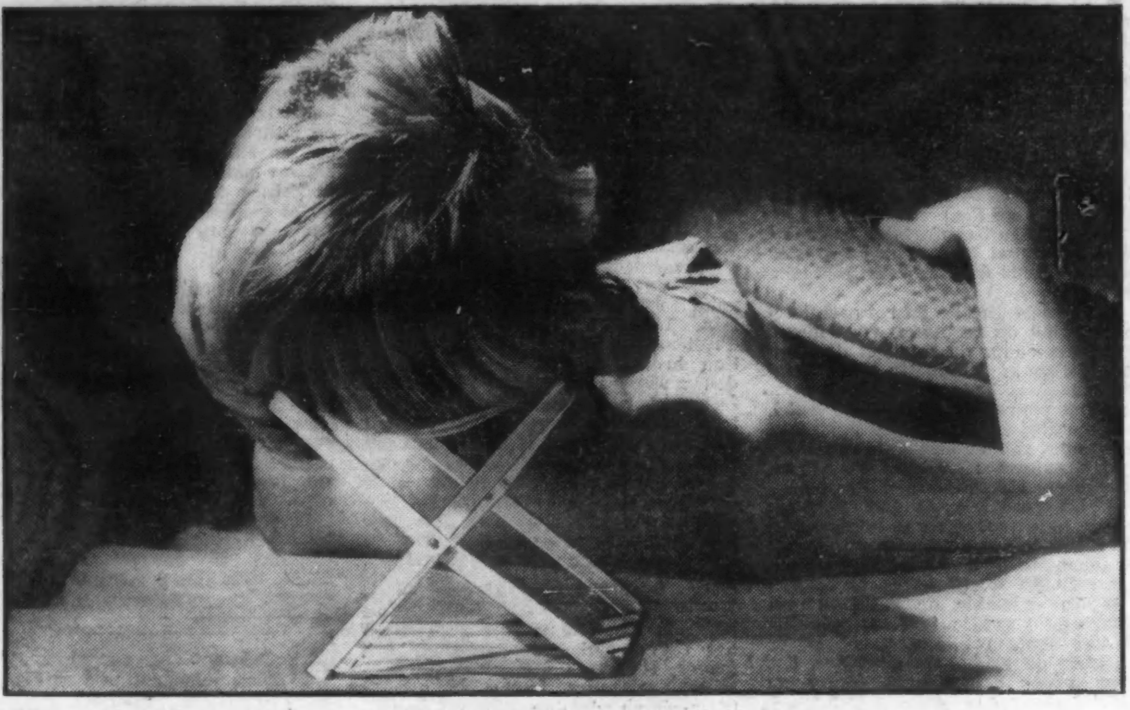
par

RICHARD WRIGHT

Fétichisme
Taureaux
Prostitution

BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :



Le confort polynésien

● ***Essayé,*** avec scepticisme et adopté avec plaisir le petit pliant miniature photographié ci-dessus et portant le nom charmant de « Bora-Bora » pour prendre un bain de soleil, ou s'allonger sur l'herbe. Mis au point, paraît-il, par les indigènes polynésiens qui l'emploient pour leur « farniente », il a exactement la hauteur nécessaire pour que, placé sous la nuque, il soulève la tête sans tirer sur le cou. (380 à 520 francs selon le tissu, dans les grands magasins.)

● ***Lu*** deux nouveaux livres de cuisine pour les petites filles publiés par Madeleine King. Gentiment illustrés, présentés sous une couverture glacée rouge, c'est un des premiers essais vraiment modernes dans le genre. Dès sept ans, une petite fille peut assimiler les principes de base qui font la bonne maîtresse de maison ; la manière de mettre la table, savoir qu'il faut se laver les mains avant de faire la cuisine ou calculer la quantité de radis qu'il faut prévoir pour quatre convives, etc. Dans ces petits livres, on trouve aussi des exemples de menus de saison, des recettes sortant de l'éternelle truffe au chocolat, et des idées amusantes comme la façon de servir au lit le petit déjeuner du dimanche pour ses parents ou celle de préparer un grog à son père s'il est enrhumé. (« La cuisine des gourmands », et « Premiers plats, premiers menus », par Madeleine King, collection « Je sais »... Mame, 366 francs.)

● ***Noté*** deux adresses qui peuvent être utiles pour les ensembles habillés d'été : Eric, 66, rue de la Pompe, réalise des escarpins à talon 7 cm extrêmement fin dans le tissu fourni par la cliente, pour 5.990 francs.

La Bagagerie, 21, Champs-Elysées, exécute des sacs-pochettes froncés dans le tissu fourni par la cliente, pour 2.250 francs environ (le chapeau assorti : 1.500 francs).

● ***Appris*** qu'il existait en France des conditionneurs d'air comme ceux installés dans presque tous les foyers américains. Ces appareils peuvent non seulement rafraîchir mais déshumidifier, filtrer, renouveler, évacuer l'air d'une pièce et, éventuellement, servir de chauffage d'appoint. Léger détail : ils valent de 200.000 à 500.000 francs suivant les dimensions. Mais pour ceux qui habitent outre-mer, ils transforment la vie.

● ***Utilisé*** une nouvelle peinture murale à l'huile qui sèche en 20 minutes comme les peintures au latex. Très mate, ne coulant pas, elle s'applique sur tous les matériaux : ciment, plâtre, brique, bois, isorel, fer, etc., et couvre 6 à 10 m2 au kilo suivant la nature du fond.

Peut être utilisée aussi bien au pinceau qu'au rouleau. Renoflor existe en blanc et en 8 teintes pastels. Prix : 525 francs le kilo. Production Renaulac, en vente chez tous dépositaires et grands magasins.

MAISON

Les sièges de plein air

LES fabricants de mobilier de jardin, depuis quelques années, rivalisent d'imagination pour présenter des sièges qui allient l'élégance au confort.

Mais la conception du confort n'est pas la même à 18 ou à 60 ans.

Les sièges de plein air se divisent en trois grandes catégories :

Les sièges transatlantiques

Ils ont considérablement évolué depuis trois ou quatre ans. Les modèles modernes dits « sièges de relaxation » se font la plupart du temps en tube (chromé ou laqué) et toile de ton vif. Légers et faciles à manœuvrer (sans se pincer les doigts), ils se transforment instantanément de fauteuil en chaise longue et inversement.

Très agréables pour la sieste ou la lecture, ils ne sont commodes ni pour coudre, ni pour tricoter. C'est le type même du siège pour « entre-deux-âges » fatigués.

Les fauteuils confortables

Qu'ils soient en bambou, osier ou rotin, leurs formes et leurs hauteurs variables vont de la chauffeuse très basse, sans accoudoirs, commode pour coudre ou tricoter, au fauteuil à dossier emboîtant bien le dos, à accoudoirs solides.

Il y en a pour toutes les bourses et pour tous les goûts. Les personnes âgées, qui ne sont plus très souples, les apprécieront relativement hauts, très stables, possédant des accoudoirs sur lesquels on peut prendre appui pour se lever ou s'asseoir.

Les sièges de repas ou de bridge

Plus hauts que les précédents, ces petits sièges demandent à être légers, faciles à déplacer, et suffisamment confortables pour que l'heure du repas et la partie de cartes en plein air ne soient pas un supplice. Il faut les choisir en fonction de la hauteur de la table de jeu ou de repas.

Les sièges pliants

Qu'ils soient chaises ou fauteuils, ils offrent l'agrément de ne prendre aucune place une fois repliés.

Très commodes pour les balcons et les terrasses où l'on manque en général d'espace.

Egalement très utiles comme sièges de secours au jardin et facilement transportables sur une plage, à l'intention des personnes qui n'aiment pas s'asseoir sur le sable.

Vu à Paris

● Une chaise-longue de relaxation en tube laqué et toile amovible que l'on peut enlever pour le nettoyage. Sièges Ergelax. Prix : 9.900 fr. (*Bazar de l'Hôtel de Ville*, rayon Meubles de jardin.)

la silhouette safino s'impose cet été.
Modèle en jersey de Nylon Ban-Lon.
Confort, douceur et souplesse.
Facile à laver.
Ne se repasse pas.
Indéformable.
Uni, 10.800 Frs.
Imprimé, 14.200 F.
Le safino *styliste de la maille*

PARMI NOS DÉPOSITAIRES
BOURGEOIS 4, avenue de l'Opéra
CHIFFONNAGES 153, rue de Rennes
MINNY 37, avenue Victor-Hugo
AUCH A. B. C.
LORIENT DOLORÈS
MONTPELLIER KORINA
ST-RAPHAËL FALBALAS
ST-TROPEZ DEMORY
TOULON CYL
DAKAR CHAMPS-ÉLYSÉES

safino
STÉ ANONYME DES FIBRES NOUVELLES
FERRIÈRES Loiret

LA REINE BLANCHE

ANNIVERSAIRES HEUREUX
CE CLIP (Haut 60mm) OR ET BRILLANTS
PRIX "EXPRESS" 40.000 Fr.
9 h. à 19 h. 30 sauf dim. et lundis matin
GOB. 43-48
35, AV. DES GOBELINS.

MARDI 17
MERCREDI 18
JEUDI 19
STARMY
SOLDES
MANTEAUX
TAILLEURS
ENSEMBLES
27, rue du 4-Septembre
RIC. 25-69

" dévoués à votre repos "
LES MATELAS
MONCALM
MATELAS AVEC CARCASSE A RESSORTS
MATELAS AVEC ARMATURE ALVÉOLÉE
une production de la Société
AUTO-COUSSIN DURA
10, Rue de l'Abreuvoir, COURBEVOIE (Seine) Tél. : DÉF. 28-60

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.

WEEK-END

Parmi les nombreuses nouveautés printanières de GUERLAIN une formule inédite a particulièrement retenu notre attention : la CRÈME et la LOTION BLEUE de GUERLAIN. Conçu spécialement pour le WEEK-END et le plein air, cet ensemble doit répondre au désir de toute femme soucieuse de sa beauté : emporter dans ses bagages les éléments indispensables pour nettoyer, nourrir et protéger son épiderme et ceci bien entendu sous le moindre volume.

Suivant son mode d'emploi la CRÈME BLEUE nettoie la peau en profondeur, l'adoucit et la nourrit, qu'elle soit sèche, sensible ou grasse. Enfin elle lui assure une merveilleuse protection contre le vent et le soleil.

LA CRÈME
NUTRIX
de
LANCÔME
donne la Vie à votre peau.
Pots et tubes de 440 à 2910 F

Quickbronze

Active le brunissement en laissant agir toutes les ondes solaires supérieures à 3.200 Angströms. Mobilise le système d'auto-défense de l'épiderme et immunise la peau contre l'attaque solaire. Résiste à l'eau et au sable. Garde la peau absolument mate, souple et veloutée.

Helena Rubinstein

Le Duo Coiffure-Maquillage : 3.750 Frs. Cette formule très pratique combine "l'heure de Beauté" (nettoyage, massage, maquillage) et la Coiffure (rinçage ou Coupe). Salons Helena Rubinstein 52, Fbg Saint-Honoré - ANJ. 88-46.

Remarqué chez AGNES, 24, rue Tronchet, un sac ravissant et très confortable, qui existe en blanc, bouleau ou mastic, et dont l'aspect très mat et très souple rappelle l'agneau. Il est en plastique, lavable à grande eau, et comporte une poche intérieure de sécurité. Son prix est presque incroyable pour un article de cette classe : 1.995 fr.

Cette maroquinerie a également un grand choix de sacs en belle peausserie souple à partir de 2.990 francs en blanc lavable et dans tous les coloris mode.

Communiqué.

● Une nouvelle version du transatlantique en tube et toile : 6.550 fr. (*Bazar de l'Hôtel de Ville.*)

● Un fauteuil de relaxe, nouvelle version de l'ancien fauteuil à bascule : 4.500 fr. (*Au Printemps.*)

● Un fauteuil pneumatique qui se gonfle et se dégonfle pour être transporté. Peut se transformer en matelas bain de soleil : 6.250 fr. (*Galeries Lafayette,* rayon Camping-Plein Air, 6e étage.)

● Une chauffeuse basse à haut dossier en rotin tressé : 13.000 fr. (*Bazar de l'Hôtel de Ville.*)

● Un fauteuil confortable à dossier rond emboîtant bien le dos, en osier naturel : 8.000 fr. (*Esquerré* 156, boulevard Pereire.)

● Un siège-guérite en rotin entièrement gainé de cretonne, vous met à l'abri des coups de soleil et des courants d'air : 29.900 fr. (*Au Printemps.*)

● Des chaises à haut dossier galbé, très confortables pour le bridge et commodes comme sièges de repas. En osier naturel : 8.000 fr. l'une. (*Esquerré,* 156, boulevard Pereire.)

● Un ensemble de tôle perforée laquée comprenant : une table ronde, deux fauteuils et deux chaises, élégant et commode pour les repas en plein air : 29.500 fr. (*Galeries Lafayette.*)

● Un ensemble de rotin naturel comprenant quatre fauteuils coquille et une table ronde pouvant servir de table de bridge ou de repas. Les cinq pièces : 29.700 fr. (*Bazar de l'Hôtel de Ville.*)

● Une chaise pliante en tube laqué et toile, à siège large : 2.400 fr. (*Galeries Lafayette,* rayon Plein Air, 6e étage.)

● Un petit pliant de plage en tube laqué et toile, le dossier comporte dans sa partie extérieure un large sac à fermeture à glissière pour transporter livre et ouvrage. Une double poignée de toile permet de glisser ce siège au bras comme un cabas : 3.950 francs. (*Galeries Lafayette,* rayon Meubles de jardin.)

● Une très belle balancelle à trois places. Monture tube laqué blanc, coussins et auvent de toile orange : 49.500 fr. (*B.H.V.*)

BEAUTÉ

Premier contact avec le soleil

DES que le soleil se montre, à cette saison, les jupes se relèvent, les corsages s'ouvrent, les manches se retroussent, et lorsqu'il consent à paraître le dimanche, le bain de soleil devient une façon de se donner l'illusion, en rentrant le lundi, d'avoir bonne mine.

La première exhibition d'une peau blanche au soleil est toujours un peu démoralisante.

Le premier soin pour ne pas se sentir malheureuse et trop inesthétique: une épilation rigoureuse. Sous les aisselles : rasoir, crème ou cire, mais jamais de rasoir électrique. Sur les jambes : cire ou décoloration. Ce second procédé est surtout à recommander lorsque la repousse est très rapide. Il consiste à badigeonner les jambes avec un mélange d'oréal blanc (que seul votre coiffeur peut vous procurer) et d'eau oxygénée à 30 volumes. L'opération est beaucoup plus rapide si elle s'effectue à la chaleur du soleil.

Deuxième soin : éviter le coup de soleil du premier jour que l'on attrape aussi bien à Chaville qu'à Saint-Tropez.

Le soleil artificiel

Les femmes qui en ont le loisir, et les moyens, peuvent demander aux ultra-violets le premier vernis, dans un institut de beauté (500 francs la séance environ) ou à domicile (une lampe vaut de 17.000 à 40.000 francs, ou peut être louée chez Canone, 1.200 francs la première semaine, 100 francs par jour ensuite.)

La prudence élémentaire commande alors de :

● Demander l'avis d'un médecin, même si l'on envisage des séances en institut de beauté.

● Etablir un programme de séances s'échelonnant au minimum sur 15 jours.

● Augmenter très progressivement la durée de l'exposition : deux minutes le premier jour, trois le second, quatre le troisième, etc., sans jamais dépasser dix minutes en tout.

● Mettre des cotons humides sur les yeux fermés.

Le bain de soleil

Face au soleil, deux problèmes-beauté se posent : d'une part obtenir une jolie couleur, d'autre part, conserver une peau en bon état. Malheureusement, il est bien rare que l'on songe à ce deuxième point.

Pour bien brunir, il est indispensable d'utiliser un produit solaire. Ils se répartissent en catégories : les produits à base d'alcool, les produits anti-solaires et les produits gras.

● LES PRODUITS A BASE D'ALCOOL se présentent presque toujours sous forme de bombe (spray tan, de Rigaud : 900 francs ; aérosol de Guerlain, 1.050 francs ; Quick bronze d'Héléna Rubinstein, 850 francs ; lotion bronze solaire d'Elizabeth Arden : 900 francs ; Skol Fluff : 915 francs, par exemple, etc.). Ils sont très agréables à employer, ne tachent pas, ne collent pas. Il vaut mieux les réserver au corps. Eviter de les employer sur le visage, les épaules et le décolleté, parties beaucoup plus sensibles, car ils ont tendance à dessécher inévitablement la peau, en raison de leur haute teneur en alcool (50° à 55°).

● LES PRODUITS ANTI-SOLAIRES. — Ils se présentent soit sous forme de liquides (hydrosolaire de Stendhal, 830 francs, Umbria : 490 francs la bouteille), soit sous forme de crèmes (Bronzécran, de l'Académie Scientifique de beauté : en bombe : 920 fr. ; en tube, 650 francs ; Ambre solaire filtre total, 700 francs).

Ils sont destinés aux épidermes particulièrement délicats, sujets aux coups de soleil. Ils n'accélèrent pas le brunissage, mais ne l'empêchent pas complètement non plus et évitent réellement des accidents. Extrêmement recommandés pour les peaux d'enfants.

● LES PRODUITS GRAS. — En huile Ambre solaire, Guerlain, ou Arden), surtout recommandés pour les peaux très sèches, ou pour celles qui n'ont pas le courage de graisser leur épiderme le soir avec une crème nourrissante non solaire.

Signalons enfin certaines crèmes teintées (suncream d'Harriett Hubard Ayer, 600 francs le tube, sunbronze de Charles of the Ritz, 1.375 fr.) qui n'ont pas de qualités antisolaires différentes des crèmes ou des liquides incolores, mais qui permettent d'accentuer un hâle encore timide et d'éviter la poudre.

Après le bain de soleil

La plupart des femmes négligent de soigner leur peau après le bain de soleil. C'est pourtant essentiel, si elles tiennent à retrouver un épiderme en bon état quand les belles couleurs auront disparu. Pour éviter les rides, les peaux desséchées, etc., il faut :

● Se laver soigneusement le corps et enlever complètement les produits solaires. Pour le visage, procéder à un démaquillage approfondi avec un lait gras.

● Pour les peaux très grasses, employer un produit hydratant que l'on gardera toute la nuit : (moondrops de Revlon, 1.670 francs, Sunmilk hydratant d'Harriet Hubbard Ayer, 900 francs). Pour les peaux sèches, masser le visage avec une crème nourrissante (crème de 8 heures d'Arden, 1.025 francs, Nutrix de Lancôme, 440 franc) ; pour le corps, employer n'importe quelle crème utilisée généralement pour le soin des mains en hiver.

L'eau, le savon et les démaquillants n'ont jamais enlevé le bronzage, sauf celui que donne une crème teintée !

Enfin, voici encore une fois la liste de toutes les calamités qui menacent, outre la santé, la peau des fanatiques de l'ultra-violet. Cette mise en garde ne les empêchera pas de faire ces bêtises mais leur apprendra au moins la nature des risques encourus et la façon de réparer les dégâts quand l'hiver sera venu :

1° La couperose

Affreux petits réseaux rouges qui sont des veinules éclatées, localisées en général au milieu du visage ; en effet, les muscles sous-jacents de la région médio-faciale travaillent très peu et cette quasi-inertie locale entraine une sensibilité particulière aux agents climatiques (froid, chaud, vent) et surtout aux variations thermiques (couperose des boulangers). Le soleil est donc un grand fauteur de couperose.

Si vous avez le teint coloré et une tendance à avoir les mains rouges, les chevilles se congestionnant facilement, vous êtes prédisposée à la couperose.

● TRAITEMENT CURATIF : Le traitement le plus courant et le plus efficace est l'électro-coagulation : on « pique » à l'électricité chaque capillaire ; cette petite intervention ne laisse jamais de cicatrice. Pendant quelques jours, seules de minuscules croutelles apparaissent, dissimulables sous le maquillage. L'électro-coagulation doit toujours être opérée par un médecin.

2° Les mélanodermies

Ce sont des taches ou des pigmentations provoquées par le soleil : elles se divisent en plusieurs catégories.

a) *Taches brunâtres* (et disgracieuses) comparables à un semis de rouille qui apparaissent inéluctablement à partir d'un âge... certain, sur les mains et le visage, mais que le soleil favorise. Les victimes en sont les femmes de... plus tout à fait 20 ans. Il n'existe aucun traitement préventif.

● TRAITEMENT CURATIF : L'abrasion, c'est une solution toute temporaire, car ces taches, telle celle de sang sur la « pe-

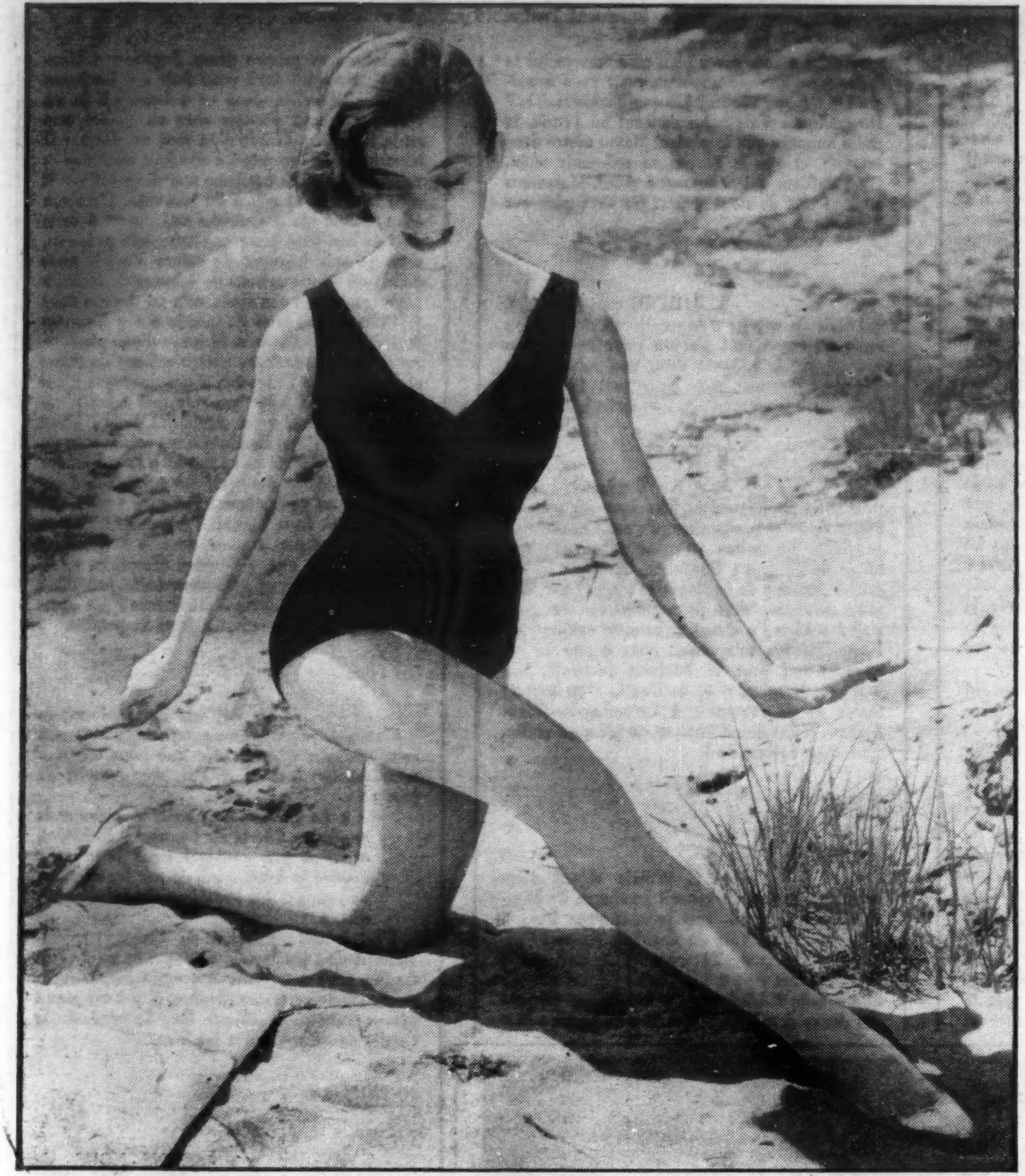
le parfum enveloppant comme la soie

parfum et eau de Cologne
Crêpe de Chine
F. MILLOT
PARFUMEUR PARIS

STENDHAL

au soleil
Varèse
antisolaire puissant pour la plage et les sports
Crème (visage)
Fluide (corps et visage)
Hydrasolaire TEINTÉ
rehydratant - sans huile sans alcool
Hydrasolaire NATURAL
pour les épidermes très délicats et pour les enfants
25 Rue Royale Paris

huit-huit
de
STERLÉ
le parfum le plus précieux du monde



(Rizzole Press)

PREMIER SOLEIL
Se donner l'illusion d'avoir bonne mine

tite main » de Lady Macbeth, réapparaissent toujours.

b) *Les taches de rousseur* : autre forme de mélanodermie, constitutionnelle celle-ci.

● TRAITEMENT : Le peeling opéré sous contrôle médical les fait disparaître très provisoirement. Et tous les produits ou remèdes de bonne femme préconisés sont parfaitement inefficaces. Cependant, les taches de rousseur sont la seule « maladie de soleil » qui ne soit ni grave ni même inesthétique.

c) *Les keratodermies* : nom barbare qui désigne un accident grave. Ce sont des taches brunes et rugueuses appelées aussi (oh ! l'affreux nom) « crasse sénile ». Elles élisent domicile sur les mains et le visage, régions du corps les plus exposées au soleil (les marins et les cultivateurs en sont souvent atteints) et ce sont des *lésions pré-cancéreuses !* On s'est aperçu en effet que le soleil était un des agents les plus virulents de formation des cancers de la peau.

● TRAITEMENT : Electrocoagulation ou intervention chirurgicale pour les cas les plus avancés.

d) *Pigmentations cosmétologiques* : Elles peuvent être provoquées par la décomposition par le soleil de substances contenues dans certains parfums ou crèmes (la bergamote entrant dans la composition des «vraies» eaux de Cologne, par exemple).

La formation de toutes ces mélanodermies peut être partiellement évitée par l'emploi des « anti-solaires », substances qui font écran aux rayons ultra-violets.

Les coups de soleil

Conséquence d'une exposition trop brutale, ils sont haïssables... atteignant parfois le stade d'une brûlure au deuxième degré avec état fébrile, ils ne peuvent être évités par l'emploi d'aucun produit ou crème, et sont évidemment un grand danger de l'été.

A n'en pas douter, le soleil qui, par ailleurs, fortifie, et nous rend si heureux, est *nocif* pour toutes les peaux qui en abusent, il dessèche les trop sèches, et ne dégraisse pas les trop grasses...

RECETTE

Le veau aux olives

— 800 *gr. de rouelles de veau.*
— 300 *gr. de jambon fumé.*
— 200 *gr. d'olives vertes.*
— 300 *gr. de crépine de porc.*
— 75 *gr. de beurre.*
— *Sel et poivre.*

● Dénoyauter les olives ● Sur chaque rouelle mettre une tranche mince de jambon fumé ● Couvrir d'olives vertes coupées en deux ● Envelopper chaque rouelle dans de la crépine de porc, et ficeler ● Faire roussir au beurre dans une cocotte, en les retournant pour que chaque côté soit bien revenu ● Couvrir, et laisser cuire à feu très doux pendant trois à quatre heures. Ce plat peut également se manger froid.

Bronzez merveilleusement
dès votre premier jour au soleil
avec SKOL lotion sans huile

Finis les coups de soleil ! SKOL rend votre peau plus réceptive et permet un bronzage plus riche, plus durable. SKOL ne tache pas, ne graisse pas. Avec SKOL, vous obtiendrez enfin ce ton "cuivré" dont vous avez toujours rêvé ! Et, si vous avez la peau très délicate, employez SKOL-FLUFF crème à bronzer adoucissante.

BRONZEZ MIEUX

Vous pouvez acquérir en vacances un visage superbement bronzé, même si le soleil ne brille pas tous les jours. Il faut pour cela « jouer le jeu » vis-à-vis du soleil.

Sortez le plus souvent possible, quel que soit le temps : les rayons ultra-violets qui provoquent le hâle restent actifs à travers les nuages. En revanche, dosez attentivement vos bains de soleil. Et ne restez pas longtemps immobile : on bronze autant en s'amusant qu'en se faisant péniblement rôtir.

Mais, mais... n'exposez jamais votre visage, ni la moindre parcelle de votre corps sans protection. Parmi tous les produits à votre disposition, vous trouverez Sun Milk particulièrement efficace. En effet ce lait solaire hydratant mis au point par Harriet Hubbard Ayer aide la peau à bien brunir et la traite en même temps.

BRONZEZ VITE RÉGULIÈREMENT

Le filtre inédit que contient Sun Milk évite les coups de soleil plus ou moins prononcés qui rendent inesthétiques (et douloureux) le bronzage. Il trie véritablement les rayons ultra-violets, laissant passer ceux qui provoquent la pigmentation de la peau, arrêtant ceux qui chauffent l'épiderme.

Au bout de quelques jours, vous aurez un teint régulièrement doré, frais et reposé. Et votre corps bien bronzé semblera plus mince et plus ferme, donc plus jeune.

AYEZ UN VISAGE NET ET FRAIS

Bien que votre peau soit protégée par un produit gras, comme il se doit, vous voulez qu'elle reste douce et mate. Sun Milk ne rend jamais un visage brillant parce qu'il pénètre rapidement dans l'épiderme en laissant seulement un film protecteur, quasi imperceptible.

Vous pouvez unifier votre teint et en cacher les petits défauts avec Sun Milk teinté, ou montrer un visage absolument naturel avec Sun Milk incolore.

GARDEZ LA PEAU DOUCE

Le grand soleil, le vent, tout en vous bronzant, « pompent » l'eau contenue dans les tissus cutanés. Mais vous conserverez quand même une peau souple grâce au Sun Milk de Harriet Hubbard Ayer qui arrête ce dessèchement naturel.

Sun Milk est un écran à double rôle : il évite que les rayons ultra-violets dangereux n'atteignent la peau, il empêche l'eau de quitter les tissus. Ainsi montrerez-vous pendant toutes les vacances... et à la rentrée, une peau douce, souple, restée en parfait état sous son séduisant bronzage.

HARRIET HUBBARD Ayer
NEW YORK PARIS

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

8 JUIN

« JE vous ai compris ! » A peine le général de Gaulle eut-il ouvert la bouche, tout fut dit en ces quatre mots. Quel Français, à l'écoute du Forum hurlant, n'a répété pour son compte ce « je vous ai compris » ? Le fascisme algérien, nous le dénoncions depuis des années, mais la connaissance que nous en avions demeurait abstraite. Nous rappelions la conquête de l'Espagne par Franco et par ses gardes maures, comme on parle à des enfants de Croquemitaine, sans croire que cela pût menacer jamais la patrie de Descartes et de Pascal. Il a fallu ces hurlements à nos oreilles, et que 30.000 parachutistes fussent aux portes d'une France déjà livrée par ceux-là mêmes qui avaient mission de la défendre : alors nos yeux se sont ouverts. La République Française, au printemps de 1958, a paru plus près d'être étranglée que l'espagnole en 1937, dont le peuple unanime et en armes aurait tenu contre Franco, sans les « Messerschmidt » de Hitler. Mais le nôtre ! J'admire que l'on ait trouvé du réconfort à voir défiler cette immense foule pacifique, sur la place de la Nation. Il ne faut pas beaucoup de mitraillettes pour disperser cent mille citoyens armés de grands principes.

Oui, j'admire ces républicains farouches qui reprochent à M. René Coty et à M. Pierre Pflimlin de ne pas avoir livré à Caliban ce peuple sans armes, cet Etat démantelé et trahi. Mais eux-mêmes, ces démocrates, qu'ont-ils fait pour réconcilier les deux partis prolétariens ? Eussent-ils été d'accord pour armer le peuple ? Qu'ils aient l'honnêteté d'en convenir : en se retranchant de l'extrême gauche, ils ont rendu inévitable l'initiative du Président de la République et de M. Pierre Pflimlin.

C'est désormais un fait d'histoire : si le général de Gaulle n'échoue pas et même s'il ne réussit qu'à demi, aucune République, depuis qu'il existe des Républiques, n'a été sauvée par un homme comme l'aura été la nôtre par le général de Gaulle. Vous avez beau le traiter en adversaire : vous savez bien qu'à travers lui le destin vous accorde un délai, pour vous ressaisir. De quelques jours? De quelques semaines? De quelques mois ? Au moment où j'écris, la radio annonce que le général Massu rentre dans le rang, et que le Forum va redevenir muet. C'est Caliban qui se soumet à Ariel. Mais nous aurions tort de nous y fier. Ne tirez plus sur Ariel.

COMME mon fils cadet, qui était du voyage d'Alger, devait donner son nom, en descendant d'avion pour le visa des passeports, le préposé dans son saisissement réinventa presque mot pour mot le cri de Phèdre : « Quel nom est sorti de ta bouche ! »

DE Bordeaux, j'apprends le retentissement bénéfique du nom de Pinay dans les profondeurs de cette insondable province. Le même courrier m'apporte une lettre de ce jeune Bordelais, Philippe Solers (une « goutte » de la Nouvelle Vague) : « *Malraux ministre, c'est le romantisme au pouvoir !* » Plus j'y songe, plus cette conjonction Pinay-Malraux m'apparaît comme une de ces audaces qui sont le bonheur du génie. Son « musée imaginaire », de Gaulle a eu tout le temps de le composer à Colombey-les-Deux-Eglises. Notre grand homme, en plus, est malin. Que Dieu le bénisse !

9 JUIN

JE m'étais réjoui d'apprendre que dans le recueil posthume de Maurice Barrès, paru ces jours-ci chez Plon : « N'importe où hors du monde », figurait l'admirable article du 21 mars 1910, consacré à mes premiers vers « Les Mains jointes ». Mais que vois-je ? L'éditeur l'a froidement amputé des douze dernières lignes. Il a fait pire : il y a substitué sa propre prose. Jugez-en : Maurice Barrès avait écrit pour finir : « Le jeune François Mauriac, dans ce volume où je ne vois pas (grand prodige chez un poète) une seule bêtise, se définit d'un mot excellent : il nous parle de son passé « d'enfant mystique et raisonnable ». Je confirme son diagnostic : il a de la raison et même du bon sens. C'est son salut assuré. Qu'il s'attache solidement à cette part de bon sens, pour que son génie poétique, dont je suis heureux de saluer l'avril, nous donne ses quatre saisons de fleurs et de fruits. »

Quarante-huit ans après, cela est devenu dans « N'importe où hors du monde » : « *Heureux* le poète qui peut, dans le cours d'une vie *heureuse*, nous donner ses quatre saisons de fleurs et de fruits ! » J'ai peine à imaginer que Maurice Barrès ait lui-même substitué cette platitude à son premier jet. Alors qui donc ? Et ce n'est pas Philippe Barrès qui me reprochera de ne pouvoir souffrir qu'on touche à mon premier titre de noblesse : d'avoir été cette source découverte par ce sourcier. J'avise ici ceux qui auraient un jour besoin d'y recourir que le texte authentique a paru avec « Les Mains jointes » dans mes « Œuvres complètes ».

La même rigueur critique a-t-elle présidé à l'édition des « Cahiers » de Barrès ? La question se pose désormais. Et nous la posons.

AU bas d'une colonne du « Figaro », ce matin, en caractères minuscules cette nouvelle d'une portée que nous ne pouvons mesurer encore et qui me remplit de joie :

> « *Le général de Gaulle a ordonné la remise en liberté du lieutenant Rahmani, arrêté il y a quelques mois pour avoir inspiré la lettre adressée par les officiers musulmans au Président de la République.* »

C'est à cette jointure de l'Algérie musulmane et de l'armée française que le général de Gaulle peut intervenir souverainement. A la naissance de certaines révoltes, il y a un grand amour humilié et offensé. Que le général de Gaulle ouvre seulement les bras...

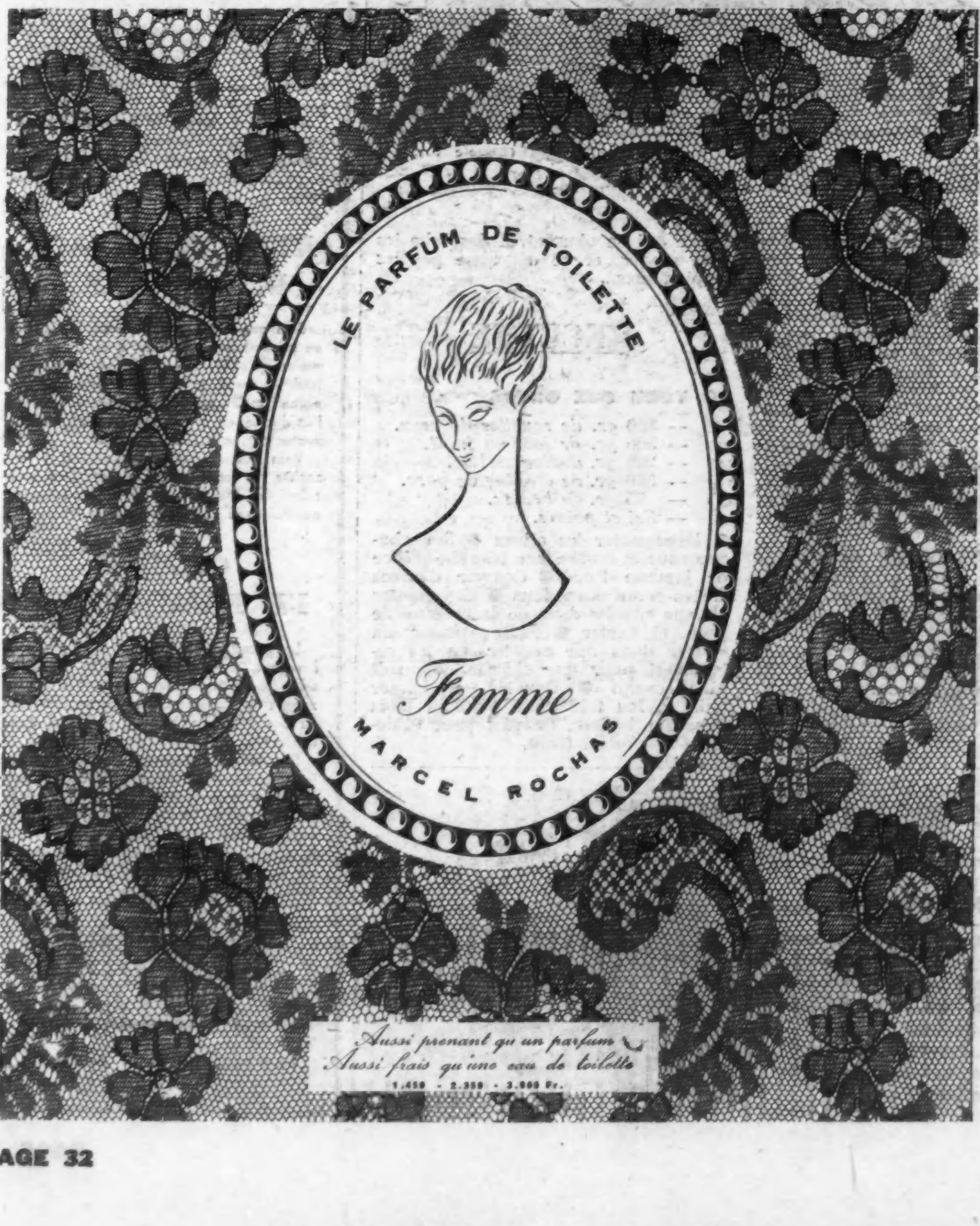
10 JUIN

GARDONS-NOUS de céder à l'euphorie. Gare aux retours de lave. Le propre d'une révolution est de ne permettre à personne de décider qu'elle est finie. Les baisers Lamourette n'ont jamais rien conclu. Une révolution ne connaît que sa propre loi. Celle-ci a cru se servir de de Gaulle — et lui ne songe qu'à écarter ce qui a servi à abattre le système ; et il ne voit plus que la France.

A droite, que de points noirs ! A gauche, ils ne manquent pas non plus. L'annonce des manifestations officielles du 18 juin inquiète et irrite d'anciens résistants : confondre le 18 juin avec le 13 mai, m'écrit l'un d'eux, « *c'est confondre la pureté et la fange* ». Ce trait éclaire un état d'esprit. Il y faut prendre garde. Oui, tout encore est péril : les uns, à Alger, sont restés sur leur faim, les autres, à Paris, ne se pardonneront jamais cette capitulation devant les paras. Contre cette double amertume, le général de Gaulle joue sa chance qui est la nôtre. Et moi, je crains de trop espérer.

11 JUIN

QUE j'avais raison de craindre ! La motion du Comité de Salut Public d'Alger, c'est la réponse de l'homme « qui est de ce grand corps l'âme toute-puissante ». C'est la réponse de Soustelle.

Puisque le général de Gaulle demeure sourd aux « Soustelle ! Soustelle ! » scandés sur le Forum, on va lui tenir un autre langage. Cette motion, en fait, est une sommation. Elle s'adresse à de Gaulle et, à travers lui, à nous tous Français de France métropolitaine. Ah ! puisse-t-elle nous réconcilier et nous unir. Donnons-lui satisfaction sur ce point : créons le parti unique exigé par ces messieurs, le parti de la Résistance, unanime autour du grand Résistant.

F. M.